Québec: budget des dépenses gouvernementales

Pas d'initiatives nouvelles mais peut-être une réduction d'impôts

Les Québécois vont-ils voir leur charge fiscale diminuer ? Cette perspective qui circule depuis un certain temps semble se confirmer de plus en plus, même si M. Parizeau évite de répondre aux questions à ce sujet (affichant toutefois un sourire entendu !). Et pourtant le budget présenté cette semaine par le ministre québécois des Finances laisse présager cette éventualité.

En effet c'est un budget terne et sans beaucoup d'initiatives nouvelles qui a été présenté, celui-ci s'inscrivant dans la tendance à l'austérité que tous les gouvernements d'Amérique du Nord pratiquent depuis quelques temps, et reflétant la volonté bien arrêtée du gouvernement de freiner encore davantage l'augmentation des dépenses publiques.

Le gouvernement québécois prévoit des dépenses de $12.760 milliards au cours de la prochaine année budgétaire, qui débutera le premier avril. Soit une augmentation de 8,9% par rapport aux crédits votés l'an dernier ($11,7 milliards), et de 10,9% par rapport aux dépenses réelles engagées depuis le 3 mars dernier.

"Le budget de dépense de la présente année a été établi en ayant le double objectif d'en retenir la croissance générale au niveau de celle de l'économie et de réorienter dans la mesure du possible l'affectation de ces dépenses vers des services directs à la population", peut-on lire dans les notes expliquatives du budget. Et de fait, cette faible augmentation des dépenses de l'Etat suit de manière assez fidèle la progression de l'économie, les prévisions faisant état d'une augmentation de 10.5% du produit intérieur brut pour la période concernée. M. Parizeau devait rappeler qu'il y a à peine trois ou quatre ans les dépenses gouvernementales étaient de l'ordre de 20% par année.

Toutefois cette gestion serrée se traduit par l'absence de projets d'envergure. La quasi-totalité de l'accroissement des dépenses est affectée à l'augmentation normale des coûts des programmes déjà existants. L'économie sera également de mise dans la fonction publique: "en amenant les ministères à réviser systématiquement leurs besoins en effectifs et en autres dépenses de fonctionnement, il a

Voir page 30: Réduction...

● Propriétaires ● Locataires ● Automobilistes

La compagnie Belair assure votre sécurité

5455, rue Saint-André
Montréal (514) 273-5101
Succ: Montréal, Saint-Laurent, Greenfield Park, Duvernay (Laval), Sainte-Foy (Québec), Charlesbourg (Québec), Tracy (Sorel), Sherbrooke, Cap-de-la-Madeleine, Alma, Chicoutimi, Rouyn, Sept-Iles.

LA COMPAGNIE D ASSURANCE
BELAIR

Volume L—No. 13 Lundi 27 mars 1978

Le journal des AFFAIRES

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

50 cents

● *Opinion:* *Le visage actuel de la communauté européenne* — page 4

● *Énergie:* *La Baie James, levier économique essentiel* — page 10

● *Échanges:* *Pour un meilleur ajustement de la balance des paiements* — pages 20/21

À propos de la fourniture des tubes destinés au Gazoduc du Grand Nord, l'industrie canadienne avertit:

GARE AU DUMPING !

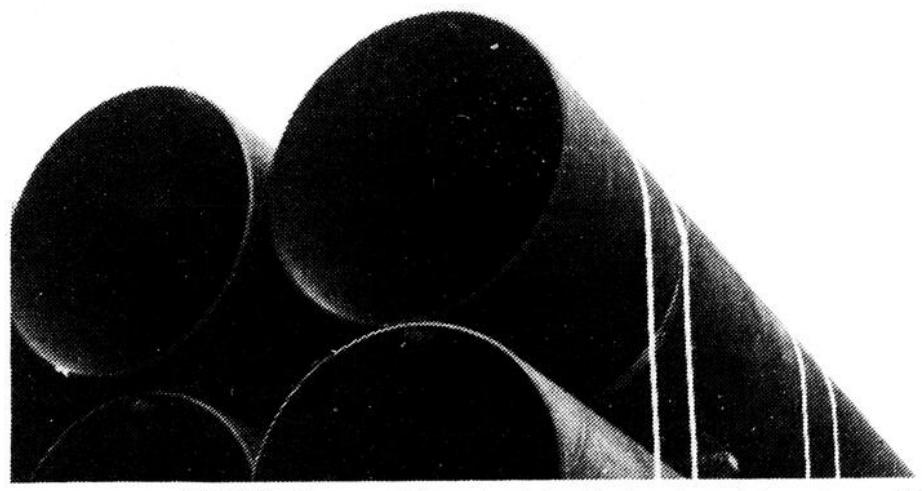
En dépit de la crise générale qui frappe la sidérurgie mondiale, la compagnie Stelco, le géant canadien de l'acier, et la Interprovincial Steel and Pipe Corp. (de Régina) ont le vent en poupe. En effet les dirigeants de ces deux entreprises ont bon espoir de l'emporter dans la vive compétition qui s'annonce pour la fourniture des tubes d'acier destinés au Gazoduc du Grand Nord (ex-Alcan). À la condition, bien entendu, que la règle du jeu soit respectée par les concurrents étrangers qui guignent ce marché représentant des commandes de 1.4 milliard de dollars.

Rappelons que la construction de ce pipeline est le projet le plus important qui ait jamais été envisagé par des firmes privées. L'ouvrage est destiné, avant tout, à amener le gaz du North Slope Alaskan sur les marchés consommateurs US, notamment ceux de l'Ouest et du Midwest, en traversant le territoire canadien. Et son coût global — selon les premières estimations — doit atteindre environ 10 milliards de dollars. De ces investissements, la réalisation de la partie canadienne du tracé (3 200 kilomètres) absorbera vraisemblablement près de 4.1 milliards de dollars. La firme-clef du projet en ce qui concerne le Canada est Foothills Pipeline (Yukon) Ltd, de Calgary. Notons cependant qu'une agence fédérale, créée à cet effet, supervisera la réalisation du projet, du côté canadien. L'agence officielle en question aura à sa tête M. Allan McEachen, président du "conseil privé" et vice-premier ministre fédéral.

Pour les producteurs canadiens, la décision de l'Office national de l'énergie en faveur de l'équipement de la ligne gazière du Grand Nord en tubes de 56 pouces, basse pression, sur les 3 200 kilomètres de la partie canadienne du tracé dénote, à coup sur, la volonté du gouvernement fédéral de réserver ce marché — en grande partie — aux nationaux. Mais les deux producteurs canadiens restent sur le qui-vive "car ces spécifications limitent mais n'excluent pas la concurrence étrangère", nous dit M. Robert E. Heneault, l'un des responsables de la compagnie Stelco.

"Ce que nous redoutons, dit-il, ce n'est certes pas la concurrence loyale. L'industrie canadienne est, nous le savons, compétitive. Ce que nous redoutons vraiment, c'est que, en l'absence d'un dispositif anti-dumping efficace, des producteurs étrangers, qui traversent une crise sans précédent, soient tentés de vendre à n'importe quel prix. Et même à perte, pour

Voir page 30: Gare...



STELCO: Nous produisons des tubes d'acier et nos prix sont compétitifs.

À l'Economic Club de New York

Trudeau semble avoir marqué des points

"Je sais que le Premier ministre du Québec vous a dit ici même, il y a un peu plus d'un an, que l'indépendance de cette province s'inscrivait dans "le cours naturel des choses". Eh laissez-moi vous dire que si l'histoire du Canada procédait d'une "perspective évolutionniste" de ce type, je vous parlerais sans doute ce soir, le cas échéant, à titre de gouverneur de l'un de vos états". C'est par des phrases-choc comme celle-ci que Pierre Elliott Trudeau a conquis les barons de Wall Street réunis jeudi soir à l'"Economic club" pour entendre le Premier ministre du Canada faire le point sur l'état des relations entre les deux pays. Relations économiques surtout: "noblesse oblige" comme on dit — en français — à New-York.

Ces relations, M. Trudeau en veut pour preuve de leur excellence la qualité des échanges qu'il a avec le Président Carter, sont fondées sur l'estime et la mutuelle confiance qui prévalent entre les deux états voisins. S'il en était besoin, le fait que les quelque $750 millions d'obligations que le Canada lançait ce même jour sur le marché américain se soient enlevées en quelques heures, en aurait fourni une preuve supplémentaire.

Le gouvervenement du Québec, on le sait, n'a pas connu la même fortune en pareille circonstance, malgré la cote d'amour que conserve l'Hydro-Québec à Wall street. Sans faire de comparaisons, le Premier ministre canadien n'a toutefois pas cherché à esquiver la question du séparatisme québécois. La frontière entre les Etats-Unis et le Canada est à ce

Voir page 32: Trudeau semble...

Cours clôt. Jeudi	Dow Jones 756.50 ↓	Bourse Toronto 1046.29 ↓	Bourse Montréal 179.03 ↓	Or Marché Londres U.S. $179.50 ↓	$ Can. U.S. $0.8889 ↓

... AU QUÉBEC

Oléoduc Sarnia-Montréal: Québec voudrait que tous les utilisateurs participent aux frais de prolongement à Montréal.

Le gouvernement du Québec a demandé à la Commission nationale de l'énergie de réviser sa décision prise en décembre 1976, décision qui pourrait forcer les raffineries de Montréal à payer plus cher le pétrole de l'Ouest canadien transporté par oléoduc de l'Interprovincial Pipeline de Toronto.

Selon la décision rendue par la Commission, l'Interprovincial chargera aux seuls raffineurs de la Métropole le coût du prolongement de l'oléoduc de Sarnia à Montréal. Le Québec voudrait que tous les utilisateurs de l'oléoduc défraient les coûts du prolongement jusqu'à Montréal.

Le Téléphone Guévremont Inc. autorisé à fournir le service en banlieue de St-Hyacinthe.

Le Téléphone Guévremont Inc., a-t-on appris par un communiqué diffusé par la Régie des services publics, fournit — depuis le 15 mars écoulé — le service téléphonique a environ 1,570 abonnés résidant dans les municipalités du Village et de la Paroisse de Ste-Rosalie et également dans une partie de la municipalité de St-Hyacinthe-Le-Confesseur, en banlieue de la Ville de St-Hyacinthe. La Régie des services publics a, en effet, autorisé le transfert de l'actif de "Le Téléphone de Ste-Rosalie de Bagot Inc." à l'entreprise téléphonique présidée par M. Augustin Guévremont.

Rappelons que "Le Téléphone Guévremont Inc." — l'une des 28 entreprises de téléphone placées sous juridiction québécoise — exploite déjà un réseau de quelque 550 abonnés à Ste-Perpétue et Ste-Brigitte, dans le secteur de Drummondville.

Salon international de la machinerie agricole.

Le Salon international de la machinerie agricole, apprend-on, se tiendra du 6 au 9 avril prochain à Montréal, plus précisément à la Place Bonaventure. Organisée depuis 1953, cette manifestation biennale remporte chaque fois un immense succès et attire généralement un nombre impressionnant de visiteurs.

Le ministère de l'Agriculture du Québec y participera. Sa représentation sera assurée, assure-t-on, par l'intermédiaire du Service de la construction et du machinisme agricole qui présentera un kiosque de vastes dimensions.

Québec emprunterait $125 millions sur le marché japonais.

Le gouvernement du Québec a dernièrement fait savoir qu'il se prépare — par l'émission d'une série d'obligations — à faire un emprunt de 30 milliards de yen ou $125 millions canadiens sur le marché financier japonais.

Cet emprunt, a indiqué un porte-parole autorisé du gouvernement, aurait lieu au cours du mois de mai par l'entremise de Nomura Securities Co. Les termes de l'emprunt font actuellement l'object de discussions. Le gouvernement du Québec a, depuis avril dernier, emprunté environ $1 milliard.

... AU CANADA

Terre-Neuve augmente la taxe de vente imposée sur certains produits

Dans le budget qu'il a déposé dernièrement devant le Parlement terre-neuvien et relatif à l'année fiscale 1978-1979, le ministre des Finances de Terre-Neuve — M. Laex Kickman — a annoncé que la taxe de vente dans la province passera de 10 à 11%, et que "les résidents de la province devront payer plus pour les boissons alcooliques alors que les impôts seront réduits pour ce qui a trait aux petites entreprises".

Ainsi, la taxe de vente imposée à Terre-Neuve devient la plus élevée au Canada. Le tabac, apprend-on, sera aussi touché, et le paquet de vingt cigarettes coûtera dorénavant environ $1.07 dans cette province.

Le Fédéral est invité à lever les quotas sur les importations de chaussures

La Division de la Colombie-britannique de l'Association canadienne des détaillants a demandé au gouvernement canadien de lever les quotas imposés sur les importations de chaussures l'année dernière. L'Association estime que la différence de prix entre les chaussures importées et les chaussures de fabrication canadienne devrait être comblée par le gouvernement plutôt que par une hausse de prix aux consommateurs.

De plus, l'Association prévoit une pénurie dans certains types de chaussures, au niveau notamment des chaussures athlétiques, orthopédiques ou de mode qui sont touchées par les quotas, même si de telles chaussures ne sont pas fabriquées au Canada.

Accroissement des frais aux usagers dans les aéroports du pays

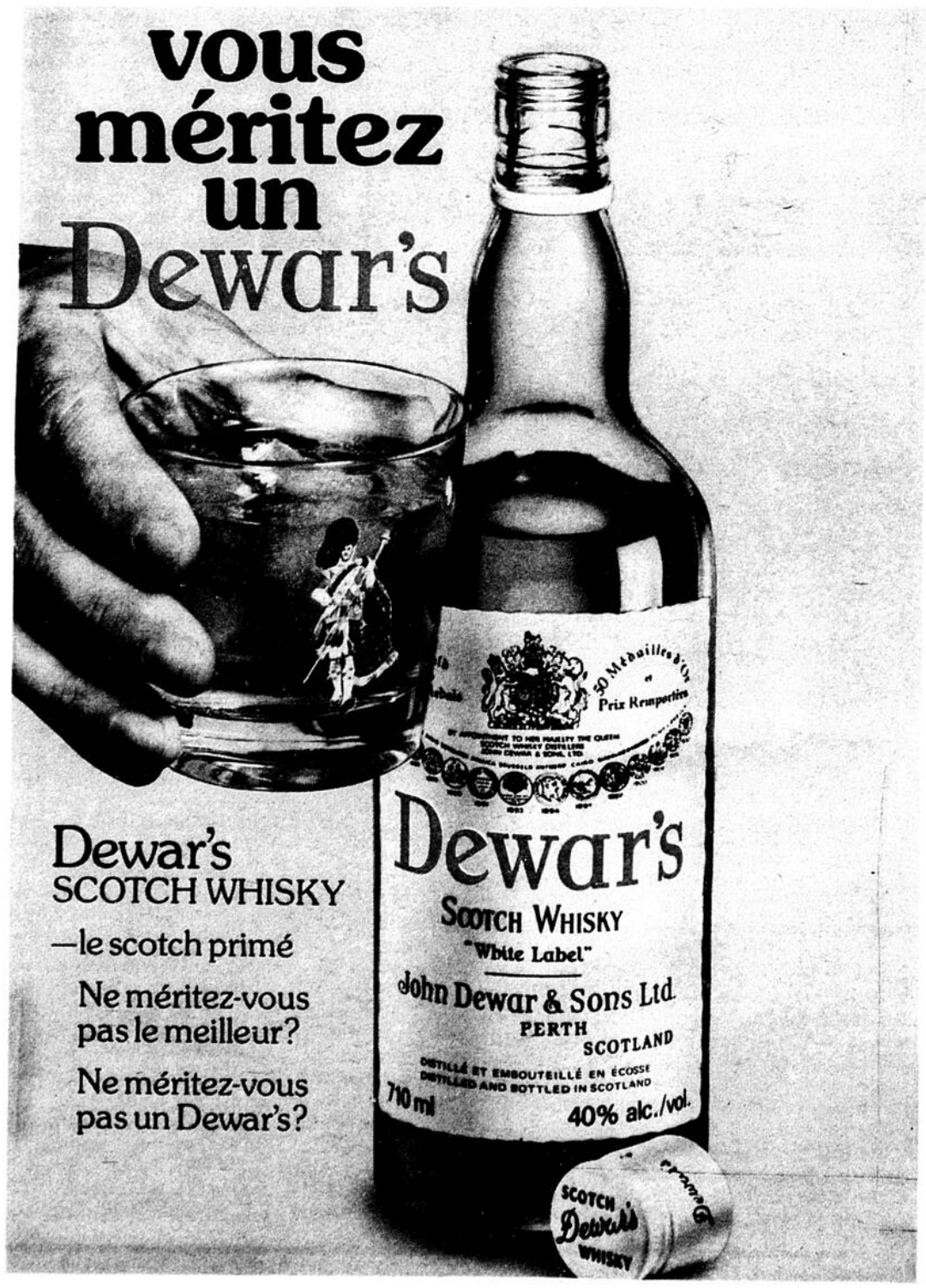
Le ministre fédéral des Transports a fait savoir qu'il augmentera les frais aux usagers dans 35 des 132 aéroports fédéraux du pays au cours de cette année. Ces hausses — qui s'effectueront en deux étapes — rapporteront des revenus supplémentaires de $11.7 millions chaque année et permettront au gouvernement de "rencontrer" les coûts d'exploitation des aéroports qui augmentent sans cesse.

Ces hausses, croit-on savoir, signifieront que les compagnies aériennes devront débourser $0.44 supplémentaire par passager pour les vols domestiques et $0.66 par passager pour les vols internationaux.

Valeur du crédit à la consommation

D'après Statistique Canada, la valeur de la dette globale des consommateurs canadiens s'est élevée à $24.75 milliards au 31 janvier, marquant ainsi une progression de 11.6% comparativement à la période correspondante de l'année dernière.

Par ailleurs, précise l'organisme fédéral, la valeur des prêts généraux consentis par les Banques à charte s'élevait à $18.8 milliards au 31 janvier, ce qui représente une hausse de 15.2% sur l'an passé.



À TRAVERS LE MONDE

Baisse du déficit commercial de l'Europe de l'Est.

Un rapport préparé par les experts de l'Organisation des Nations unies et publié récemment, a révélé que le déficit commercial des pays de l'Europe de l'Est avec l'Ouest a marqué une tendance à la baisse. Selon le document, les exportations de l'Europe de l'Est vers l'Ouest n'ont augmenté que de 3% l'an dernier alors que les importations diminuaient de 5%.

Le déficit commercial de l'Europe de l'Est a baissé et pourrait — d'après le rapport de l'ONU — se situer en-dessous de $5 milliards pour 1977, ce qui constitue une diminution de $2.5 milliards par rapport à 1976.

Évolution de la production industrielle et taux d'utilisation des entreprises US

L'Administration américaine a fait savoir que la production industrielle du pays a augmenté à un taux désaisonnalisé de 0.5% au cours du mois de février. Ce résultat, estime-t-on, marque un changement par rapport au mois de janvier, alors qu'une baisse de 0.8% avait été enregistrée. En février, l'indice s'est élevé à 139.2, soit une hausse de 4.5% par rapport à la même période de l'an passé.

D'autre part, les entreprises manufacturières ont opéré à 82% de leur capacité au cours du mois de février, a-t-on annoncé la semaine dernière à Washington. Il s'agit là d'une hausse légère comparativement au mois de janvier alors que ces entreprises avaient fonctionné à 81.8% de leur capacité. En décembre, rappelle-t-on, le taux d'utilisation s'établissait à 83%.

Prolongation des négociations entre le Canada et la Corée du Sud sur le textile.

De Séoul, on apprend que les négociateurs du Canada et de la Corée du Sud ont pris la décision de prolonger d'au moins une semaine leurs pourpalers relativement aux quotas d'exportation de textile de la Corée du Sud à destination du Canada.

Les négociations, indique-t-on, devaient se terminer vendredi dernier. La Corée du Sud voudrait que les quotas soient les mêmes qu'en 1977 tandis que le Canada souhaiterait qu'ils soient moindres.

Gonflement possible de la demande mondiale de pétrole.

M. James Schlesinger, secrétaire américain à l'Énergie, a déclaré que sans une politique ferme visant à réduire les importations de pétrole, "la demande mondiale de pétrole pourrait dépasser l'offre de 3 à 8 millions de barils par jour en 1985".

Selon M. Schlesinger, si les États-Unis et les autres pays industrialisés commencent maintenant à contrôler la croissance de la consommation et séparent la croissance de la consommation de pétrole et la croissance du Produit national brut, "nous pouvons espérer passer à travers les années 80 sans trop de difficultés".

Chute du taux d'inflation en Grande-Bretagne

Le taux d'inflation qui — pour la première fois en quatre ans — est descendu en-dessous de 10% au cours du mois de janvier en Angleterre, a de nouveau baissé en février pour se situer à 9.5% comparativement à 9.9% le mois précédent.

Un porte-parole du gouvernement britannique a attribué cette baisse au succès de l'administration travailliste dans ses efforts de contenir dans d'étroites limites les augmentations de salaire.

Ce numéro du Journal des Affaires a été tiré à 38,618 exemplaires

Pêche maritime

Raffermir la position québécoise

Afin de raffermir et de consolider la position du Québec en matière de pêche maritime, le gouvernement du Québec devra attacher une grande importance à trois questions cruciales: soit la participation québécoise à la pêche océanique, la commercialisation du poisson et la stimulation de l'investissement privé. Tel est le message qu'a livré dernièrement à l'Assemblée nationale, madame Denise Leblanc, adjoint parlementaire au ministre de l'Industrie et du Commerce et responsable des pêches maritimes, en réponse au discours inaugural.

Le député des Iles-de-la-Madeleine a ainsi rappelé que la zone économique des 200 milles marins fournira en 1978 1.87 milliard de livres de poissons de fond aux pêcheurs du Québec et de l'Est du Canada. "Si les Québécois prélèvent au moins 10 pour cent de ce contingentement, ils tripleront le volume des captures de 1976 et doubleront les revenus bruts perçus par les pêcheurs et les entreprises de pêche", de signaler madame Leblanc.

Afin de suppléer temporairement au manque d'équipement et d'expérience des pêcheurs québécois face à la pêche océanique, l'adjoint parlementaire aux pêcheries préconise la négociation d'ententes de coopération avec les pays européens et la location de quelque chalutiers étrangers. Ces ententes permettraient au Québec de profiter des ressources de la zone économique et d'entraîner les équipages à cette grande pêche.

Au chapitre de la commercialisation, madame Leblanc déplore que les produits marins du Québec soient massivement acheminés vers les marchés d'exportation, sans avoir reçu une transformation plus poussée au Québec. Afin de reviser en profondeur la distribution du poisson québécois et les mécanismes de fixation des prix, l'adjoint parlementaire propose la création d'une agence de commercialisation comparable à celles qui ont été développés dans le domaine agricole.

Quant à la stimulation de l'investissement privé, le député des Iles-de-la-Madeleine y voit une mesure essentielle pour promouvoir une libre et saine concurrence entre les entreprises de pêche.

"Pour le bien des pêcheurs, des ouvriers d'usine et des petits producteurs, il est important que les politiques gouvernementales favorisent cette concurrence revendiquée par les gens du milieu", d'expliquer madame Leblanc.

Madame Leblanc s'est enfin dite persuadée que 1978 sera l'année des pêches maritimes au Québec. "La conférence socio-économique sur les pêches à la fin d'avril, la présentation d'une stratégie quinquennale, l'application des programmes qui en découlent et l'affermissement de la juridiction québécoise sur les pêches devraient secouer le secteur."

La coopération: base du développement du Québec

"La coopération qui est faite de solidarité doit demeurer l'instrument privilégié de notre développement et de celui de la société". Telle est l'une des principales affirmations qui se dégagent du message qu'a livré M. Alfred Rouleau, président de la Fédération de Québec des Caisses populaires Desjardins, lors de la 46ième assemblée générale annuelle de cette institution coopérative, tenue à Montréal, mardi passé.

Rappelant d'abord une série d'événements qui ont marqué la vie du Mouvement des caisses populaires Desjardins en 1977, monsieur Rouleau a mentionné, entre autres, la participation du Mouvement au sommet économique de La Malbaie, convoqué par le gouvernement du Québec; son engagement dans la création de la Société de Développement Coopératif; son engagement dans la création de la Société de Développement Coopératif; les mémoires sur le financement du régime des rentes et sur l'assurance-automobile, présentés au gouvernement du Québec; le mémoire sur l'économie et les disparités régionales, présenté au cabinet fédéral; et, finalement, la poursuite du travail en fonction de la révision prochaine de la loi des caisses d'épargne et de crédit (au provincial) et de la loi sur les banques (au fédéral).

Le président de la Fédération a également souligné le succès des congrès tenus à l'automne 1977 dans toutes les Unions régionales, en préparation du congrès provincial du Mouvement des caisses populaires Desjardins qui se déroulera à Québec, du 22 au 24 mai prochain.

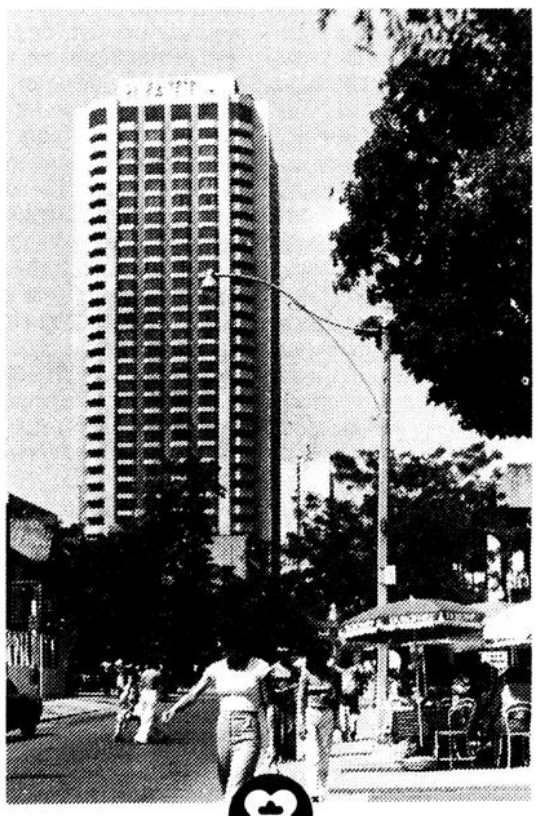
En 1977, les caisses populaires Desjardins ont effectué 588,000 prêts d'une valeur globale de $3,038 millions, dont 515,000 prêts sur reconnaissance de dette, pour une valeur de $1,566 millions. Au 31 décembre 1977, les caisses populaires Desjardins administraient 884,000 prêts; 653,000 sur reconnaissance de dette et 231,000 avec garantie hypothécaire. Le montant global des prêts en cours correspondait alors à plus de $5 milliards en environ 90 pour cent des bénéficiaires étaient des particuliers.

Le rapport annuel précise par ailleurs que l'actif global des caisses populaires, des Unions régionales et des institutions atteint, au 31 décembre 1977, $8,466,570,000.

Associant la croissance du Mouvement à la confiance dont il jouit auprès de la population, monsieur Rouleau rappelait en terminant que la coopération repose sur la solidarité, l'entraide et la responsabilité individuelle et collective.

LA VRAIE NATURE DE TORONTO.

Descendez au beau milieu de la vie nocturne, des spectacles et de la gaieté torontoises. Truffles, le fameux restaurant gastronomique. Le cabaret-restaurant Odyssey, au sommet de l'hôtel. Et le très populaire bar SRO.



HYATT REGENCY TORONTO

21 Avenue Road, Toronto, Ontario M5R 2G1

Pour communiquer sans frais avec les hôtels Hyatt du monde entier, composez 1-800-268-7112

A Montréal, composez (514) 879-1370.

Hôtels Hyatt au Canada: Hôtel Régence Hyatt Montréal, Hyatt Toronto, Hyatt Regency Vancouver, Vancouver Airport Hyatt House

Pour assurer la stabilité financière dans les années à venir

Les conditions générales que je viens de décrire — lenteur de la croissance économique, problèmes d'inflation et déséquilibre des paiements internationaux — peuvent être améliorées par un fonctionnement plus harmonieux du processus d'ajustement international. Dans nos études et discussions au sein du Fonds, nous avons accordé beaucoup d'attention à ce processus en raison des répercussions profondes qu'il pouvait avoir sur le comportement de l'économie mondiale. Le Rapport annuel 1977 des administrateurs résume les aspects du processus d'ajustement sur lesquels l'accord s'est fait au sein du Fonds pendant les premiers mois de l'année.

Selon moi, il importe tout particulièrement, dans la conjoncture actuelle, que les pays adhèrent aux principes d'ajustement dont on a convenu au sein du Fonds, c'est-à-dire que les pays déficitaires agissent de manière à modérer la croissance de la demande intérieure et à réduire l'inflation; en même temps, ils devraient laisser leur taux de change se déprécier de façon à pouvoir transférer les ressources requises du secteur intérieur au secteur extérieur. Par contre, les pays dont la position est relativement forte, c'est-à-dire les pays excédentaires, devraient stimuler leur demande intérieure sans pour autant raviver les pressions inflationnistes; dans la mesure où cette politique ne suffit pas à rétablir l'équilibre de leur balance des paiements, ils devraient laisser leur taux de change s'apprécier de façon à favoriser un transfert de ressources du secteur extérieur au secteur intérieur, tout en continuant la lutte contre l'inflation. (...)

En même temps, je pense que les gouvernements devraient accroître les efforts qu'ils déploient pour que l'accroissement de la demande globale soit mieux réparti entre l'élément prix et l'élément volume. Ainsi, on pourrait envisager des réductions d'impôts conçues de manière à influer sur le comportement des salaires et des prix, notamment dans les pays où une telle mesure pourrait se conjuguer à une politique des revenus déjà mise en oeuvre. D'une manière plus générale, les gouvernements devraient faire tout ce qu'ils peuvent dans le domaine difficile de la politique des revenus afin de modérer les prétentions rivales des entreprises et de la main-d'oeuvre sur le produit national. Je comprends cependant que tous les pays tous aussi bien placés pour tenter des efforts en ce domaine, et que l'ampleur de leur efforts peut dépendre d'arrangements institutionnels, de traditions et du climat dans lequel se déroulent les négociations de majoration de salaires et la fixation des prix.

(...) Il est certain qu'on ressent la nécessité pressante d'une coopération internationale dans la conduite des politiques nationales, qui tient compte des responsabilités internationales des pays, suivant leur situation particulière.

Au cours des années troublées auxquelles s'appliquent mes remarques, le Fonds monétaire international s'est adapté avec souplesse à des conditions changeantes pour faire face aux besoins des pays membres et par là contribuer à maintenir la stabilité de l'économie mondiale. Notre principal souci a été d'accorder aux membres, pour leur balance des paiements, une assistance d'un montant adéquat et appropriée à l'importance relative accordée au financement et à l'ajustement. À cette fin, nous avons amélioré les facilités établies et créé plusieurs facilités spéciales.

Extrait de l'allocution de M. H. Johannes Witteveen, directeur général du Fonds Monétaire International prononcée dernièrement à New York devant le Conference Board.

Le visage actuel de la Communauté européenne

La Communauté européenne vient au second rang des partenaires commerciaux du Canada. Chargé à l'échelon supra-national d'assumer certains rôles en matière économique, elle demeure encore mal connue en Amérique. Prenant la parole devant le Vancouver Board of Trade, le président de la Commission des Communautés européennes, M. Roy Jemkins, dépeint le visage actuel de la Communauté.

(...) Sur votre continent, ils sont nombreux ceux qui, attirés par l'idée d'un État englobant une "Europe unie" sont déçus de découvrir qu'une telle institution n'existe pas. A ceux-là, je suggère de regarder plutôt du côté des "États d'Europe en voie d'unification" qui, au cours du dernier quart de siècle, ont créé des institutions qui leur sont propres, même si elles demeurent encore visiblement incomplètes.

Aussi, je reconnais volontiers qu'il n'est pas toujours facile de nous comprendre. La Communauté ressemble peut-être à un écifice contre lequel des échafaudages seraient encore dressés, dont certaines parties ne sont qu'à moitié achevées tandis que d'autres sont déjà à moitié vétustes et où même certains services essentiels ne sont pas assurés. Malgré tout, la plus grande partie de cet édifice est en bon état; les fondations sont plus solides et la construction elle-même a été plus soignée qu'il n'y semblerait à première vue. Et ceux qui, comme moi en ont gravi les marches jusqu'au dernier palier, peuvent alors contempler à l'horizon les vastes et riches promesses de l'avenir.(...)

Ces considérations m'amènent à parler du besoin urgent perçu par la Commission quant à la relance du processus de création d'une union économique et monétaire. Pour les Canadiens qui jouissent déjà des fruits d'une telle union, il pourrait sembler superflu de défendre une telle cause. Il vous paraît parfaitement normal de vendre vos produits dans les diverses régions de votre vaste pays en restant dans le cadre d'un seul système monétaire et d'accepter une relative centralisation des pouvoirs économiques et monétaires. Les freins et les contrôles sont déjà bien établis. Au contraire, pour les États membres de la Communauté, chacun ayant une longue tradition de politique économique et souveraine et une monnaie enracinée très profondément dans le passé, il est parfois choquant et désagréable de penser que ces pouvoirs puissent être exercés par une autorité européenne plutôt que nationale. Je me contenterai ici de vous exposer deux des principaux arguments qui militent en faveur d'une union économique et monétaire européenne.

Premièrement, nous croyons que cette union nous aiderait à juguler l'inflation et donnerait à la Communauté les moyens de contrôler à nouveau les prix et la demande dont l'évaluation échappe présentement à la plupart des gouvernements. De cette manière, les États membres dont la monnaie est faible ou vulnérable seraient capables de prendre les mesures qu'ils jugent nécessaires sans s'exposer à des risques excessifs quant au taux de change; d'autre part, les États membres à monnaie forte pourraient bénéficier du stimulant puissant que constituerait une demande que leur propre marché intérieur ne peut plus assurer.

(...) Les régions moins favorisées doivent recevoir l'assurance que leurs difficultés économiques ne seront pas aggravés, et on doit garantir aux régions les plus prospères des marchés plus stables et plus sûrs. À mon sens, l'union que nous préconisons offre les assurances réclamées de part et d'autre.

Deuxièmement, et c'est là un point qui nous intéressera davantage, l'union monétaire aurait des effets importants sur le système monétaire international. Les défectuosités de ce système sont mises en évidence par l'état actuel du dollar américain. Nul n'ignore que le système de Bretton Woods, qui avait bien joué son rôle depuis la guerre, s'est effondré depuis 1971. Nous continuons tous à dépendre du dollar américain alors que celui-ci ne peut plus assumer ce rôle écrasant que le reste du monde continue à lui imposer et qui constitue l'unique instrument de règlement des échanges internationaux. Dans ces circonstances, les Européens ont mieux à faire que de se plaindre de la faiblesse du système monétaire international; nous avons en effet, en Europe, la force économique nécessaire pour créer une nouvelle monnaie internationale bien solide et contribuer ainsi à rétablir l'ordre dans le chaos qui règne actuellement. La Communauté a la dimension pour accomplir cette tâche et pourrait, par son propre poids, conférer une stabilité nouvelle au système monétaire international.

La Communauté dans le monde

Ceci m'amène à dire quelques mots au sujet de la Communauté dans le monde. Les échanges intracommunautaires et ceux de la Communauté avec le reste du monde représentent 40 pour cent du commerce mondial. De ce fait, la Communauté représente le plus important groupe commercial du monde. Elle dépend davantage du commerce international que n'importe lequel des autres espaces économiques d'importance comparable, ce qui la rend particulièrement vulnérable à la récession et aux actuelles tendances au protectionnisme. C'est pourquoi nous avons un immense intérêt à conserver et à améliorer notre système ouvert aux échanges extérieurs. Nous partageons avec les autres sociétés industrialisées du monde libre, notamment avec les États-Unis, le Japon et le Canada les plus lourdes responsabilités au plan de l'économie mondiale.

Il existe deux paliers ou nous travaillons en étroite coopération. Ce sont tout d'abord les réunions au sommet du monde économique occidental, où les dirigeants des principales nations industrielles discutent les grandes lignes de la stratégie économique du monde libre. J'ai pris part à la dernière d'entre elles, à Downing Street, en mai 1977.

(...) En second lieu, il y a les négociations commerciales multilatérales, ce qu'on appelle le "Tokyo Round", qui visent à poursuivre le processus d'abaissement des barrières tant tarifaires que non-tarifaires pour stimuler le commerce mondial à une époque où il en a un urgent besoin. Nous ne voyons par d'autres moyens d'éviter le retour aux pratiques des années 30 où les États se repliaient sur leur égoïsme au nom du nationalisme. C'est ainsi, pensons-nous, que nous assurerons à tous les États les possibilités d'accès à de nouveaux débouchés. Qu'il me soit permis d'insister sur le fait que la Communauté a la ferme intention de faire aboutir dans un sens favorable ces difficiles négociations.

(...) J'aimerais conclure avec quelques mots sur la nature des relations que nous entretenons avec le Canada. L'accord économique et commercial que la Communauté a conclu avec votre pays, le Canada est un partenaire naturel de la Communauté du fait de ses vastes ressources naturelles et de l'augmentation généralisée de l'ensemble de ses échanges avec le monde extérieur. Nous avons besoin de vous, comme, je le pense, vous avez besoin de nous. Et outre, la Communauté répond bien aux objectifs de votre politique de la troisième option mise en oeuvre avec succès au cours de ces dernières années. Dans les limites de l'Accord-cadre, des accords particuliers pourront être conclus dans les domaines présentant de l'importance pour vous comme pour nous. Je songe tout particulièrement à l'aéronautique, au génie forestier, aux métaux non-ferreux et à l'électronique. Nous venons juste de conclure avec vous un accord particulier sur les questions d'énergie nucléaire, accord qui a débouché sur la reprise des livraisons d'uranium vers la Communauté et nous procédons actuellement à la négociation d'un accord sur la pêche. Ce cadre n'a évidemment de valeur que dans le contenu que nous y mettrons. L'une des raisons de ma visite au Canada est de préciser ce que nous pourrons y mettre et à présider la seconde réunion du Comité Mixte de Coopération qui se tiendra à Ottawa. Il ne suffit cependant pas que les gouvernements créent un climat favorable à la coopération, encore faut-il en définitive que les industriels et les hommes d'affaires prennent les initiatives qui conviennent.

Vous, Canadiens, pouvez compter sur nous, Européens, pour faire tout notre possible en vue de développer des relations qui, en raison de ce que l'histoire nous a légué en commun, devraient, pour vous comme pour nous, revêtir à l'avenir une importance considérable. C'est pour promouvoir ces relations que je me trouve ici aujourd'hui.

Le journal des AFFAIRES

635 est. Henri-Bourassa. Montréal H2C 1E3 Tél.: 381-1888

Président: **Jean-Paul Levasseur**
Rédacteur en chef: **Jean-V. Baltayan**
Rédacteur en chef adjoint: **Michel Durand**
Rédacteurs: **Jacques Vallée, Gilles Fisette, Micheline Vincent,**
Collaborateur: **Jacques Beaufort**
Correspondants réguliers: **Charles Atala, François Gauthier, Jean-Pierre Gagné, H. Harvey, Joseph Benarrosh, Pierre L. Trudeau**
Directeur de la publicité: **René S. Bourbonnais**
Gérant adjoint: **Pierre A. Goyer**
Toronto **Marc A. Girard,** Gérant pour l'Ontario et l'Est des E.U. Suite 203 801 York Mills Rd Mills Ont. 449-3808 447-7404
Ouest canadien et Californie **D.D. Davidson.** National Advertising Representative 1350 west Pender St. Vancouver B.C.
Directeur du tirage: **Pierre J. Cyr**
Production: **Paul Desrosiers**
Composé et imprimé aux ateliers de
Trans-Continentale 433 boul. Lebeau, Ville St-Laurent.
Abonnement un an (52 numéros) $14.00 deux ans (104 numéros) $21.00 trois ans (156 numéros) $28.00 cinq ans (260 numéros) $40.00.

Diffusion et abonnements en France: Bureau Frontenac.
54 rue N.-Dame-Des-Champs, 75006 Paris — Tél.: 633-06-06
Distributeurs pour l'Europe: C.C.I.F.
66 rue Rotshchild, Genève, Suisse, tél.: 022/317478 **TELEX 05 825 896**
EUROPE $15.00 (annuel) — poste aérienne ajouter $20.00

Les articles et opinions peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés de la mention "reproduit du journal Les Affaires", en précisant la date et si possible la page.
Les articles signés expriment l'opinion de leurs auteurs non pas nécessairement celle du journal des Affaires.

(Courrier de la deuxième classe — Enregistrement no 0923)
(Dépôt légal — Bibliothèque nationale du Québec)
Fondé en 1928 et acquis en 1961 par feu M. Julien Levasseur.

L'indépendance, comment faire ?

Par Pierre-Louis Trudeau

Nous disions que l'indépendance n'était possible que d'un territoire identifiable. Le Canada l'est, certes le Québec n'existe pas. La caricature est d'une facilité déconcertante. Il ne suffit pas qu'un gouvernement soit en place, qu'une assemblée législative soit élue, que des lois soient en force pour qu'un Etat soit constitué. Le raisonnement est évidemment radical: on peut lui opposer que, lorsqu'il y a gouvernement, il y a Etat, si tant il est vrai que la juridiction de ceux qui gouvernent ne s'étend pas au delà de ses frontières (municipales, provinciales, internationales). D'où il suit que d'aucuns établissent la réalité de l'Etat par l'existence du gouvernement.

C'est en soi ce que l'examen de la constitution de la plupart des Etats révèle. Or, si le gouvernement canadien est l'Etat canadien, peut-on avancer aussi sérieusement que le gouvernement québécois soit le Québec ? Pour le prétendre, il faudrait prouver que le gouvernement québécois est l'essentielle et ultime autorité de gouvernement au Québec et qu'il est la légitime autorité. Peut-on seulement dire que ce gouvernement en soit un ? Encore là, il faudrait pouvoir avancer.qu'en certaines juridictions le Québec soit l'unique et finale juridiction de décision. L'étude des prérogatives législatives de l'Assemblée Nationale, tant celles qu'exprime le document constitutionnel que celles que lui nie la jurisprudence, révèle tout au plus un corps législatif consituté sans finalité propre, sans autonomie, une sorte d'antichambre du Parlement fédéral.

Il en va du reste de même pour toutes les provinces canadiennes, en pire peut-être. Nous sommes ici aux antipodes de tout fédéralisme. Il n'y a au Canada qu'une seule véritable autorité législative, le Parlement; les législatures provinciales auront pu, par le passé, légiférer; ce n'aura été qu'en attendant l'occupation de ces champs d'activité par le Parlement fédéral.

Le raisonnement qui précède est volontairement schématique et incomplet: il résulte néanmoins d'un effort de discernement. En relevant tous les secteurs que l'article 92 de l'A.A.N.B. lègue à l'autorité des législatures, il n'en demeure aucun qui ne puisse être subordonné à l'autorité législative du Parlement agissant dans une perspective de "dimensions nationales". Les provinces sont devenues des districts électoraux administrés par des législatures déléguées. Alors que le Parlement de Londres et les fondateurs de la Confédération envisageaient ce pays comme l'exemple d'un partage des pouvoirs et d'une décentralisation efficace, nous en sommes, à peine plus d'un siècle plus tard, à l'extrême opposé de cet objectif: les provinces n'existent plus ou alors, si peu qu'elles vivent en sursis. Il ne faudrait guère qu'une loi de quelques lignes du Parlement pour abolir facilement les onze frontières provinciales: rien ne serait changé, sauf la carte géographique.

C'est le commerce qui fait l'Etat. Légiférer sur le commerce, c'est réaliser les conditions dans lesquelles les citoyens échangent. Toute loi à caractère économique devient alors, directement ou par incidence, une législation sur le commerce. Aucune vie de société n'est possible sans les échanges commerciaux entre les individus: il faut par conséquent légiférer sur ces échanges, régler les rapports économiques entre les individus, en un mot établir ce contrat social voulu par la mojorité. C'est ainsi que le droit privé fondamental au Québec est le Code Civil, véritable code de la propriété, auquel supplée une abondante législation commerciale. Tel quel, le système juridique québécois pourrait être celui de n'importe quel Etat autonome. L'A.A.N.B. confère aux provinces une telle juridiction à l'article 92.

Voilà pour l'aspect théorique de la question: la propriété et le droit civil sont de juridiction provinciale exclusive. En réalité, pour la Cour Suprême du Canada, l'article 9[illegible] a un tout autre sens: discernons l'itinéraire suivi. Et posons-nous d'abord la question fondamentale: est-ce légiférer sur le droit civil que de légiférer sur le commerce ? C'est d'ailleurs par cette interrogation que la Cour Suprême du Canada a fini par conclure à la suprématie de juridiction du Parlement Canadien sur les législatures. La démarche fut ardue. La gymnastique juridique n'en fut pas moins élégante. Depuis les arrêts du Conseil Privé jusqu'aux toutes récentes décisions du plus haut tribunal du pays, les jugements d'importance ont paru envisager la question sous deux angles opposés: par l'approche formelle (contractualiste) et l'approche empirique (finalité économique).

Ainsi, l'approche formelle (contractualiste) paraît être celle du Conseil Privé dans **Citizen Insurance c. Parsons** *en 1881 où le comité judiciaire décidait que l'assurance était de compétence*

Voir page 29: L'indépendance

PORT-AU-PRINCE

HAITI

- Bien situé au centre-ville.
- Face au Parc Central.
- Piscine d'eau filtrée dans un jardin tropical.
- Salle de bain dans toutes les chambres.
- Excellente cuisine française et créole.
- Bar-Salon.
- Prix raisonnables tout au long de l'année.

Fred Pierre Louis, Mgr.

Tél.: 2-3722 ● 2-0855

HOTEL PLAZA

Box 338

Port-Au-Prince, Haiti

Cette annonce ne doit pas être considérée comme une offre au public des titres mentionnés ci-dessous. Une telle offre sera faite par voie de prospectus seulement dans les provinces où une commission de valeurs mobilières, ou autre organisme similaire, aura accepté le dépôt dudit prospectus.

Nouvelle émission

MICC

$25,000,000

(1,000,000 d'actions)

MICC Investments Limited

Actions privilégiées rachetables 8⅝% cumulatif, série C

(d'une valeur nominale de $25 chacune)

Prix: $25 l'action

Des copies du prospectus peuvent être obtenues des soussignés et de tout autre courtier pouvant légalement offrir ces titres dans cette province.

Greenshields Incorporée

Dominion Securities Limitée

Wood Gundy Limitée

A.E. Ames & Cie Limitée

McLeod Young Weir Limitée

Richardson Securities of Canada

Merrill Lynch, Royal Securities Limitée

Nesbitt Thomson Valeurs Limitée

Pitfield Mackay Ross Limitée

Burns Fry Limitée

Lévesque, Beaubien Inc.

Midland Doherty Limitée

Morgan Stanley Canada Ltée

Bell, Gouinlock & Compagnie, Limitée

Houston Willoughby Limited

Pemberton Securities Limited

Tassé & Associés Limitée

Scotia Bond Company Limited

L'économie et la fiscalité

par François Gauthier, économiste

Dans son allocution du 27 février dernier devant le Canadian Club de Montréal, le ministre fédéral des finances, M. Jean Chrétien, a tenté de démontrer que son optimisme était réaliste et qu'il était oiseux de prétendre que les gouvernements disposaient d'une "baguette magique" pour régler tous les problèmes.

Optimisme réaliste

Le ministre a d'abord rappelé certaines réalités désagréables:

- *le Canada perd "du terrain par rapport à ses concurrents"*
- *l'inflation reste "un danger sérieux... la bataille sera longue"*
- *le "chômage est terriblement élevé"*
- *pour solutionner ces problèmes, les "gouvernements ont en ce moment une marge de manoeuvre limitée".*

Mais il ne faut pas imiter les "pessimistes professionnels qui cherchent à marquer des points sur l'échiquier politique" car "la reprise est en train de s'affirmer au Canada";

- *la croissance récente est "réelle"*
- *la "confiance du consommateur a remonté"*
- *"le nombre d'emplois continue de progresser régulièrement"*
- *en janvier, "nous avons enregistré la plus faible hausse mensuelle de l'indice des prix à la consommation depuis plus d'un an."*
- *"notre excédent commercial a presque triplé en 1977"*
- *"les produits canadiens et la technologie canadienne font des perçées à l'étranger..."*
- *"les perspectives d'investissement s'améliorent"*

Ce sont ces éléments qui incitent le ministre à persister à "viser une croissance réelle de 5% et un ralentissement de l'inflation à 6% d'ici la fin de l'année." Le ministre, c'est une évidence, ne tenait pas compte de certains facteurs très récents qui justifieraient une vision moins ambitieuse et moins prometteuse pour 1978. Citons par exemple, la chute continue du dollar canadien qui renforce l'inflation des prix et des coûts au Canada; la publication des intentions d'investissement qui laissent entrevoir une contraction des investissements réels; et les chocs négatifs que subit l'économie américaine, chocs qui pourraient nuire à l'essor des exportations canadiennes.

La politique fiscale

Le ministre soutient que "la politique fiscale du gouvernement fédéral apporte un soutien puissant à l'économie par le biais d'un important déficit budgétaire". À ce sujet, il est intéressant de souligner qu'un nombre croissant d'observateurs ont une opinion contraire. Ainsi, le chef conservateur, J. Clark a promis une réduction de $2 milliards s'il prend le pouvoir. Ce dernier, comme d'autres, pense que le déficit fédéral n'est pas un catalyseur mais bien une conséquence de la piètre performance de l'économie canadienne (les recettes sont plus faibles et les dépenses sont plus élevées à cause de la récession).

Les partisans de la politique fiscale active n'aiment pas le "déficit passif" du gouvernement et voudraient lui substituer un "déficit actif". Ce déficit actif (plus considérable) qui résulterait d'une coupure agressive d'impôts tendrait dit-on à disparaître grâce au démarrage rapide et soutenu de l'économie qui serait engendré.

Si l'économie devait évoluer défavorablement quelques mois avant les élections, le ministre pourrait bien opter pour un allégement fiscal qui serait potentiellement bénéfique aussi bien pour l'économie que pour le parti libéral même une telle manoeuvre est strictement contre-indiquée par l'état lamentable de la balance des paiements (le déficit augmenterait) et du dollar et serait également incapable de s'attaquer aux racines des maux structurels qui accablent l'économie canadienne (coûts, rémunérations trop élevées, incapacité concurrentielle, etc). Une réduction fiscale pourrait être une simple manoeuvre de maquillage et peut être même de la poudre sur le feu dans la mesure où le renforcement extérieur (balance des paiements, dollar) du Canada nécessiterait non pas une poussée de la demande intérieure mais l'inverse.

Le ministre est d'ailleurs conscient des limites de la fiscalité lorsqu'il soutient que "les gouvernements n'ont pas de baguette magique pour régler les problèmes économiques... même si les contraintes budgétaires" nous laissaient une "grande marge de manoeuvre".

A MONTRÉAL DESCENDEZ AU CHÂTEAU CHAMPLAIN

Deux ou trois choses qu'il faut savoir d'un des plus grands hôtels du Canada

Situé au centre-ville. *Relié au métro, aux gares et à la grande cité souterraine. A 30 minutes de l'aérogare de Dorval (par autobus $3.50, par taxi à peu près $12.00). A 60 minutes de Mirabel (par autobus $5.00, par taxi à peu près $32.00). En plein coeur du monde des affaires, du spectacle, des magasins et boutiques, de la vie nocturne de la métropole. Vous trouvez tout à quelques pas.* ***Principales cartes de crédit acceptées.***

Chambres. *De $46 à $56 pour 1 personne, de $56 à $66 pour deux. Chambre-vivoir pour 1-2 personnes, $112. Des appartements plus vastes sont disponibles.*
Cinq grands restaurants. *Y compris un café et un super club. Petit déjeuner continental à compter de $2.50; petit déjeuner à compter de $3.75. Déjeuner à compter de $4.95; Dîner à compter de $8.50. Service aux chambres 24 heures sur vingt-quatre. (Sandwiches et boissons seulement, entre 1h30 et 6h30).*
Divertissements. *Danse au son de la musique d'un orchestre, spectaculaire revue sur scène.*
Salles de conférences *pouvant accommoder de 25 à 650 personnes. Equipement audio-visuel disponible.*

Pour réserver, composer 1-800-268-9420 *ou appeler votre agent de voyages.*

CP Hôtels

28 endroits où on se sent bien chez soi.

Banff, Brandon, Calgary, Edmonton, Halifax, Lake Louise, Mirabel, Montebello, Montréal, Peterborough, Québec, Regina, Sherbrooke, St. Andrews, Thunder Bay, Toronto, Trois-Rivières, Victoria, Winnipeg. A l'étranger: Freeport, Nassau, Hambourg, Francfort, Jérusalem, Tibériade, Acapulco, Akumal, Curaçao.

Le Diamant:

Dernier rempart devant l'inflation ?

Si l'on veut faire fructifier son argent ce ne sont pas les possibilités qui manquent. De la bourse à la pierre, en passant par l'or et les timbres, un grand nombre de placements s'offrent au particulier désireux de protéger ses avoirs contre l'inflation, et même de les voir se multiplier. Mais la plupart des placements exigent de la part de leur détenteur une surveillance constante des différents marchés, car si des "accidents" économiques peuvent d'un coup doubler ou tripler la valeur d'un placement, d'autres peuvent au contraire la ruiner brutalement (cas le plus fréquent...). Certains investissements échappent aux fluctuations économiques tout en prenant régulièrement de la valeur, et parmi ceux-ci: le diamant.

Pour le président directeur-général de Diamond Investors and Manufacturers d'Anvers, M. Roger Van Looy, l'intérêt grandissant des investisseurs pour des diamants d'investissement est basé sur plusieurs facteurs. Premièrement, l'avantage du long terme en diamant a un avantage réel contre l'inflation, surpassant dans ce cas tout autre forme d'investissement. Deuxièment, ayant la possibilité d'acheter directement d'une firme reconnue d'Anvers, on évite ainsi l'augmentation associée aux intermédiaires. Troisièmement, comme le signalait l'Investors Chronicle, un diamant peut être facilement transportable, cédé ou transféré à une autre personne; peut être en marché à l'échelle internationale, et aucune autre commodité d'une si grande valeur ne se retrouve dans un si petit volume. Quatrièmement, le contrôle exercé par l'Organisation Centrale de Vente, donne au diamant une stabilité de prix que les investisseurs à long terme apprécient.

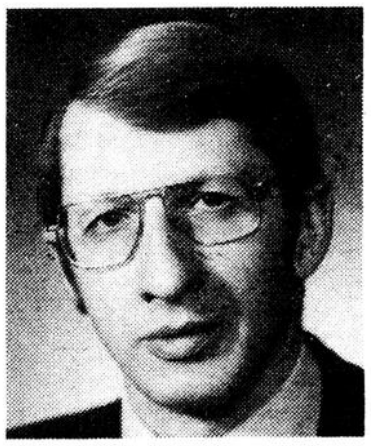
"Il ne s'agit évidemment pas d'un bijou, de préciser M. Van Looy mais bien d'une pierre qui est dans un écrin sous scellé. C'est essentiellement un placement et seuls les diamants de première qualité constituent un bon investissement."

Effectivement, chaque pierre est individuellement classée par poids, pureté, couleur et coupe, par des moyens scientifiques de telle manière qu'il est possible d'identifier chaque pierre par les enregistrements fournis à l'origine, en particulier le certificat de garantie du grossiste, en même temps que le certificat d'un laboratoire indépendant.

De plus, des 49 couleurs de diamants qui existent, Diamond Investors and Manufacturers n'en utilise que les sept premiers. DIM — déjà fortement implantée en Europe — s'est récemment installée à Place Ville-Marie. Cette filiale, sous la direction de M. Paul Dealman tentera de percer les marchés canadien et américain. "L'investisseur doit être prudent. On sait, de dire M. Dealman, qu'au Canada des vendeurs sans scrupules offraient de la "camelote" et garantissaient même des profits allant de 20 à 50 pour cent par année.

Diamond Investors and Manufacturers Canada ne vend que des diamants numérotés et sous scellé. Enfin, il n'est pas question pour la compagnie Diamond Investor de garantir des profits mirobolants, en un minimum de temps. Seule la hausse régulière des cours de diamant doit convaincre l'investisseur du sérieux de son placement.

MACDONALD TOBACCO INC.



Guy-Paul Massicotte

La nomination de Me Guy-Paul Massicotte au poste de vice-président, chef du contentieux et secrétaire vient d'être annoncée par Macdonald Tobacco Inc.

M. Massicotte est membre du Barreau de la province de Québec. Avant de se joindre à Macdonald Tobacco Inc., il a occupé des postes de haute direction au sein d'entreprises d'envergure.

Le bureau de M. Massicotte est situé au siège social de la compagnie, au 1155 ouest, rue Sherbrooke à Montréal. Macdonald Tobacco Inc. est un des principaux fabricants de produits de tabac au Canada.

Postes Canada
Canada Post

Lettres de la 1re classe: quatorze cents. Encore l'une des meilleures aubaines au monde.*

À compter du 1er avril 1978.
Lettres de la 1re classe et cartes postales pour toutes destinations au Canada et aux États-Unis: 14c
Lettres et cartes postales pour les autres pays: 30c

Pour tout renseignement concernant le tarif des services des Postes canadiennes, consultez votre représentant du marketing ou votre bureau de poste.

*Le réseau canadien de communications le plus économique. Interurbain ou local, il n'en coûte que quatorze cents.

Les Postes canadiennes . . . trait d'union entre 23 millions de Canadiens.

L'hon. J. Gilles Lamontagne,
Ministre des Postes

Publication d'un rapport sur les pratiques restrictives du commerce

Le ministère de la Consommation et Corporations Canada annonce la parution, au Canada, du rapport sur les "pratiques commerciales restrictives des entreprises multinationales", publié par l'Organisation pour la Coopération et le Développement Économique (OCDE). Le rapport, rédigé par le comité d'experts sur les pratiques restrictives du commerce de l'OCDE, donne les résultats d'une étude exhaustive portant sur les effets néfastes des pratiques restrictives exercées par les entreprises multinationales. Le rapport intéressera plus particulièrement le Canada en raison de la présence au pays de plusieurs multinationales d'origine étrangère. Signalons que depuis quelques années, les études de l'OCDE ont porté sur le phénomène des multinationales et des problèmes qui y sont associés...

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, *M. Don Jamieson, annonce que le Canada mettrait à la disposition du Pakistan jusqu'à $80 millions tirés des fonds de l'Agence canadienne de développement international pour aider ce pays à augmenter sa capacité de production, d'énergie hydro-électrique et pour l'ouverture d'une ligne de crédit qui lui permettra d'acheter des biens de fabrication canadienne. À ce dernier chapitre, le Pakistan sera invité à raffermir différents secteurs prioritaires comme l'industrie du transport et l'énergie...*

Le ministère canadien de l'Industrie et du Commerce *a déposé au parlement un projet de loi qui porterait de $8.85 milliards à $26 milliards l'appui que la Société pour l'Expansion des Exportations aux exportations canadiennes génératrices d'emplois. Ainsi que le précise le ministre Jack Horner, les exportateurs canadiens font actuellement face à une âpre concurrence. "La SEE aura besoin de ces sommes supplémentaires pour permettre au Canada d'atteindre le niveau d'exportations dont il a besoin au cours des prochaines années...*

Pour leur part, la SEE et la Banque de Montréal *ont consenti un prêt de $3.1 millions pour la vente, par une entreprise canadienne, de services et de matériel miniers d'une valeur de $3.875 millions au Brésil. Ce prêt a été consenti à la société Patrick Harrison and Company Limited, de Toronto...*

Si l'indice des prix à la consommation *a beaucoup augmenté au Canada depuis 1971, celui du prix des voyages l'a fait encore davantage. Voilà ce qui ressort d'une publication annuelle intitulée "Voyages, tourisme et loisirs de plein air" que vient de publier Statistique Canada. C'est la première fois, en effet, qu'on y présente un "indice du prix des voyages". Cet indice est passé de 100 en 1971, année de base, à 160 en 1976, alors que pour la même période, l'indice des prix à la consommation ne s'était rendu qu'à 148.9...*

Un stand canadien de renseignements commerciaux *sera de nouveau installé à la Foire industrielle de Hanovre, tenue cette année du 19 au 27 avril prochain. Situé sur le terrain des foires de Hanovre en République fédéral d'Allemagne, ce stand recevra les demandes de renseignements sur l'expansion du commerce et de l'industrie, fournira des renseignements touristiques, distribuera de la documentation sur les affaires publiques, offrira aux exposants canadiens des services d'aide dans les domaines de l'administration et de la commercialisation. La foire de Hanovre est l'une des foires commerciales et industrielles les plus importantes et les plus prestigieuses du monde...*

Le Département d'Énergie, Mines et Ressources du Canada *a organisé un programme de vérifications gratuites de fournaises des localités canadiennes. Grâce à cette vérification, les propriétaires seront en mesure de connaître le rendement actuel de leur fournaise. De plus, le Département leur remettra l'information nécessaire concernant les moyens à prendre pour obtenir le maximum de rendement.*

Voir page 30: Publication...

De mieux en mieux dans vos affaires avec les guides "Vos Affaires".

Il faut plus que du savoir-faire pour réaliser un profit. Bien plus. Vous le savez aussi bien que nous. C'est pourquoi nous avons créé notre Programme d'aide financière aux dirigeants de petites et moyennes entreprises qui dispense en plus d'une solide aide financière, des conseils d'experts.

Une partie de ces conseils est comprise dans une série de guides conçus spécialement pour apporter l'information et la technique spécialisées qui régissent le bon fonctionnement de la grande entreprise. Ces guides parlent la même langue que vous, celle des affaires; ils traitent de tous les sujets, des profits jusqu'aux contrôles d'inventaire, qui vous aideront à mieux rentabiliser travail et investissements.

Si vous vous lancez en affaires ou si vous y êtes déjà, ces guides sont une source d'information très utile. Ils sont gratuits et aussi très faciles à obtenir; vous n'avez qu'à en faire la demande au directeur de n'importe quelle de nos succursales.

BANQUE ROYALE
de mieux en mieux dans vos affaires.

Pour une intensification des rapports commerciaux entre la Suède et le Canada

Effectuant une tournée en Amérique du Nord où il a entamé une campagne de promotion des produits de son pays, M. Karl Warnberg — président du Conseil suédois des exportations — a récemment séjourné dans la Métropole canadienne où il a fait un exposé exhaustif portant essentiellement sur l'économie suédoise. Celle-ci, a-t-il laissé entendre, éprouverait les mêmes difficultés que connaissent de nos jours les sociétés dites industrialisées.

Dans un parallèle qu'il a brossé entre le Canada et la Suède au cours de son intervention, l'orateur a d'abord mis l'accent sur les affinités qui existaient entre les deux pays. Non seulement, a-t-il dit, qu'ils ont "le même sport national: le hockey sur glace, ils constituent deux sociétés industrielles avancées et sont situés dans l'Hémisphère Nord; ils ont une faible densité de population pratiquant tous deux une large politique d'immigration ils sont bien pourvus en ressources naturelles et disposent d'un niveau de vie élevé. Les deux pays croient enfin au libre-échangisme et ont une propension marquée à vouloir davantage libéraliser le commerce mondial".

La Suède — dont 90% des industries appartiennent aux particuliers — essaie de suivre une politique rationnelle de l'emploi qui vise avant tout à réduire le chômage tout en garantissant une certaine sécurité à ceux — pour une raison ou pour une autre — se retrouvent sans travail. Cette politique cherche, et là tous les Partis politiques sont d'accord sur ce point — à construire "une société capable d'offrir une sécurité sociale à tous les citoyens, de fournir des services sociaux notamment des soins de santé, l'éducation, des soins aux personnes agées, des opportunités d'emploi à chaque Suédois, bref un pays où chacun peut vivre confortablement".

Évidemment, les Suédois — tout en admettant que cette politique, compte tenu de ses ambitions, puisse engendrer des déséquilibres temporaires au sein de l'économie — n'en demeurent pas moins fiers de sa valeur. Elle contribue à maintenir le pays sur "une voie moyenne", la seule voie susceptible d'atteindre les objectifs axés sur le plein emploi et sur la sécurité sociale.

Bien que le modèle suédois se soit révélé efficace à divers points de vue, il n'est pas parvenu à liquider toutes les difficultés. Ce n'est donc pas une panacée. La Suède confronte des problèmes sur le front économique, et plus précisément au chapitre de l'emploi. M. Warnberg l'a admis en affirmant que "ces problèmes ne sont pas spécifiques à la Suède, et que d'autres pays industrialisés du monde occidental les confrontaient également". Pour étayer ses assertions, il a fait référence aux crises structurelles que traversent de nos jours certaines industries, à l'inflation qui tend à devenir un phénomène à portée universelle, au taux relativement élevé de chômage que connaissent certains pays industrialisés, et aux difficultés qu'on éprouve pour mettre l'économie sur la voie d'une réelle expansion.

Comme on a pu le constater, la Suède est aux prises à des problèmes dans certains secteurs de son économie, mais sa situation est loin d'être catastrophique. Les changements intervenus dans la structure de l'économie mondiale n'auraient pas — à en croire M. Warnberg — favorisé le développement du secteur industriel suédois. Ils auraient assuré un coup dur à certaines industries suédoises. "Une nouvelle production industrielle émanant des pays d'Asie et d'Afrique a eu pour effet de modifier les règles du jeu de la concurrence sur les marchés internationaux", s'est exclamé le président du Conseil suédois des exportations. Cette situation aurait affaibli la compétitivité de l'économie suédoise, lui faisant perdre une bonne part de ses marchés; ce qui a provoqué un déficit considérable à la balance des comptes courants de la Suède, déficit qui pourrait atteindre en 1978 quelque 17 milliards de couronnes suédoises, soit $4.2 milliards canadiens. L'évolution de la balance commerciale suédoise — qui, à divers points de vue doit dicter les lignes de force de la politique économique actuelle du gouvernement — a porté les responsables à prendre une part plus active pour ce qui à trait à la promotion des exportations.

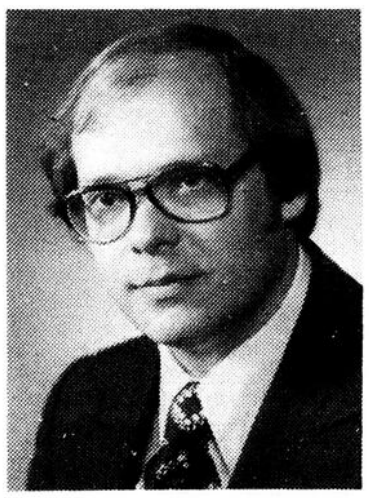
Gouvernement et opposition, patronat et monde syndical ont tous à la fois compris la nécessité de tout mettre en oeuvre pour que la Suède puisse restaurer la compétitivité de son économie sur le plan international. Pour faciliter les choses, la couronne suédoise a même été dévaluée. Ainsi, de dire M. Warnberg, nous nous sommes aujourd'hui engagés sur la bonne voie". Dans le seul domaine des télécommunications, L M Ericsson a pu remporter pas mal de succès dans nombre de pays grâce à l'accroissement des exportations de ses produits. Il en est de même pour l'industrie de l'automobile, Volvo et Saab-Scania ont pu effectuer des percées spectaculaires sur divers marchés étrangers.

Dans le même temps, on essaie d'encourager les compagnies ayant une certaine expérience dans le domaine de l'exportation à s'implanter sur d'autres marchés. A ce propos, le Conseil suédois des exportations a inventorié un éventail d'activités susceptibles d'intéresser les industriels qui peuvent ainsi accaparer une part importante de la demande de biens provenant des pays producteurs de pétrole. A cet effet, tout un réseau de délégués commerciaux a été mis en place qui — de concert avec le Conseil — devront promouvoir les exportations.

Le délégué commercial joue un rôle important. D'après M. Warnberg, il est nommé par le ministère suédois du Commerce et vient de l'industrie suédoise qui l'a prêté au gouvernement pour une période de 4 à 5 ans. Vingt six délégués suédois opèrent à l'échelle mondiale. Ils sont assistés par des jeunes qui ont des connaissances en matière économique et technique, tout en ayant également une expérience de l'industrie suédoise et du marché international. Ils ont pour tâche d'étudier les caractéristiques des marchés alors que le Conseil, lui, s'occupe d'établir les contacts avec les compagnies intéressées en Suède.

En égard aux similarités précédemment évoquées entre le Canada et la Suède ces facteurs — a dit M. Warnberg — constituent une base intéressante pour une plus grande coopération commerciale entre les deux pays. Celle-ci pourra se faire par l'augmentation du volume des exportations et des importations. "Il existe sans aucun doute, a-t-il ajouté, des produits canadiens capable de trouver un marché en Suède et incontestablement il y a aussi des produits suédois qui n'auront aucune difficulté pour trouver un marché au Canada". La Suède et le Canada ont, d'après M. Warnberg, tout à gagner en intensifiant leurs échanges commerciaux.

Compagnie Montréal Trust Nomination



Andrew H. Scipio Del Campo

M. Jean Luc Dutil, Vice-président, région du Québec, est heureux d'annoncer la nomination de M. Andrew H. Scipio del Campo au poste de Directeur délégué, succursale de Montréal.

Avant cette récente nomination, M. Scipio dirigeait la succursale de la compagnie à Sudbury.

Obtenez-vous tout le rendement possible des dollars que vous consacrez à la distribution? Consultez notre guide de rendement. Trop de compagnies semblent se satisfaire de leur rendement en matière de distribution. Serait-ce que la haute direction ne se rend pas compte de l'importance des économies réalisables à ce chapitre?

Si vous n'avez pas encore réussi à intégrer tous les secteurs de votre distribution, nous pouvons vous aider. Découvrez les secrets de la distribution à profit dans notre nouvelle brochure «Un choix logique». Elle vous permettra de vérifier votre rendement. Sur réception de votre carte d'affaires, nous vous en ferons parvenir un exemplaire.

CN Rail – Un choix logique
C.P. 8100
Montréal, Québec H3C 3N4

LA DISTRIBUTION À PROFIT CN RAIL
une ressource fondamentale

La Baie James:

Levier économique essentiel pour le Québec

"Pour chaque dollar que vous versez sur votre facture d'électricité, 76 cents restent au Québec, alors qu'à chaque fois que vous paierez votre facture d'huile à chauffage, 80 cents de votre dollar quitteront le Québec", a affirmé récemment le président de l'Hydro-Québec, M. Robert Boyd.

Et c'est sans aucun doute l'électricité qui est la source d'énergie entrainant le plus fort volume d'achat au Québec et celle dont les conséquences sur l'économie québécoise sont les plus favorables. Selon M. Boyd "cette constatation repose principalement sur le fait que la source d'énergie provient du Québec pour l'hydro-électricité, alors qu'elle est importée pour les combustibles fossiles".

Le président de l'Hydro-Québec, qui prenait la parole devant les membres de la Chambre de Commerce de Montréal, a parlé du rôle que prendrait l'Hydro-Québec dans la politique énergétique québécoise et a expliqué les raisons pour lesquelles cette politique énergétique devait reposer sur un approvisionnement garanti en électricité.

D'une part, M. Boyd a rappelé que notre bilan énergétique repose à plus de 70% sur le pétrole (alors que "présentement nous n'avons pas encore un seul puits de pétrole significatif ni de réserves connues"), ressource non renouvelable qui s'épuise, dont le prix monte continuellement et que le Québec doit acheter des autres provinces ou importer de l'étranger. Ces importations de pétrole brut pénalisent notre balance des paiements et nous soumettent aux aléas de la politique internationale.

Sans poursuivre de visées autarciques, difficilement conciliables avec le degré actuel de dépendance du Québec en matière d'approvisionnement en énergie, il importe, a dit M. Boyd, qu'une politique énergétique favorise une stratégie de développement axée sur l'exploitation de ressources énergétiques locales, dont l'électricité.

Le contexte énergétique prévisible a démontré que la part de hydrocarbures pourrait passer de 75% à 55% du bilan énergétique en l'an 2000 alors que celle de l'électricité pourrait augmenter de 20% et atteindre 45% du bilan énergétique québécois. Cette variation peut représenter pour le Québec des milliards de dollars dépensé chez nous plutôt qu'exportés à l'étranger, a souligné M. Boyd.

Le président de l'Hydro-Québec a par ailleurs démontré l'importance qu'on pour l'économie du Québec les retombées économiques des investissements de l'Hydro-Québec et de la Société d'énergie de la Baie James (SEBJ).

"Notre politique d'achat au Québec contribue à stimuler la demande auprès des différentes industries manufacturières québécoises, ce qui se traduit par plus d'emplois et de salaires et par un niveau d'investissements plus élevé dans le secteur privé..." a dit M. Boyd, et d'ajouter: "Il est vrai que nous irons même jusqu'à préférer, en certaines occasions, des entreprises du Québec, bien que leurs soumissions ne soit pas les plus basses. Le coût d'une telle politique est faible et les conséquences très importantes pour notre économie".

À titre d'exemple, M. Boyd qui est aussi président de la SEBJ a mentionné que cette société avait acheté, au cours des cinq dernières années, pour plus d'un demi-milliard de dollars de bien et services dont la majorité provenait du Québec. Les contrats de construction et de fabrication qu'elle a accordés durant la même période atteignent près de $2 milliards.

De plus, les chantiers de la SEBJ fournissent actuellement 16,000 emplois dont la majorité sont occupés par des travailleurs de la construction, en plus des 2,000 personnes affectées à la gérance des travaux. Avec des investissements annuels de près de $3 milliards pour les prochaines années, les incidences des investissements de l'Hydro-Québec et de la SEBJ sur l'économie du Québec seront très fortes et aideront, selon M. Boyd, à stimuler l'économie du Québec.

Devant l'importance des investissements en électricité dans l'avenir, on peut se demander, poursuivi M. Boyd, de quelle facon il sera possible de la financer.

Même si les milieux financiers maintiennent que les niveaux d'investissements énergétiques prévus dans les pays industrialisés sont économiquement soutenables, l'Hydro-Québec se prépare aux difficultés que présenteront les marché financiers, a-t-il dit. "En cas de demande supérieures aux disponibilités de fonds, ce ne seront que les demandeurs ayant la meilleure crédibilité qui se verront écoutés".

C'est pour cela, a dit M. Boyd, que l'Hydro-Québec poursuit un objectif d'amélioration de son autofinancement: de 10,2% qu'il était en 1973, il pourrait passer à plus de 22% cette année. "La récente augmentation des tarifs d'électricité accordée par le gouvernement nous permettra d'accroître notre pourcentage d'autofinancement en retranchant $50 millions de notre programme d'emprunts de 1978. Si d'autres augmentations de tarifs étaient accordées pour les deux prochaines années, identiques à celles que nous avons demandées, c'est un demi-milliard de dollars que l'Hydro-Québec pourrait éviter d'emprunter," a ajouté M. Boyd. Celui-ci devait également rappeler qu'en tant que société d'état, l'objectif de l'Hydro-Québec n'était pas de faire des profits mais plutôt de poursuivre un objectif de disponibilité d'énergie électrique pour tous les Québécois, au meilleur coût compatible avec une administration financière saine.

Cette gestion a permis d'offrir des tarifs qui sont les plus bas au monde et qui favorisent le développement industriel et économique du Québec, a-t-il souligné.

Le président de l'Hydro-Québec devait conclure en disant que si les travaux de la Manic avaient été un symbole de fierté et d'éveil pour le Québec, ceux de la Baie James, projet enfin réhabilité, sont maintenant reconnus comme un levier économique essentiel pour le Québec.

Un atout propre aux ordinateurs NCR: 75 ans d'expérience dans les systèmes de gestion

Vous avez des vues sur un ordinateur et vous désirez obtenir certains renseignements sur la compagnie qui vous le procure.

Depuis combien de temps existe-t-elle? Est-elle en mesure de vous offrir des systèmes de gestion complets? Peut-elle vous desservir partout où vous faites des affaires?

NCR répond à tous ces critères.

NCR bénéficie de plus de 75 années d'expérience dans le domaine des systèmes de gestion

Pour offrir un service de haute compétence aux utilisateurs d'ordinateurs, une compagnie doit être solidement établie.

Depuis 75 ans, NCR a maintes fois donné les preuves de son sérieux et a acquis la confiance du monde des affaires.

Voilà maintenant cinq ans que nous nous sommes lancés à fond dans le domaine des ordinateurs, et notre taux de croissance est le deuxième de l'industrie mondiale de l'informatique.

NCR offre des systèmes informatiques complets

A partir des puissantes unités centrales de traitement des données jusqu'aux ordinateurs comptables de conception simplifiée, NCR est à la pointe du progrès technologique.

Nos réalisations dans le domaine du logiciel sont tout aussi spectaculaires.

Nos spécialistes en systèmes sont prêts à vous proposer des systèmes éprouvés, pourvus de toutes les structures auxiliaires et conçus expressément en fonction des besoins de votre entreprise.

Appelez un représentant NCR: il vous expliquera comment un ordinateur NCR peut simplifier vos activités et, dans la plupart des cas, vous faire économiser plus d'argent qu'il ne vous en coûte.

Le nouveau mini-ordinateur NCR 8250: mini-ordinateur, maxi-ressources.

NCR peut vous desservir partout où vous faites des affaires

NCR emploie plus de 700 ingénieurs prêts à vous rendre visite pour vous aider à accroître votre système, à le modifier, ou à résoudre vos problèmes.

Attachés à 78 centres de service couvrant toutes les régions du Canada, ces experts ne sont jamais bien loin de chez vous et sont prêts à vous aider à n'importe quel moment.

NCR a des représentants qui connaissent bien votre milieu d'affaires

Votre représentant NCR est parfaitement au courant des problèmes rencontrés dans votre milieu d'affaires. Chacun de nos représentants est un expert dans son propre domaine et applique ses connaissances en informatique à la solution des questions particulières à un secteur commercial ou industriel déterminé.

Distribution, industries manufacturières, milieux médicaux et de l'enseignement, administration publique, institutions financières ou vente au détail, nous avons des représentants formés et spécialisés dans chacun de ces domaines.

NCR

Systèmes informatiques complets

Faites parvenir votre carte d'affaires à Monsieur Claude St-Jacques, NCR CANADA LTÉE, 1675, route Trans-Canada, Dorval, Québec H9P 1J2.
Ou téléphonez au bureau NCR le plus proche de chez vous.

Chrysler LeBaron
un nouveau symbole de distinction

VOICI LES CHRYSLER LeBARON 1978.

LeBaron Town & Country 1978. Nouveau modèle, nouvelles dimensions.

Cette année, une superbe familiale vient compléter avec brio la lignée des LeBaron.
Luxueuse à souhait, elle possède aussi une grande capacité de charge. Vous pouvez la doter de certaines caractéristiques comme des panneaux latéraux en simili bois, ou l'équiper d'un moteur contrôlé par ordinateur qui procure bon rendement et excellentes performances.

LeBaron hardtop 1978. Nouvelle allure de grande classe.

Des lignes élancées, un intérieur spacieux et confortable et de nombreux raffinements. Vous pouvez personnaliser davantage votre LeBaron hardtop 2 portes avec des sièges et un volant recouverts de cuir véritable, un toit en "T" à panneaux amovibles, et des enjoliveurs de roues à rayons, type sport.

CHRYSLER
CANADA LTÉE

LeBaron sedan 1978. Nouvelle élégance.

Un somptueux modèle sedan 4 portes avec nombre de caractéristiques de luxe propres aux voitures beaucoup plus coûteuses. Par exemple: superbe enjoliveur de capot, toit en vinyle capitonné, coffre très spacieux et amplement d'espace pour six passagers. Les performances de la Chrysler LeBaron sedan seront encore plus remarquables si vous l'équipez d'un moteur contrôlé par ordinateur, en option.

Dodge / CHRYSLER / Camions Dodge / VENTE SERVICE	Plymouth / CHRYSLER / Camions Dodge / VENTE SERVICE
NEW YORKER	NEW YORKER
NEWPORT	NEWPORT
LE BARON	LE BARON
CORDOBA	CORDOBA
MONACO	FURY
DIPLOMAT	CARAVELLE
ASPEN	VOLARE
MAGNUM XE	SAPPORO
CHALLENGER	HORIZON
OMNI	ARROW COLT
ARROW COLT	CAMIONS DODGE
CAMIONS DODGE	

Les superbes automobiles qu'on peut acheter ou louer chez les concessionnaires Dodge ou Plymouth.

Au Québec

Le MEER suscite la création de plus de 70,000 emplois

Mandaté de lutter contre les inégalités régionales, de promouvoir le développement industriel et de contribuer au relèvement social depuis 1969, le ministère fédéral de l'Expansion économique régionale a disposé d'un budget de $470 millions en 1976-1977. Si le Québec en a bénéficié de presque le quart, cette somme se divise à 41.8 pour cent pour les déboursés en vertu de toutes les ententes auxiliaires; à 32.5 pour cent pour des programmes comme l'ARDA, l'ARAP et le FODER; à 17.4 pour cent pour des dépenses dans le cadre de la loi sur les subventions au développement régional; et finalement à 8.3 pour cent pour les autres dépenses et les salaires.

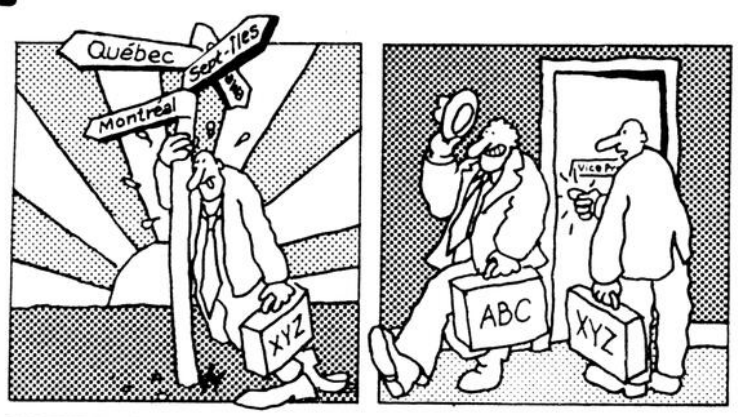
C'est ce qui ressort du rapport annuel 1976-1977 que vient de déposer le ministre responsable du MEER, M. Marcel Lessard.

Région de l'Atlantique

Le rapport précise par ailleurs l'ampleur de ses activités selon les diverses régions canadiennes. Ainsi, dans la région de l'Atlantique qui regroupe les provinces de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Ecosse et de l'Ile-du-Prince-Edouard, les activités du MEER se sont maintenues à un niveau fort élevé

Postes Canada
Canada Post

Si vous devez frapper à trop de portes avant qu'on vous fasse entrer, nous avons une solution pour vous: la publicité directe.



Votre équipe de représentants peut-elle rendre visite à tous vos clients éventuels dans un secteur donné aussi souvent qu'il le faudrait?
Possible que oui...

Êtes-vous en train d'essayer de vendre à un client ce qu'il vient tout juste d'acheter d'un autre?
Possible que oui...

Êtes-vous toujours capable de parler au client éventuel le plus susceptible de s'intéresser à votre offre?
Possible que oui...

La publicité directe pourrait-elle, plus économiquement, donner lieu à des demandes de renseignements de la part d'authentiques clients éventuels?
Sans aucun doute!

Si votre équipe de représentants passe trop de temps à prospecter avant de trouver des filons vraiment intéressants, pensez à la publicité directe. C'est une façon efficace et peu coûteuse de sonder le terrain. Une fois que la voie est ouverte, vos représentants peuvent vraiment se mettre à l'oeuvre.

La publicité directe est plus qu'un simple organe publicitaire: c'est votre bras droit, votre délégué personnel qui peut vous ouvrir la porte d'un client difficile à atteindre ou augmenter votre volume d'affaires avec vos clients actuels. Et grâce à la publicité directe, vous êtes en mesure de les rejoindre tous, les clients éventuels comme les clients habituels, avec une seule "visite".

Mais ce n'est pas tout! La publicité directe est un moyen sélectif, personnalisé et plein d'impact, qui vous offre des possibilités de création presque illimitées. C'est peut-être pour ces raisons qu'elle occupe le **deuxième rang** parmi tous les supports publicitaires existants.

Permettez-nous de vous envoyer plus de renseignements.

Les Postes canadiennes... trait d'union entre 23 millions de Canadiens.
L'hon. J. Gilles Lamontagne, ministre des Postes

Les Postes canadiennes
Service de la commercialisation
Confederation Heights
Ottawa (Ontario) K1A 0Y2

☐ Je voudrais épargner de l'argent sur l'affranchissement de mes envois de publicité directe. Prière de me faire parvenir des renseignements sur vos tarifs.

☐ Je voudrais en connaître davantage sur ce moyen publicitaire unique. Prière de me faire parvenir des renseignements généraux sur le sujet.

NOM _____

TITRE _____

ENTREPRISE _____

ADRESSE _____

VILLE _____ PROV _____ CODE POSTAL _____

LA

Pub Krohn

grâce à son programme d'aide directe à l'industrie

durant cette période. En effet, le MEER y a conclut 14 ententes auxiliaires ou modifications majeures avec les gouvernements de ces quatre provinces. En outre, le MEER de l'Ile-du-Prince-Edouard ont consenti des fonds supplémentaires au titre d'activités entreprises dans le cadre du Plan d'ensemble de développement en vigueur dans cette province.

Selon les chiffres publiés dans le rapport annuel, les provinces maritimes ont reçu $201,186,000 en 1976-1977. De façon plus précise, le MEER rapporte qu'elle a versé $56,227,000 à Terre-Neuve; $48,608,000 à la Nouvelle-Ecosse $36,590,000 à l'Ile-du-Prince-Edouard; et $59,761,000 au Nouveau-Brunswick.

Depuis sa création en 1969 jusqu'à la fin de l'exercice financier 1976-1977, le ministère a dépensé plus de $1.369 milliard pour l'expansion économique dans cette région. Ce chiffre représente environ 44 pour cent des dépenses globales du MEER au cours des huit dernières années.

C'est par le biais des ententes auxiliaires conclues avec Terre-Neuve, la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick et en vertu du Plan d'ensemble de développement de l'Ile-du-Prince-Edouard qu'on été engagées près de 69 pour cent des dépenses faites par le MEER dans la région de l'Atlantique en 1976-1977. Ces ententes fédérales-provinciales de développement constituent le cadre de l'intervention massive et coordonnée des deux paliers de gouvernement pour répondre aux besoins de chacune des provinces de la région.

En 1976-1977 de préciser le rapport annuel, la situation économique de la région de l'Atlantique a continué de se ressentir des effets de la stagnation de l'ensemble de l'économie canadienne. Pendant cette période, les conditions d'embauche ne se sont guère améliorées et l'investissement est, à toutes fins utiles, demeuré le même qu'en 1975. Malgré la piètre performance de l'économie canadienne, les industries primaires de la région, en particulier celles liées à l'exploitation des mines, des pêches et de l'agriculture, ont quand même réussi à accroitre sensiblement leur production. De plus, le taux de croissance démographique a suivi la courbe de la moyenne pour l'ensemble du pays et le renversement de la longue tendance à l'émigration ne s'est pas démenti.

Économie largement dépendante des ressources (pêches, forêts et agriculture), frais de transport élevés, industrie de fabrication secondaire relativement faible, telles sont les difficultés rencontrées par les provinces de la région de l'Atlantique et que le MEER s'emploie à surmonter.

Région du Québec

En ce qui concerne le développement économique du Québec, le rapport annuel du MEER rapporte que ce ministère y a dépensé plus de $841 millions, dont environ $115 millions sous forme de prêts, depuis sa création jusqu'au 31 mars 1977. Au cours de la seule année financière 1976-1977, les dépenses du MEER se sont élevées à $105,076,000. De ce montant, $42,733,000 ont été consacrés à des activités entreprises aux termes des ententes auxiliaires, $33,332,000 au programme des subventions à l'industrie et $29,011,000 à d'autres éléments de programmes et à leur administration.

Deux ententes auxiliaires ont été signées durant l'année, une pour l'implantation d'une usine de pâte kraft blanchie à Saint-Félicien et l'autre pour l'aménagement d'un parc industriel commercial à l'aéroport de Mirabel. L'engagement du MEER aux termes de ces deux ententes est de $30,000,000 et de $7,975,200 respectivement.

Un autre aspect important des activités du MEER au Québec est l'aide directe apportée à l'industrie par le biais de la *Loi sur les subventions au développement régional*. À la fin de l'exercice financier 1976-1977, le ministère avait appuyé financièrement 2,234 projets. Une fois achevés, ces projets devraient susciter des investissements de l'ordre de $1,245 milliard et créer quelque 70,451 emplois. Au 31 mars 1977, la contribution du MEER s'élevait à $248,519,800.

Les programmes du MEER au Québec de préciser le rapport annuel, ont pour objet d'accorder aux diverses régions de la province une aide à la mesure de leurs besoins et de leurs possibilités. Au cours de l'exercice financier à l'étude, le ministère a concentré son action sur le développement industriel, l'aménagement de l'infrastructure et l'exploitation des ressources, secteurs jugés essentiels au bien-être de la province.

Le ministère d'ajouter le rapport, tente actuellement de cerner et d'exploiter des possibilités de développement dans les secteurs industriel et commercial où le taux de chômage est très élevé. Il entend jouer un rôle de catalyseur pour la mise en oeuvre de grands projets, comme en témoigne sa participation à l'entente auxiliaire sur l'usine de Saint-Félicien.

Région de l'Ontario

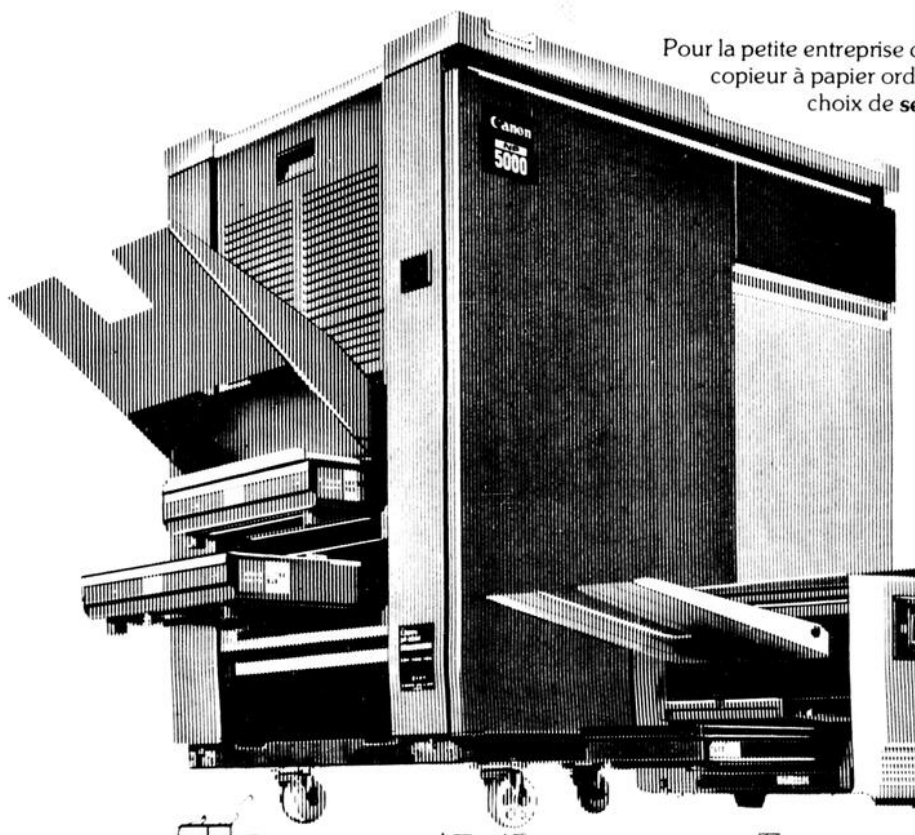
Au nombre des faits saillants de l'activité du MEER dans la région de l'Ontario au cours de l'exercice financier 1976-1977, mentionnons la signature d'une entente auxiliaire sur les localités à industrie unique dans la zone d'intervention de la Kimberly-Clark et la signature de la modification de l'entente auxiliaire sur le nord-est de l'Ontario concernant Timmins.

Depuis 1974, le ministère a conclu six accords auxiliaires aux termes de l'entente-cadre de développement Canada-Ontario (ECD). Au 31 mars 1977, le total des dépenses du MEER aux termes de ces ententes atteignait $29,761,000 de ce montant, $9,971,000 ont été dépensés au cours de l'exercice financier 1976-1977.

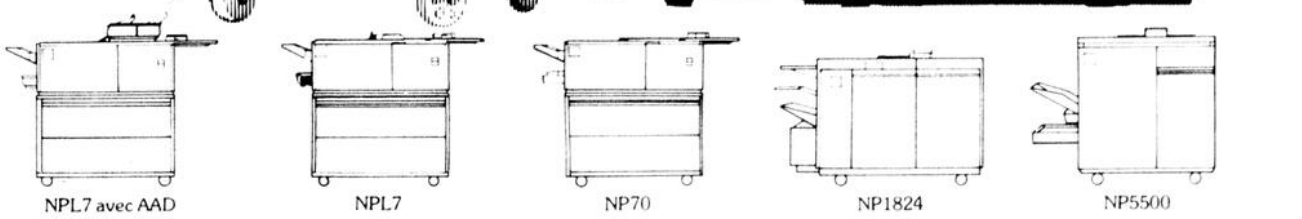
Outre les activités entreprises aux termes de l'ECD, le MEER a participé à des programmes mis sur pied en vertu de la *Loi sur les subventions au développement régional* (LSDR) et de la *Loi sur l'aménagement rural et le*

Voir page 23: Le MEER...

Une alternative abordable.



Pour la petite entreprise comme pour la grande société, Canon a le copieur à papier ordinaire qu'il faut. En fait, nous avons un choix de **sept** modèles à prix abordables, qui, au pousser d'un bouton, vous feront à peu près n'importe quelle copie. Canon vous fait aussi une bonne impression quand vous comparez son coût d'opération à celui des autres. Le compact NP-50, pour petites quantités, a non seulement un prix abordable, mais une excellente performance. Tout comme le NP 5000, plus gros, plus rapide et encore plus souple. Pour en savoir plus long, postez le coupon. Après avoir "magasiné", vous serez d'accord avec nous: quand il s'agit de prix et de performance, les copieurs à papier ordinaire, Canon, c'est du sérieux.



NPL7 avec AAD | NPL7 | NP70 | NP1824 | NP5500

Canon

NP

COPIEURS À PAPIER ORDINAIRE

Copieurs, calculatrices, appareils photo et équipement micrographique

Canon Optics and Business Machines Canada Limited
3245 American Drive, Mississauga, Ontario L4V 1N4
(416) 678-2730

Comme Canon, j'aime ce qui est sérieux! Veuillez m'envoyer, dès que possible, des renseignements sur votre alternative abordable.

NOM _____

SOCIETE _____

ADRESSE _____

TELEPHONE _____

Collaboration canado-américaine accrue en matière de recherche agricole

Le Canada et les États-Unis ont convenu d'accroître leur collaboration en matière de recherche agricole, notamment sur les prévisions des récoltes basées sur les données recueillies par satellites. Ces ententes ont été conclues dernièrement à l'issue de la visite que le ministre canadien de l'Agriculture, M. Eugène Whelan, rendait à son homologue américain, M. Bob Bergland.

Les deux représentants ont signé alors un protocole d'entente selon lequel le Canada et les États-Unis échangeraient leurs stratégies, leurs méthodologies et l'information recueillie au champ afin d'accroître l'exactitude des prévisions sur l'état et le rendement des cultures de chacun des deux pays. Au niveau technologique, cela comprend des données recueillies dans le cadre du "U.S. Large Area Crop Inventory Experiment" (LACIE), et des programmes de recherches à venir qui seront menés conjointement.

Par ailleurs, MM. Whelan et Bergland se sont également entendus pour accroître la collaboration dans des domaines plus traditionnels de la recherche tels l'échange de cadres et de scientifiques reconnus, et la mise en commun d'informations touchant l'évaluation des pesticides.

Les efforts de coopération s'étendront à la recherche sur les ressources phytogénétiques, les vertébrés nuisibles, l'utilisation des terres, la salinité des sols, l'élimination des déchets, l'énergie, la pollution atmosphérique et la mise en valeur des terres.

Des colloques scientifiques bilatéraux sont également prévus dans le domaine de la lutte intégrée contre les ravageurs et le contrôle de la folle avoine, la nématode doré et les insectes piqueurs.

Enfin, l'entente prévoit des arrangements formels sur l'échange des résultats d'expériences effectuées dans les deux pays sur la télédétection. Ces études feront un usage considérable de l'information recueillie par les satellites de la "National Aeronautics and Space Administration" (NASA), les satellites météorologiques de la "National Oceanic and Atmospherique Administration" (NOAA), et les stations météorologiques terrestres.

Le but de cette entente est d'obtenir une information complète sur l'état des cultures pour mieux prévoir leurs rendements. Les organismes américains intéressés sont le Secrétariat à l'Agriculture, la NASA et la NOAA. D'autre part, les organismes canadiens participants sont Agriculture Canada et le ministère de l'Énergie.

L'entente signée par MM. Whelan et Bergland permet de poursuivre les travaux entrepris à la suite de l'Accord de 1971. Les deux pays ont collaboré à la mise au point de techniques pour évaluer les superficies, les rendements et l'état des cultures en utilisant les informations recueillies des satellites, des rapports météorologiques courants et des observations basées sur des parcelles d'essais situées dans les deux pays. Depuis 1975, les États-Unis ont utilisé, dans leur projet LACIE, les renseignements tirés de l'observation sur place de parcelles d'essais situées au Canada.

Un hôtel de choix qui sait traiter ses clients.

Ce qui nous distingue des autres, c'est que nous faisons vraiment tout ce qui est en notre pouvoir afin de nous rappeler qui vous êtes.

C'est pourquoi tant d'hommes d'affaires viennent chez nous régulièrement. Ils apprécient le service amical, les prix raisonnables, les chambres calmes munies d'un téléviseur couleur, la cuisine exquise de notre salle à dîner Candlelight, la piscine chauffée à l'année, l'accès facile au centre-ville, le stationnement gratuit, le fait que nous soyons situés à proximité de l'aéroport et le service de navette gratuit.

Sans oublier Misty's, la discothèque la plus éblouissante au Canada.

Si vous aimez être bien traité, communiquez simplement avec votre agent de voyages, avec n'importe quel hôtel Hilton ou du CN, ou encore avec le service de réservations Hilton.

toronto airport hilton

Hilton Aéroport de Toronto. Vous ne pourriez être mieux traité.

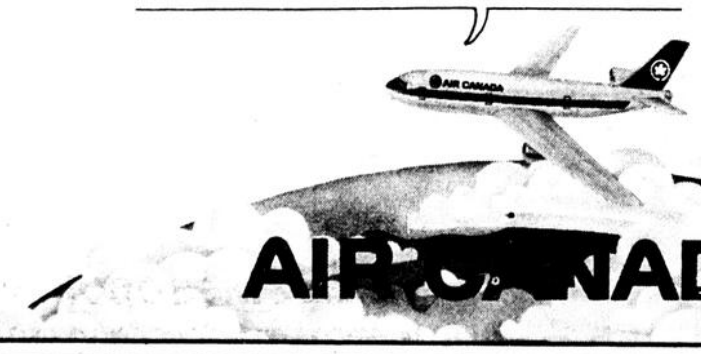
ZURICH

pour les voyageurs à grand rayon d'action

Air Canada assure une liaison quotidienne par gros porteur plein confort, entre Montréal et Zurich, en collaboration avec Swissair. De Zurich, près de 60 villes d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique sont à votre portée grâce au réseau de correspondances pratiques. Ce sont des vols directs qui vous mèneront droit au but, que ce soit Casablanca ou Téhéran. Parlez-en à votre agent de voyage ou Air Canada.

On y va au bout du monde!

TEL-AVIV
PRAGUE
ZAGREB
BAHREÏN
ATHÈNES
BANGKOK
VIENNE
MILAN



On y va! On y va!

AIR CANADA

Industrie de l'aluminium

Croissance continue mais à un rythme moindre à l'avenir

Si l'aluminium s'est révélé un métal très utile et a connu un taux d'expansion remarquable au cours des cinquante dernières années, sa croissance devrait se poursuivre encore, mais à un rythme qui ne sera pas aussi soutenu que par le passé. C'est du moins ce qu'estime le président du Conseil d'administration de l'Alcan Aluminium Limitée qui prévoit que la consommation de l'aluminium de première fusion connaîtra en moyenne, pour les dix prochaines années, une croissance annuelle de 5 pour cent au lieu du taux composé de 8 pour cent qu'elle a affiché au cours du dernier demi-siècle.

S'adressant aux actionnaires réunis à l'occasion de la cinquantième assemblée générale annuelle de la compagnie, M. Nathanael V. Davis a annoncé qu'Alcan devrait connaître une amélioration de ses résultats au premier trimestre du présent exercice. Ces résultats seront publiés au cours de la dernière quinzaine d'avril.

Compte tenu des résultats atteints en janvier et de la dernière estimation du niveau des ventes probables de la compagnie, "nous avons de bonnes raisons de croire que le chiffre d'affaires et les dénéfices du premier trimestre de 1978 seront plus élevés que ceux du trimestre correspondant de 1977", a affirmé M. Davis.

M. Davis a fait observer que trois grandes raisons expliquaient pourquoi pour l'avenir un taux de croissance de l'aluminium de première fusion moins élevé que par le passé. Premièrement, la croissance économique des grandes puissances industrielles sera plus lente. Deuxièmement, l'économie des pays en voie de développement pourrait bien, à court terme, ne pas se redresser rapidement. Troisièmement, les progrès accomplis dans le recyclage de l'aluminium devraient avoir des répercussions sur la demande de métal de première fusion.

Le président du Conseil d'Alcan a prédit toutefois que les avantages que confèrent à l'aluminium du point de vue de l'économie d'énergie, sa faible densité et ses possibilités de recyclage devraient susciter une croissance supérieure à la moyenne dans le domaine des véhicules de transport lourd et léger, des conditionnements et dans un certain nombre d'applications en électricité.

Si les prévisions établies par Alcan en matière d'expansion de l'industrie de l'aluminium s'avèrent exactes, l'ensemble de cette industrie devra trouver les moyens de financer des investissements considérables, a poursuivi M. Davis, qui a également laissé entendre que l'on pourrait parfois devoir consacrer jusqu'à $4 milliards par an pour tout le processus de production, allant de l'extraction de la bauxite à la fabrication des produits finis.

M. Davis a déclaré qu'Alcan restait toujours très attentive à ses coûts de production, qui l'amènent à employer ses connaissances techniques et commerciales à la mise au point des méthodes de fabrication et de conception de produits qui sont les plus rentables et qui permettent de tirer le meilleur parti des avantages de l'aluminium. "À l'intérieur de notre entreprise, ce sont les coûts qui comptent le plus; quant aux bénéfices, c'est sur le marché qu'ils doivent être réalisés", a-t-il indiqué.

Faisant allusion à l'échec du projet d'achat de l'usine d'électrolyse et du laminoir de la Revere Copper and Brass Company à Scottsboro (Alabama), M. Davis a déclaré qu'il était "décevant" que l'achat n'ait pu être conclu.

"Nous avions l'intention, en réalisant cette acquisition, d'appuyer nos importantes activités de transformation aux États-Unis sur une usine d'électrolyse locale qui nous permettrait de ne pas dépendre totalement des importations de métal sur un marché aussi considérable et aussi stratégique, a-t-il ajouté. Nous avons toujours estimé, et nous continuons de le faire, que notre projet ne nuisait en rien au principe de la libre concurrence et nous contestons l'interprétation des lois antitrust faites par le ministère (américain de la Justice) dans cette affaire."

Par ailleurs, M. Paul Leman, vice-président du Conseil d'administration d'Alcan Aluminium Limitée, a déclaré que le programme de modernisation et d'extension des installations canadiennes d'électrolyse de la Compagnie jouait un rôle important dans les efforts déployés par Alcan pour assurer le maintien d'un solide cadre d'expansion. Cet important programme mis en oeuvre au Québec s'étend sur plusieurs années et peut être réalisé par étapes, avec toute la souplesse nécessaire pour l'adapter à l'évolution des circonstances.

M. Leman a signalé que la réalisation de la première tranche de ce programme, soit la construction de l'usine d'électrolyse de $200 millions à La Baie au Québec, battrait son plein dès ce printemps. En 1978, les dépenses consacrées au projet sont estimées à environ $60 millions, soit 15% du budget total des dépenses d'Alcan, qui s'élève à environ $400 millions pour l'exercice.

Enfin, M. David Culver, président d'Alcan Aluminium Limitée, a annoncé que le chiffre d'affaires global d'Alcan restait convenable. Dans certains secteurs, comme celui de la tôle aux États-Unis, la Compagnie arriverait même difficilement à répondre à la demande. Le niveau des stocks excédentaires a varié d'un établissement à l'autre et d'un produit à l'autre, mais est resté en général équivalent à un mois de vente, ce qu'Alcan considère comme satisfaisant.

"Par ailleurs, nous commençons à voir des débouchés qui, croyons-nous, nous assureront le même niveau de stocks au cours du second semestre de 1978. Certains facteurs nous avantagent. Ainsi, nous profitons de la faiblesse du dollar canadien dans la mesure où une partie appréciable de nos coûts sont réglés dans cette monnaie alors que nos ventes se font essentiellement en dollars américains", a poursuivi M. Culver.

Les principaux postes

Les principaux points du budget des dépenses sont les suivants:
— crédit de 12,76 milliards de dollars, en augmentation de 8,4% par rapport à l'an dernier;
— $150 millions consacrés à des priorités nouvelles (économiques et sociales);
— les sommes affectées à la stimulation de l'économie et au soutien de l'emploi sont portées à $190 nillions, au lieu de $65 millions lors de l'exercice précédent.
— l'État prêtera $21,9 millions aux petites et moyennes entreprises.
— la société de développement industriel (SDI) assumera pour $35 millions de nouveaux projets et prêtera $52 millions aux entreprises.
— la société nationale de l'amiante reçoit $10 millions;
— l'emploi représente la moitié des crédits affectés au Travail et Main-d'oeuvre;
— le ministère des Transport reçoit la part du lion pour ce qui est des priorités nouvelles;
— le budget de l'éducation n'augmente que de 3,8%, en raison de la baisse de la clientèle scolaire;
— augmentation des budgets consacrés aux soins dentaires, soins à domicile pour personnes âgées, et au développement des garderies.
— création d'un congé de maternité.

Stimulation de l'économie et soutien de l'emploi

La compilation des crédits du programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi (P.S.E.S.E.) révèle qu'ils passent cette année à dollars 190 millions, alors qu'ils étaient de dollars 65,2 millions en 1977-1978.

Ces nouveaux crédits, qui sont distribués dans différents ministères se retrouvent en grande partie dans les dépenses budgétaires, avec dollars 157,7 millions, les opérations non budgétaires sont de dollars 32,3 millions.

Dans le volet dit des "travaux publics", on retrouve pour dollars 28 millions d'équipements municipaux, dollars 20,5 millions et municipaux, dollars 20,5 millions en travaux sylvicoles, dollars 15 dollars 11,8 millions en voirie forestière et dollars 23 millions en travaux routiers et infrastructures de transports.

Le programme expérimental de création d'emplois communautaires coûtera dollars 13 millions et les emplois agricoles dollars 6 millions. L'isolation des maisons nécessitera des déboursés de dollars 6 millions tandis que la restauration résidentielle en requerra dollars 3,8 millions.

Au chapitre du commerce et de l'industrie, les silos et équipements de séchage vont coûter dollars 12,7 millions et, dans les opérations non budgétaires, on versera dollars 10 millions à la Société Nationale de l'Amiante et dollars 12 millions pour l'expansion de la P.M.E. innovatrice.

Industrie et commerce

Le ministère de l'Industrie et du Commerce consentira des prêts de dollars 21,9 millions pour aider à l'accélération de certains projets d'investissements dans la P.M.E. innovatrice.

Ces crédits serviront également, toujours dans le cadre du programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi, à aider le financement à court terme de certaines industries dans les secteurs du textile, du vêtement et de la chaussure.

La majeure partie des crédits du ministère de l'Industrie et du Commerce, qui augmentent de 0.8% cette année, et de 9,7% par rapport aux dépenses probables de l'an dernier, est absorbée par le secteur de l'industrie secondaire. Ce secteur regroupe l'ensemble des activités ayant pour objet de favoriser l'avancement et le développement de l'industrie manufacturière au Québec.

Parmi ces activités, il y a la prospection des investissements et l'amélioration de la productivité (dollars 8,4 millions), l'aide à l'exportation (dollars 5,3 millions), l'aide et conseils techniques aux P.M.E. (dollars 4,9 millions).

Pour sa part, la S.D.I. (société de développement industriel) assumera pour dollars 35 millions de nouveaux engagements sous forme de prise en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par les entreprises, et elle prévoit des déboursés extra-budgétaires de dollars 52 millions sous la forme de prêts portant intérêt aux taux du marché.

Conseil exécutif

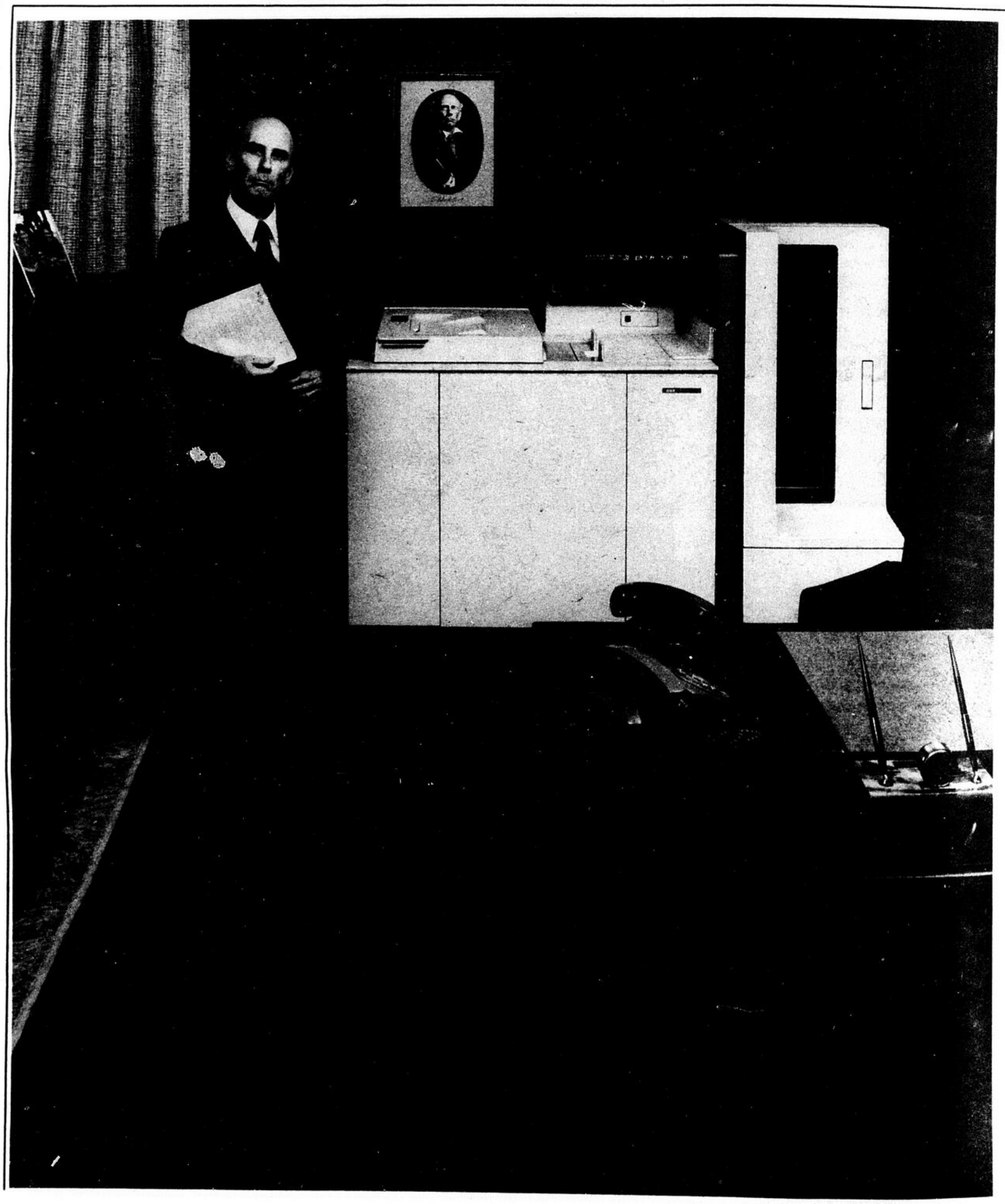
Le fonds de développement régional administré par l'Office de Planification et de Développement du Québec passera de dollars 19,6 à dollars 31,3 millions au cours de l'exercice financier 1978-1979.

Cette mesure permettra la poursuite de projets interministériels régionaux comme le projet Yamaska, celui du programme expérimental de création d'emplois communautaires annoncé dans le P.S.E.S.E., ainsi que le démarrage d'activités de développement régional.

Il faut se rappeler ici que des crédits de dollars 177,9 millions prévus dans l'entente-cadre de développement seront inscrits dans les budgets des ministères concernés, ces crédits étaient de dollars 101,9 millions en 1977-1978.

Parmi les autres mesures prévues aux crédits du Conseil Exécutif, lesquels chutent cette année à dollars 105,5 millions de dollars 112,9 millions qu'ils étaient en 1977-1978, le budget du conseil du statut de la femme a été augmenté de 44,5% afin que se terminent les travaux de préparation du livre vert sur la condition féminine.

Notons enfin que l'adoption par



du budget des dépenses

l'assemblée nationale de la charte de la langue française a signifié le remplacement de la régie de la langue française par trois organismes distincts, responsables de l'application de différents chapitres de la loi 101.

Il s'agit de l'Office de la Langue Française, de la Commission de Surveillance de la Langue Française et du Conseil de la Langue Française, avec des enveloppes budgétaires respectives de dollars 8,3 millions, dollars 1 million et dollars 1,5 million.

Richesses naturelles

Le secteur de l'énergie est presque totalement responsable de l'augmentation de plus de 24% des crédits du ministère des Richesses naturelles. Le budget total de l'organisme passe donc de dollars 52,7 millions à dollars 65,5 millions, tandis que l'énergie hérite de crédits de l'ordre de dollars 15,8 millions, par rapport à dollars 4,5 millions qu'ils étaient en 1977-1978.

Au chapitre de l'économie de l'énergie et dans le cadre du P.S.E.S.E. on consacrera dollars 6 millions au programme d'isolation des maisons. On prévoit dépenser dollars 3 millions en divers projets de recherche dont certains projets-pilotes d'utilisation d'énergies nouvelles. Ces projets font partie de la liste des priorités des présents crédits gouvernementaux.

L'augmentation des crédits du ministère des Richesses naturelles est, de fait, plus importante qu'elle ne paraît puisque les responsabilités concernant le Nouveau-Québec et la gestion des conventions avec les autochtones ont été cédées à d'autres organismes en même temps que leurs crédits et effectifs.

La différence ainsi créée est comblée par une augmentation à dollars 32 millions des crédits du secteur des mines, le principal facteur d'augmentation étant l'accélération du programme de voirie minière tel qu'annoncé dans le cadre du programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi.

Par ailleurs, la création d'un bureau de l'amiante engendre de nouveaux crédits de dollars 750,000, ce qui n'inclut pas les dépenses que pourrait éventuellement effectuer au cours du présent exercice la Société nationale de l'amiante du Québec dont la création a déjà été annoncée.

Le secteur des eaux subit une légère diminution à dollars 17,7 millions, le ministère poursuivant cependant son programme de lutte aux inondations dans la région de Montréal. Toutefois, il faut noter que ce secteur bénéficiait de crédits supplémentaires de dollars 2,9 millions l'automne dernier, dans le cadre du programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi.

Travaux publics et approvisionnement

Les crédits de dollars 118,2 millions confiés au ministère des Travaux publics et de l'approvisionnement pour son programme d'allocation de l'espace et de l'équipement représentent une augmentation de 7,1% par rapport au total de l'an dernier.

Une partie de ces crédits est prévue pour de nouveaux projets dont celui de la construction d'un égout permettant de détourner les eaux usées de l'usine Donohue, de Saint-Félicien, à l'embouchure de la rivière Mistassini, projet évalué à dollars 8,5 millions. À noter également la tenue d'un concours ainsi que la réalisation des plans et devis du centre des congrès de Montréal.

La plus grande partie de ce qui reste des crédits totaux de dollars 205,9 millions alloués au ministère, lesquels représentent un montant de 6,2% supérieur à celui de l'an dernier, ira à l'exploitation des immeubles, programme requérant dollars 80 millions. Il faut se rappeler ici que cette somme comprend des crédits de dollars 9,2 millions provenant du transfert des richesses naturelles aux travaux Puzliis de la responsabilité du soutien logistique du Nouveau-Québec.

Transports

Le budget de LVVA conservation du réseau routier passera de dollars 267,2 millions à dollars 283,6 millions. À ce chapitre, des crédits de dollars 13,9 millions sont consentis dans le cadre du programme de stimulation de l'économie et de soutien de l'emploi pour l'accélération de certains types de travaux.

Au niveau des grands projets, le ministère des Transports poursuivra principalement la réalisation des travaux déjà entrepris, alors que les nouvelles initiatives seront concentrées sur des immobilisations en voirie régionale. Cette dernière sera dotée d'un budget de dollars 122,4 millions, dont dollars 60 millions pour de nouveaux projets. Ce total est de dollars 47 millions supérieur à l'an dernier.

Bien que l'ensemble des crédits prévus pour la construction de routes soit inférieur de 1,8% cette année, ces travaux vont tout de même coûter tout près d'un demi milliard, soit presque la moitié des crédits de dollars 953,7 millions affectés aux transports terrestres, secteur dont les crédits augmentent de près de 4% cette année.

Globalement, le ministère des transports aura un budget de dollars 1,172,5 millions.

Transport en commun

Les crédits des divers programmes d'aide au transport en commun urbain vont augmenter de 22,3% pour atteindre dollars 118,2 millions au cours du prochain exercice financier.

Le transport scolaire, de son côté, pour lequel le ministère des transports se réserve des crédits de dollars 189,8 millions versés sous forme d'aide aux institutions d'enseignement, voit son budget majoré de dollars 27,2 millions.

À un million de dollars près, cette somme servira exclusivement

Voir page 18: Les principaux...

La nouvelle Xerox 5400.

Vous pouvez compter sur elle sans compter.

Vous avez une secrétaire de direction, un assistant hors pair et un commis de bureau. Désormais, le nouveau copieur/duplicateur Xerox 5400 pourrait devenir l'un de vos plus fidèles collaborateurs.

Pour de bonnes raisons.

Il vous donne des copies de qualité irréprochable, même avec des originaux pâles ou colorés.

Il est efficace. Son amenage-documents semi-automatique vous sauve des gestes inutiles. Sa trieuse, facultative, vous évite toute attente et assemblage. L'impression recto-verso automatique vous économise du papier, du temps et de l'argent.

Il est compact. Mais sans rien sacrifier des plus grandes qualités des super-duplicateurs Xerox. Les originaux flottent sur coussin d'air; c'est plus rapide et plus sûr. Des contrôles de densité permettent d'améliorer la qualité des copies au simple toucher d'un bouton. Un micro-ordinateur intégré indique comment pallier vous-mêmes à tout problème mineur.

Il est d'un maniement facile. Si facile qu'il ne nécessite aucun entraînement spécial. Si vous recherchez une machine capable d'assumer un tas de responsabilités et de travaux de polycopies, faites appel à la Xerox 5400.

Un collaborateur qui a vraiment l'esprit de collaboration.

Xerox du Canada Limitée

XEROX

XEROX est une marque déposée de XEROX CORPORATION utilisée par XEROX DU CANADA LIMITÉE en tant qu'usager inscrit.
5400 est une marque déposée de XEROX CORPORATION. N'existe qu'en certaines régions.

Les principaux...

Suite de la page 17

à couvrir les coûts d'indexation des contrats de transport scolaire décrétés par la Commission des transports. L'autre partie, dollars 1,2 million, défrayera le coût du transport scolaire pour fins d'activités physiques au niveau élémentaire.

Cette mesure s'appliquera au transport des étudiants de niveau primaire fréquentant des écoles dépourvues d'équipements adéquats vers les équipements existants. Environ 25% des écoles possèdent les équipements appropriés.

Affaires municipales

Le ministère des Affaires municipales va pouvoir injecter, au cours du prochain exercice financier, une somme additionnelle de dollars 28 millions à celles qui ont été prévues au chapitre du programme de stimulation de l'économie et du soutien de l'emploi.

Alors que l'ensemble des crédits réservés au ministère des Affaires municipales s'établit à dollars 285,8 millions, soit une croissance de 13,1%, les crédits affectés au seul secteur de la gestion municipale passeront de dollars 110 à 140 millions.

Le ministère des Affaires municipales va administrer, en 1978-1979, les trois nouveaux programmes d'aide financière à la construction, à l'amélioration, et à l'élaboration d'inventaire d'équipements municipaux. Il y subventionnera notamment le contenu de la main-d'oeuvre pour une part variant entre 75% et 90% selon le cas.

Logements: Mises en chantier triplées

De son côté, la Société d'Habitation estime pouvoir mettre en chantier en 1978, près de 6,000 unités de logements subventionnés, soit environ le triple de sa production annuelle moyenne récente.

Outre ces crédits budgétaires de dollars 91 millions, des montants extra-budgétaires de plus de dollars 25 millions seront disponibles pour la S.H.Q., le tout représentant la quote-part du Québec à des investissements de l'ordre de dollars 250 millions dans le domaine de l'habitation.

Affaires sociales

Un nouveau programme de congés de maternité, au coût de dollars 5,8 millions, constitue l'une des quatre grandes priorités gouvernementales inscrites au chapitre de la santé et de l'adaptation sociale de l'enveloppe budgétaire du ministère des Affaires sociales.

Les autres points majeurs figurant sur cette liste de priorités de dollars 47,4 millions sont l'extension des soins dentaires gratuits aux enfants de 12 et 13 ans (dollars 6,5 millions), le développement des soins à domicile pour les personnes âgées (dollars 7 millions), et les garderies d'enfants (dollars 4 millions). Dans ces deux derniers cas, les crédits sont doublés par rapport à l'an dernier.

D'un autre côté, les crédits affectés à l'aide sociale (dollars 828,5 millions) en font encore le plus important des quatre programmes gouvernementaux prévus pour assurer l'assistance financière à des personnes ou à des familles.

Le soutien du revenu familial coûtera dollars 163,3 millions tandis que l'assistance-maladie pour les bénéficiaires de l'aide sociale et les personnes âgées ayant droit au supplément de revenu coûtera dollars 38,5 millions. La contribution à l'impôt foncier scolaire pour les personnes âgées occasionnera, quant à elle, des déboursés de dollars 22,9 millions.

Proportions constantes

À nouveau cette année, plus de la moitié des crédits alloués au ministère des Affaires sociales, soit dollars 2,331,9 millions sur dollars 4,400,7 millions, iront au secteur du recouvrement de la santé, lequel traditionnellement constitué la plus grande partie des dépenses de ce ministère.

Éducation

L'enveloppe budgétaire de dollars 3,694,6 millions du ministère de l'Éducation indique un taux modéré de la croissance de ses crédits, soit 3,8% comparativement à 10,1% l'an dernier.

Ce changement de rythme provient de l'effet simultané de la baisse de la clientèle étudiante des niveaux primaire et secondaire et de l'augmentation des coûts suite aux conventions collectives.

On remarque par ailleurs, au chapitre du financement des opérations et du service de la dette des commissions scolaires, une diminution des crédits de rattrapage nécessaires pour combler le coût des années scolaires antérieures. Cette diminution a pour effet de freiner à 0,4% la croissance des crédits des secteurs de l'enseignement primaire et secondaire qui seront de l'ordre de dollars 2,057,3 millions en 1978-1979.

Répartition par secteurs

Par ordre d'importance, les crédits du ministère de l'Éducation sont répartis dans les secteurs suivants: enseignement primaire et secondaire public dollars 2,057,3 millions, enseignement universitaire dollars 617,1 millions, enseignement collégial public dollars 516 millions. Viennent ensuite les secteurs de l'administration et des services avec dollars 175,7 millions, l'enseignement privé dollars 155,6 millions et celui des sports, jeunesse, loisirs et récréation de plein air avec dollars 56,2 millions. Enfin, une somme de dollars 1,8 million est réservée pour l'organisation et la réglementation des professions.

Les secteurs où la croissance des crédits budgétaires est plus sensible sont, par ordre de pourcentage: l'enseignement collégial public (16%), ou se fait sentir l'indexation des masses salariales et une légère hausse des clientèles par rapport aux prévisions initiales, l'enseignement privé (9,6%) et l'enseignement universitaire, avec une majoration de 5,2%.

Travail et main-d'oeuvre

Plus de la moitié des crédits du ministère du Travail et de la main-d'oeuvre vont au secteur de la main-d'oeuvre et de l'emploi puisqu'on y a affecté $36,9 millions pour 1978-1979.

Le reste du budget total de $69,8 millions est quasi entièrement accaparé par la sécurité au travail et dans les lieux publics, avec $17,9 millions, et le secteur des relations et conditions de travail, avec $13,6 millions.

Enfin, des crédits de $1,4 million vont à la qualification professionnelle des entrepreneurs en construction. Ce programme vise à permettre à la régie des entreprises en construction de règlementer la compétence et la solvabilité des entreprises.

Cette annonce ne doit pas être considerée comme une offre au public des titres mentionnés ci-dessous. Une telle offre sera faite par voie de prospectus seulement dans les provinces où une commission de valeurs mobilières, ou autre organisme similaire, aura accepté le dépôt dudit prospectus.

Nouvelle émission

$25,000,000

La Corporation Trizec Ltée

Débentures de premier rang 10½%

À être datées du 5 avril 1978 — Échéant le 1er juin 1998

Option d'échéance anticipée et ajustement du taux d'intérêt

Le détenteur de toute Débenture a le droit de demander que telle Débenture vienne à échéance le 1er juin 1988. Cette demande ne peut être faite qu'après le 1er septembre 1987 et avant le 1er décembre 1987. Trizec peut augmenter le taux d'intérêt payable sur les Débentures après le 1er juin 1988 à la condition qu'un avis de toute telle augmentation soit donné le ou avant le 15 décembre 1987.

Prix: $100

Des copies du prospectus peuvent être obtenues des soussignés et de tout autre courtier pouvant légalement offrir ces titres dans cette province.

Greenshields Incorporée

Dominion Securities Limitée

Nesbitt Thomson Valeurs Limitée
Richardson Securities of Canada
A.E. Ames & Cie Limitée
Pitfield Mackay Ross Limitée
McLeod Young Weir Limitée
Merrill Lynch, Royal Securities Limitée
Burns Fry Limitée
Lévesque, Beaubien Inc.
Midland Doherty Limitée
Geoffrion, Robert & Gélinas Ltée
René T. Leclerc Incorporée
Bell, Gouinlock & Compagnie, Limitée
Pemberton Securities Limited
Houston Willoughby Limited
Odlum Brown & T.B. Read Ltd.
Grenier, Ruel & Cie Inc.
Tassé & Associés Limitée
Scotia Bond Company Limited
Molson, Rousseau & Cie Limitée
Gordon Securities Limited

Canadien Pacifique Limitée

AVIS AUX ACTIONNAIRES

La quatre-vingt-dix-septième assemblée générale annuelle des actionnaires de la Compagnie, convoquée pour élire les administrateurs qui remplaceront les administrateurs sortants et examiner toutes les questions dont cette assemblée pourra être saisie, se tiendra le mercredi 3 mai prochain, au Château Champlain, Place du Canada, Montréal, à onze heures du matin (heure avancée si elle est en vigueur).

Les registres de transfert des actions et titres seront clos en fin de journée ouvrable le mardi 25 avril 1978 et seront rouverts le jeudi 4 mai 1978.

Le conseil d'administration a fixé à dix-sept heures (heure avancée si elle est en vigueur) le lundi 1er mai 1978 le délai avant lequel les actionnaires ayant l'intention de voter par procuration à l'assemblée générale annuelle ou à celles qui en tiendront lieu en cas d'ajournement sont tenus de déposer leur avis de procuration au bureau du secrétaire de la Compagnie à Montréal, Québec.

Par ordre du conseil

J.C. Ames,
secrétaire

Montréal, le 13 mars 1978

Domtar étend sa portée géographique

La société Domtar Inc. annonce qu'en vertu d'une entente conclue avec la Kaiser Cement & Gypsum Corporation, Domtar se portera acquéreur des installations de production de panneaux de gypse et autres installations connexes de la société Kaiser situées en majeure partie sur la côte californienne des États-Unis. La transaction touche deux usines de panneaux de gype, une mine de gypse et deux minéraliers. Domtar est déjà l'un des plus importants producteurs de panneaux de gypse au Canada et procède actuellement à l'agrandissement de ses installations de production à Caledonia, en Ontario. Domtar a l'intention de gérer sa nouvelle acquisition en Californie comme une entité distincte, assurant ainsi la continuité de ses exploitations et de son personnel...

La Société canadienne des Géologues pétroliers *tiendra une conférence internationale à Calgary, du 26 juin au 28 juin 1978. Le thème sera "Faits et principes de la dissémination du pétrole dans le monde" et les premières indications laissent entrevoir que près de quatre mille délégués de tous les coins du monde y assisteront. Commentant l'intérêt mondial manifesté envers cet atelier, son président, M. J.M. Browning, a fait observer qu'étant donnée la crise mondiale de l'énergie, la conférence arrivait en temps opportun. Il a ajouté que dans son concept, elle était unique en son genre...*

Des utilisateurs indépendants *et des associations représentant des centaines d'entreprises au Canada ont continué d'appuyer fermement la demande d'inter-connexion du réseau téléphonique urbain et public de commutation de Bell Canada présenté par les Télécommunications CNCP. Le Conseil de la Radiodiffusion et des Télécommunications Canadiennes a terminé une troisième semaine d'audience portant sur la demande en question. Selon plusieurs intervenants, les services de télécommunications ont atteint le stade où les entreprises dépendent d'eux pour la conduite quotidienne de leurs affaires. Pour eux, il serait désavantageux que le choix de services et d'installations continue d'être restreint aux seuls services offerts par Bell...*

La compagnie Trust Royal *annonce une hausse des taux d'intérêt versée sur les comptes d'épargne "vedette" ainsi que sur les comptes d'épargne du Trust Royal "60", à compter du premier avril prochain. Les nouveaux taux sont les suivants: compte d'épargne "vedette", 6.50% (auparavant 6%); compte d'épargne Trust Royal "60", 6.75% (auparavant 6.25%). Ce changement de taux fait suite à une augmentation du taux d'escompte accordé aux banques à charte, annoncé par la Banque du Canada...*

La compagnie Chrysler Canada Limitée *annonce une garantie de 3 ans contre la corrosion, s'appliquant à tous ses modèles de voitures de tourisme de 1978. Cette nouvelle garantie s'avère concurrentielle par rapport à tout autre garantie au sein de l'industrie, selon le vice-président à la commercialisation, M. J. Closs...*

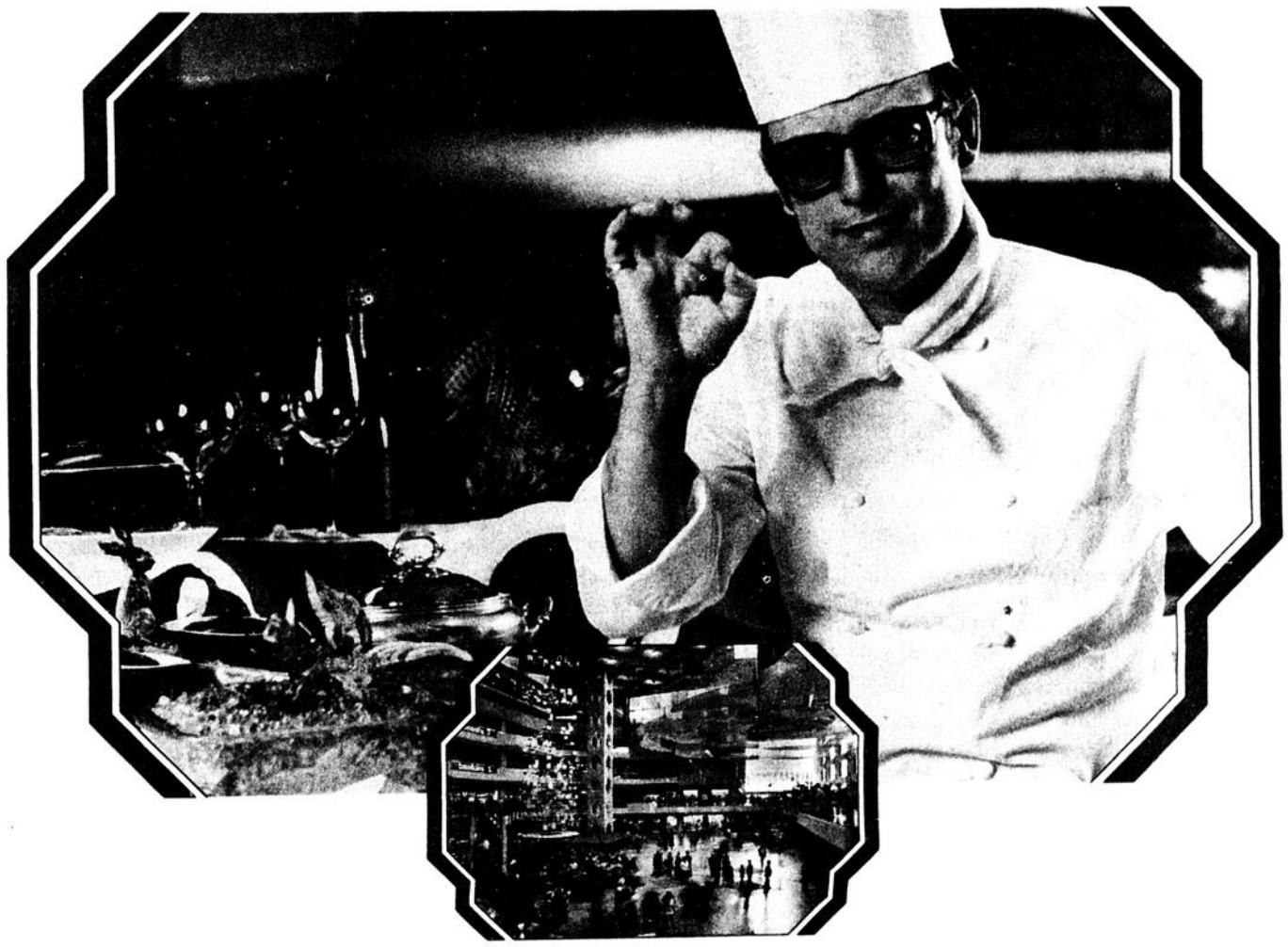
Sensible au manque d'information sur le secteur économique, *et devant le mystère qui semble entourer le monde de la finance et ses mécanismes, la Bourse de Montréal a — depuis un an — mis sur pied un programme d'information financière qui s'adresse au public en général. Une large part de ce programme a été consacrée à l'éducation économique de la génération montante. Ainsi, déjà, une brochure explique certains grands concepts économiques et le rôle de la Bourse. De plus, des visites qui dure environ une heure, ont été mises sur pied. Enfin, à l'intention du public adulte, la Bourse organise des dîners-causeries suivis de trois conférences données par des courtiers sur des sujets aussi variés que le mécanisme boursier, les dégrèvement fiscaux, les placements judicieux, les relations entre courtiers et investisseurs. Les prochains dîners-causeries se tiendront le 28 mars et le 4 avril prochain...*

Le ministère des Richesses naturelles *annonce la signature avec la société McAdam Mining d'une entente portant sur un programme d'exploration minière pour l'amiante dans la région de Chibougamau. Cette entente prévoit des dépenses totales de $180,000 jusqu'au 31 mars 1979, défrayés à parts égales par les signataires. La société McAdam Mining assume l'entière responsabilité de l'exécution des travaux. Cette entente s'inscrit dans le cadre*

Voir page 24: Domtar...

L'hôtel Méridien
du Complexe Desjardins

Voici le plus exigeant
de nos gourmets



Le Méridien,
un hôtel unique au monde
Unique à cause de son personnel qui a puisé dans l'expérience internationale du Méridien les petites attentions dont il sait vous entourer. Unique pour ce qu'il vous offre: 3 restaurants gastronomiques dont la Rôtisserie — Restaurant de France, des chambres spacieuses et luxueuses, une piscine intérieure avec vue sur le Mont-Royal, un sauna, des bars, une discothèque et la Boîte à Chansons. A votre prochain passage à Montréal, rendez-vous au Méridien.

Le Complexe Desjardins,
une place unique au monde.
Vous profiterez également d'un environnement incomparable: le Complexe Desjardins. Orgueil des Québécois, il est un point d'attraction unique qui étonne tant par ses 120 boutiques et son architecture, que par l'ambiance qui y règne.

A aucun autre endroit, vous ne serez autant comblé par un hôtel et son environnement.

HÔTEL MERIDIEN MONTRÉAL

LES HÔTELS D'AIR FRANCE DANS LE MONDE

On vous réserve une place unique au monde

Une approche éclectique s'impose pour

Interprétation des variations des "réserves". S'agissant du rôle que l'approche monétaire assigne aux "réserves" — circuit de retour, en quelque sorte, entre transactions extérieures et système monétaire intérieur — une certaine prudence est également de rigueur. Sur le plan international comme sur le plan national, la monnaie et le crédit son affectés par des attitudes et des habitudes qui ne sont pas immuables. Le financement des balances globales des paiements n'implique pas nécessairement un transfert de réserves internationales qui affecte les bases monétaires des pays considérés.

Le regroupement des créances, à des fins statistiques, sous la rubrique "réserves de change" a peut-être fini par faire oublier le large éventail de caractéristiques — variables dans le temps que dissimule cet en-tête. Les instruments financiers ainsi englobés diffèrent considérablement les uns des autres par l'échéance, le degré de négociabilité, le régime de propriété en vigueur dans le pays détenteur et l'organisme d'émission. Le système qu'applique le Fonds en matière de déclaration des réserves a soulevé, quant à la définition et à la portée des données requises, d'importants problèmes qui tenaient essentiellement aux différences et aux ambiguïtés que l'on peut relever dans les pratiques des divers pays pour ce qui est des créances extérieures détenues par l'Etat. Les pays font, entre les autorités monétaires, d'une part (ou les organes officiels qui agissent pour leur compte), et les autres organismes officiels, d'autre part, ainsi qu'entre les réserves liquides extérieures et les autres prêts ou investissements — même parmi les avoirs des autorités monétaires — des distinctions qui varient d'un pays à l'autre. En outre, les pays eux-mêmes modifient parfois à la longue leur mode d'action. Il est donc quelque peu risqué de supposer ou de conclure de façon trop péremptoire que la variation des réserves est à l'origine d'un certain type de comportement.

Il convient également de ne pas donner systématiquement au terme réserves le sens de "monnaie": en fait, ce qu'évoque ce dernier substantif dans la plupart des esprits ne constitue qu'une très petite partie des dizaines de milliards de dollars que l'on dénomme ordinairement "réserves de change". Les dépôts qui font partie de la masse monétaire (au sens étroit du terme) des pays émetteurs ne représentent qu'une infime fraction des réserves et ce ne sont pas non plus, et de très loin, les obligations quasi monétaires des banques du pays "émetteur" qui dominent dans la fraction restante. Dans les réserves en dollars E.U. détenues aux Etats-Unis mêmes, le volume des obligations du Trésor dépasse de beaucoup celui des autres composantes; mais un montant considérable des réserves officielles détenues en dollars représente d'ores et déjà des créances "émises" par des banques établies hors des Etats-Unis, principalement sous forme de dépôts à terme reposant uniquement sur des prêts — également libellés en dollars — consentis à des emprunteurs de pays tiers. Il en est de même, encore que dans une bien moindre mesure, des autres devises utilisées comme instruments de réserve. Si, de toute évidence, de nombreux liens existent (surtout en matière de taux d'intérêt) entre les marchés des euro-monnaies et le marché financier des pays dont la monnaie est visée, les changements intervenus dans la structure des placements sur l'euro-marché n'ont pas nécessairement eu pour autant, de façon automatique, sur la masse ou la base monétaire, les effets qui passent parfois pour des éléments du processus de transfert des réserves.

Ces observations s'appliquent, pour l'essentiel, aux implications de ce que l'on pourrait appeler "le règlement du passif" de la balance des paiements. On s'accorde généralement pour voir dans un tel règlement le privilège exclusif des pays dont la monnaie sert d'instrument de réserve. Toutefois, un phénomène intéressant s'est fait jour pendant les années 70: de nombreux autres pays ont eu de plus en plus tendance à procéder à ce "règlement du passif". Sous l'effet des pressions engendrées par la récession de 1974-75 et la hausse des prix du pétrole observée en 1974, l'importance relative des emprunts massifs lancés à l'étranger par les pouvoirs publics a, semble-t-il, beaucoup augmenté, permettant à de nombreux pays de différer ou d'éviter des ajustements de balance des paiements qui, autrement, se seraient avérés indispensables.

Dans le cas des pays dont la capacité d'endettement est reconnue, l'offre de réserves internationales semble être, pour le moment, assez élastique, grâce principalement au crédit que ces pays peuvent obtenir des banques commerciales internationales. Recourir aux emprunts officiels ou quasi officiels de préférence aux réserves pour régler des paiements extérieurs ou soutenir un taux de change donné, c'est risquer en général, du moins à court terme, de rompre ou d'altérer considérablement l'un des liens mécaniques que comporte le modèle type de la détermination de l'interrelation monnaie-balance des paiements. A cet égard, il n'est peut-être pas inutile de signaler que, depuis longtemps, les services du Fonds trouvent expédient, lorsqu'ils traitent de problèmes d'ordre opérationnel, d'attacher une très grande importance au concept de "réserves nettes" — c'est-à-dire de mesurer le volume des réserves, net des engagements officiels liés à ces réserves: les déboursements ou remboursements effectués au titre de ces engagements viennent donc diminuer ou augmenter les réserves.

Une conception plus souple des relations fonctionnelles ne peut lever toutes les ambiguïtés que le "règlement des engagements" tend à susciter dans un modèle monétaire strict. Quelles sont les formes d'emprunt officiel ou quasi officiel (ou simplement d'origine officielle) qu'il convient, dans l'analyse, de classer comme "liées aux réserves" ou "compensatoires" et quelles sont celles qui constituent des mouvements ordinaires de capitaux ? La réponse à cette question est encore en grande partie une affaire d'opinion: les statistiques de bilan peuvent aider à former cette opinion, mais non la fonder entièrement.

Hypothèses relatives à la substitution des produits, à la mobilité du capital et au plein emploi. L'application de certaines conjectures risque, ne l'oublions pas, d'amener à perdre de vue la réalité. Il ne faut pas, en particulier lorsqu'on interprète des statistiques appliquées, qu'un désir trop vif de vérifier empiriquement une hypothèse fascinante émousse l'esprit critique. Dans les diverses applications de l'approche monétaire, on s'expose à ce danger lorsqu'on présume notamment que les produits peuvent se substituer les uns aux autres sur les marchés mondiaux, que les capitaux sont mobiles sur le plan international et que les conditions du plein emploi existent effectivement.

Présumer, par exemple, que la

FRANC PARLER

Sur le logement provisoire des ouvriers affectés aux projets de construction

par
Ken Clarke

Vice Président,
Canadian Bechtel Limited
et Directeur du site du
projet Syncrude Canada

Pour les ouvriers de l'industrie de la construction, le "chez soi" est souvent l'endroit où l'on dépose son casque de sécurité. Si l'on n'y trouve pas les conditions désirées de confort, il en résulte un mauvais moral et, de ce fait, un rendement moindre et les changements de personnel vont en augmentant. Aujourd'hui, le succès d'un projet dépend en grande partie de la qualité du logement des ouvriers et de leurs conditions satisfaisantes d'existence.

Il ne suffit pas seulement de fournir quatre murs, un toit et un lit, mais il faut soigneusement organiser des programmes de loisirs: imaginez les conséquences sociologiques qui surviendraient si des milliers d'ouvriers à la fin d'une dure journée de travail restaient livrés à eux-mêmes. C'est la raison pour laquelle les installations provisoires du projet Syncrude Canada, où vivent quelques 7.000 hommes et 300 femmes pendant les périodes les plus actives, comptent cinq centres récréatifs où l'on peut pratiquer des jeux, tels que: le billard, les cartes, les dards, ou simplement regarder la télévision. Ces centres comprennent aussi des gymnases et même un théâtre-club où jouent des comédiens venus de tous les coins d'Amérique du Nord. La participation aux sports d'équipe tels que le hockey, le basketball et le baseball est fortement encouragée. Des programmes éducatifs sont également à la disposition de ceux qui préfèrent des distractions plus intellectuelles.

La nourriture, l'un des éléments les plus importants sur un chantier, doit être plus que satisfaisante, elle doit être excellente. Les ouvriers du projet Syncrude consomment quotidiennement 1500 douzaines d'oeufs, 3000 pintes de lait et 11.800 livres de viande. Des chefs formés dans les plus grands hôtels du monde assurent la qualité de la nourriture consommée sur le site.

En plus du gîte et du couvert et des loisirs, il faut également assurer les autres services nécessaires au bon fonctionnement d'une communauté, aussi provisoire soit-elle. Par exemple, à l'électricité, au carburant, au système d'aqueducs et aux services sanitaires s'ajoutent les services de sécurité et de protection contre les incendies ainsi qu'un service complet de soins médicaux. Un système postal complet, aussi bien pour le courrier d'affaires que privé, est absolument nécessaire.

Somme toute, le directeur d'un site de cette envergure est en quelque sorte le maire d'une communauté autonome. De son talent de diplomate et de son habileté d'administrateur dépendra probablement tout le succès du projet.

BECHTEL CANADA

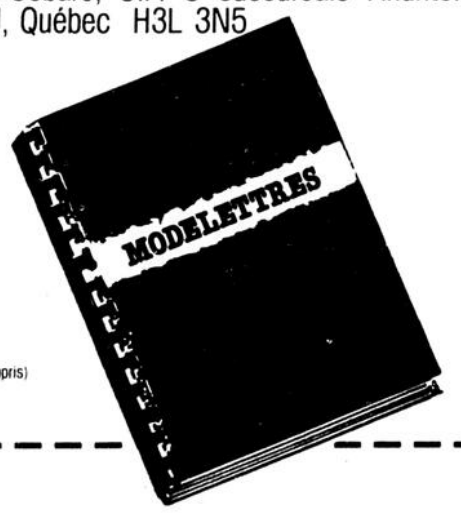
Les bâtisseurs de l'industrie

Montréal Toronto Edmonton Vancouver

Découvrez et appréciez les étonnantes possibilités de

MODELETTRES

Une quantité de modèles de lettres "toutes circonstances" que vous pouvez simplement recopier, ou bien encore utiliser après les avoir légèrement modifés, adaptés ou personnalisés, selon vos besoins.
Pour vos collaborateurs — et peut-être pour vous-même — prenez cette assurance
CORRESPONDANCE SANS DOULEURS,
en retournant le bon ci-dessous — accompagné de votre règlement — à:
Editions Cobaro, C.P. 5 succursale Ahuntsic, Montréal, Québec H3L 3N5



PRIX
$6.90
(frais de port compris)

Nom (en lettres capitales). . . . . .
Adresse. . . . . .
. . . . . Code postal . . . . . .
. désire commander. . . . . exemplaire(s) à $6.90 le volume.
règlement joint $. . . . . par chèque ☐ mandat ☐
Signature. . . . . .
Informations pour commandes groupées écrire à: Editions Cobaro, Montréal.

l'ajustement de la balance des paiements

substitution des produits provenant de divers pays est extrêmement élastique — dans le cas de tous les produits, ou seulement dans celui des "produits commercialisés" (limitation qui est un premier effort de réalisme) — c'est, de toute évidence, partir d'une thèse qui est trop utopique pour étayer la doctrine d'un prix mondial unique et les conclusions par trop générales qui en découlent en ce qui concerne les relations inhérentes à la balance globale des paiements.

S'agissant des mouvements de capitaux, des hypothèses de totale mobilité ou immobilité peuvent être un instrument utile, pour définir leur ampleur, mais ne sont pas d'un grand secours dans la recherche de la vérité, qui, de toute évidence, suppose un degré imparfait de mobilité, très éloigné de ces deux extrêmes. En outre, ce degré de mobilité semble avoir varié de façon spectaculaire au cours des deux dernières décennies; qui ont vu progresser l'intégration des marchés financiers mondiaux.

L'approche monétaire nous a bel et bien permis d'éviter, dans l'analyse de la balance des paiements, d'appliquer à mauvais escient l'une des hypothèses clés du modèle keynésien, contenue de façon explicite ou implicite dans la plupart des théories avancées au cours des douze premières années de l'après-guerre. Bon nombre des tenants de l'approche keynésienne ont été longs à comprendre que le temps et les circonstances avaient sapé la validité pratique au jour de leurs hypothèses quant à l'ampleur et à la disponibilité potentielle des ressources économiques non employées ou sous-utilisées. S'il va de soi que la production réelle et l'emploi sont beaucoup plus sensibles à une action des pouvoirs publics ou à d'autres facteurs relativement exogènes que ne le donne à penser un modèle "purement" monétaire, il est non moins évident que les prix et les salaires sont aujourd'hui beaucoup plus variables.

Dans quelle mesure peut-on recourir à des politiques de "stérilisation" plus symétriques?

Il est un point sur lequel les ouvrages qui traitent de l'approche monétaire sont exagérément défaitistes — lorsqu'ils donnent à penser que les petits pays, et en particulier ceux que l'on qualifie de "pays en développement" ne sont pas, en fait, maîtres de leur destin monétaire. Cette thèse, qui n'est pas dénuée d'un certain fondement, est née du fait que la relation entre la balance des paiements et la base monétaire d'un pays est associée de façon assez élémentaire et nécessaire à des hypothèses concernant les prix, les décalages dans le temps et les taux de change qui sont trop rigides.

En la pratique, la manière dont les autorités monétaires d'un pays s'efforcent de neutraliser l'incidence des déséquilibres des paiements extérieurs tend à être asymétrique. Dans les pays en développement, l'inflation est (dans une proportion plus grande que dans les pays industrialisés) attribuable à une sorte d'effet de cliquet qui résulte de réactions inégales à des variations de la composante devises de la base monétaire. Pour assurer la continuité de l'expansion monétaire lorsque la balance des paiements est faible, les autorités sont le plus souvent disposées à recourir à la création de crédit intérieur — bien que ce procédé soit en général peu indiqué. Cependant, les effets expansionnistes des excédents de balance des paiements sur la base monétaire intérieure sont rarement freinés par une politique de restriction monétaire, d'où ce phénomène d'inflation persistante, que nous connaissons trop bien, ponctué, çà et là, de crises de balance des paiements.

Lorsque survient une telle crise, le Fonds aide souvent le pays concerné à rétablir chez lui l'ordre et les conditions propices au progrès. Toutefois, il ne peut guère, pour la suite des opérations user que de "pression morale" à la faveur des consultations annuelles. Pourtant, la gravité des problèmes d'inflation intérieure, et la fréquence de leur apparition, pourraient être sensiblement réduites si l'on pouvait contenir la trop forte expansion du crédit lorsque la balance des paiements est excédentaire. Il faudrait, pour cela que l'on cesse de considérer comme un postulat l'hypothèse couramment admise selon laquelle la neutralisation des gains de réserves de change est une technique réservée aux Etats-Unis, et peut-être aussi à un très petit nombre d'autres grands pays industriels. Il faudrait déployer des efforts délibérés et pertinents pour contenir la création de crédit au moment précis où (en raison de bonnes recettes d'exportation) le comportement des sociétés privées et du grand public est le plus influencé par la fermeté et l'esprit d'indépendance qu'engendre la prospérité. Comme l'opposition à une limitation du crédit de la banque centrale ou à la majoration du coefficient de réserve obligatoire est alors très forte, il y conviendrait peut-être de faire, pour éduquer et persuader les agents économiques, un effort massif qui viendrait soutenir des mesures de neutralisation.

Le défaitisme que suscitent généralement les efforts de stérilisation déployés tant par les petits pays que par certains autres, plus grands, tient en partie à une mauvaise interprétation de cas dans lesquels ces efforts n'ont pas été accompagnés de mesures destinées à instituer ou maintenir un taux de change réaliste. C'est ainsi, par exemple, que la République fédérale d'Allemagne s'est efforcée d'isoler son système monétaire intérieur de toute incidence nuisible de la balance des paiements vers la fin des années 60 et au début des années 70, alors que le taux de change du deutsche mark était fortement sous-évalué. De même, les efforts déployés plus récemment par d'autres pays industriels pour éviter — en procédant à d'importants emprunts officiels et quasi officiels — que le déficit de leur balance des paiements ait une incidence sur la situation intérieure ont été, en fin

Voir page 31: Une approche...

Vous avez raison, Dan Siminiuh, des millions d'emplois au Canada dépendent de l'exportation. Et c'est le rôle de la SEE de financer et d'assurer les ventes à l'étranger qui favorisent la création d'emplois au pays.

Peut-être travaillez-vous pour une compagnie qui ne fait pas directement de l'exportation. Mais il est plus que probable que certains produits ou services de votre compagnie soient utilisés par d'autres qui, elles, vendent à l'étranger.

A la SEE, nous finançons les ventes destinées à l'exportation. Nous pouvons aussi les assurer. Nous pouvons même garantir les investissements canadiens à l'étranger. L'an dernier; l'appui financier accordé par la SEE aux exportateurs s'est élevé à $2,6 milliards; ce qui a protégé ou créé des emplois pour au moins 200 000 Canadiens, partout au pays.

La SEE est une entreprise à but lucratif du gouvernement fédéral. Elle est, par conséquent, financièrement autonome.

Par l'intermédiaire de nos bureaux à Ottawa, Toronto, Vancouver, Montréal et Halifax,* nous apportons quotidiennement un appui financier aux exportateurs canadiens. Cela représente des emplois supplémentaires pour les années à venir.

Pour savoir comment la SEE aide les exportateurs et les investisseurs canadiens, ou comment elle protège des emplois existants ou en favorise la création, il vous suffit de communiquer avec le Bureau régional de l'Est, Société pour l'expansion des exportations, C.P. 124, Succursale postale "Tour de la Bourse", Montréal, Qué. H4Z 1C3. Tél.: (514) 878-1881. Télex: 05-25618. *Halifax: ouverture en avril.

Société pour l'expansion des exportations

Les marchés mondiaux à la portée des Canadiens.

L'Assurance-Vie Desjardins a connu une année record

Le volume d'assurance en vigueur de l'Assurance-Vie Desjardins a fait un bond spectaculaire de 33%, au cours de la seule année 1977, ce qui a porté son portefeuille d'assurance à plus de dix milliards de dollars.

C'est notamment ce qui ressort du 29e rapport annuel de cette entreprise d'assurance-vie, fondée par les caisses populaires en 1949. L'Assurance-Vie Desjardins se maintient ainsi au premier rang quant à son volume d'assurance-vie en vigueur au Québec, et se retrouve dans le groupe des 50 plus importantes entreprises d'assurances-vie en Amérique du Nord.

Les chiffres du rapport annuel de l'Assurance-Vie Desjardins sont révélateurs: un portefeuille d'assurance de $10,309,394,464 après une augmentation de $2,575,567,642 un actif de $261,416,060, des revenus de $145,552,000 dont des sommes totalisant $66,423,000 ont été versées aux assurés, pour un rendement net de l'actif de 9,06%, comparativement 8,92% au cours de l'année précédente.

L'un des faits saillants les plus notables, au sujet de l'actif, est une augmentation de $55,000,000 au cours du seul exercice de 1977, soit l'équivalent de l'actif accumulé au cours des vingt premières années d'existence de l'entreprise.

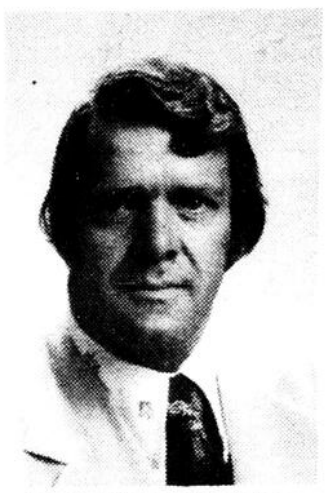
Dans son message annuel, le président de l'Assurance-Vie Desjardins, Monsieur Oscar Mercure, a décrit cette performance comme exceptionnelle.

Monsieur Mercure a rappelé par ailleurs que l'Assurance-Vie Desjardins, en collaboration avec la Sauvegarde, s'est dotée d'un nouveau moyen pour jouer encore mieux le rôle que lui ont dévolu ses fondateurs, à savoir rendre l'assurance-vie facilement accessible à la masse des petits épargnants: c'est l'Assurance Populaire Desjardins, une ingénieuse façon de permettre aux membres des caisses populaires de s'assurer eux-mêmes.

Cette formule a donc un avantage social, puisqu'elle permet à tout un groupe de gens traditonnellement laissés pour compte dans le domaine de l'assurance-vie de se prévaloir maintenant d'une protection adéquate.

Enfin, le président de l'Assurance-Vie Desjardins a annoncé la nomination d'un nouveau directeur général, Monsieur René Massicotte. Auparavant Monsieur Mercure cumulait les deux fonctions.

DÉMÉNAGEMENT JORON LTÉE



Jean-Marc Carrier

Ghislain Gauthier

Le président-directeur général de Déménagements Joron Ltée, M. Pierre Joron, a le plaisir d'annoncer les nominations suivantes:

M. Jean-Marc Carrier, au poste de directeur et coordonnateur du service des ventes.

M. Ghislain Gauthier, au poste de directeur du service à la clientèle et de l'administration.

M. Carrier bénéficie d'une expérience de plus de quinze ans dans le domaine de la vente et du transport.

M. Gauthier possède une riche expérience revenant à Déménagements Joron Ltée où il fut responsable de cette section durant sept ans, de 1969 à 1975 inclusivement. MM. Carrier et Gauthier seront à votre entière disposition pour discuter de vos problèmes de déménagement, entreposage, emballage, au Canada et aux Etats-Unis, ainsi que expédition outre-mer, par avion ou bateau.

Alcan Aluminium Limitée

S'adressant aux actionnaires réunis à l'occasion de la cinquantième assemblée générale annuelle de l'Alcan Aluminium Limitée tenue à Montréal, M. Mathanael Y. Davis, président du conseil d'administration, a annoncé que la compagnie devrait connaître une amélioration de ses résultats au premier trimestre de l'exercice. Ces résultats seront publiés au cours de la dernière quinzaine d'avril.

Compte tenu des résultats atteints en janvier et de la dernière estimation du niveau des ventes probables de la compagnie, "nous avons de bonnes raisons de croire que le chiffre d'affaires et les bénéfices du premier trimestre de 1978 seront plus élevés que ceux du trimestre correspondant de 1977," a affirmé M. Davis.

Le président du conseil d'administration d'Alcan a mentionné que l'industrie de l'aluminium devrait poursuivre sa croissance au cours des dix prochaines années. "Nous sommes convaincus que notre industrie connaîtra encore de belles années de croissance, mais nous pensons aussi que le rythme de cette expansion ne sera pas aussi soutenu que par le passé," a affirmé M. Davis, qui prévoit que la consommation de l'aluminium de première fusion connaîtra en moyenne, pour les dix prochaines années, une croissance annuelle de 5 pour cent, au lieu du taux composé de 8 pour cent qu'elle a affiché au cours du dernier demi-siècle.

M. Davis a fait observer que trois grandes raisons expliquaient qu'il prévoyait pour l'avenir un taux de croissance de l'aluminium de première fusion moins élevé que par le passé. Premièrement, la croissance économique des grandes puissances industrielles sera plus lente. Deuxièmement, l'économie des pays en voie de développement pourrait bien, à court terme, ne pas se redresser rapidement. Troisièmement, les progrès accomplis dans le recyclage de l'aluminium devraient avoir des répercussions sur la demande de métal de première fusion.

Bell Canada

AVIS DU 27e DIVIDENDE

Un dividende trimestriel de quatre-vingt-quatre cents par action privilégiée, classe B, série B, a été déclaré et sera payable le 15 mai 1978 aux détenteurs desdites actions privilégiées enregistrés aux livres de la compagnie à la fermeture des bureaux le 14 avril 1978.

Le secrétaire, J. T. MOORE,
Montréal, le 22 mars 1978

Div. Notice No. 27PBC(F)
1 col. x 25 lignes
ATL

Bell Canada

AVIS DU 14e DIVIDENDE

Un dividende trimestriel de un dollar et six cents par action privilégiée, classe C, série D, a été déclaré et sera payable le 1er juin 1978 aux détenteurs desdites actions privilégiées enregistrés aux livres de la compagnie à la fermeture des bureaux le 1er mai 1978.

Montréal, le 22 mars 1978
Le secrétaire, J. T. MOORE,

NOMINATIONS CHEZ STEINBERG INC.

Rosaire Beauregard

Marvin Biltis

Guy Dulude

Rodrigue Gagnon

François Jolicoeur

Jean-Claude Lelièvre

Jean-Roch Vachon

M. Jack Levine, vice-président exécutif, détail, de Steinberg Inc., annonce la promotion de sept cadres de la division au poste nouvellement créé de vice-président. Il s'agit de:

M. Rosaire Beauregard qui devient vice-président, exploitation de division. A ce titre, M. Beauregard est responsable de l'administration générale de 40 magasins d'alimentation et des services généraux des 143 magasins Steinberg de la division du Québec;

M. Marvin Biltis qui devient vice-président, marketing, et de qui relèvent les services des achats ainsi que les services de la publicité et des relations avec la clientèle pour la division du Québec;

M. Guy Dulude qui devient vice-président, exploitation de division. Outre l'administration générale de 30 magasins Steinberg, M. Dulude est aussi responsable du service d'assainissement de tous les magasins Steinberg de la division du Québec ainsi que des services de la prévention des accidents et de la sécurité;

M. Rodrigue Gagnon qui devient vice-président, ressources humaines. Comme tel, M. Gagnon est responsable de la gestion générale de toute la division du Québec en ce qui a trait au personnel ainsi que des services de formation et de relations du travail;

M. François Jolicoeur qui devient vice-président, distribution. M. Jolicoeur est responsable de la gestion des cinq centres de distribution de la division du Québec, des centres de récupération et de coupes primaires de boeuf, des services de la régulation, du réseau d'approvisionnement et du transport;

M. Jean-Claude Lelièvre qui devient vice-président et directeur général de la division Québec-Nord nouvellement créée. M. Lelièvre est responsable de l'administration et de l'exploitation de 25 magasins d'alimentation situés dans les régions de Québec, de la Mauricie, du Saguenay-Lac Saint-Jean et de la Côte-Nord. Les bureaux de la division Québec-Nord son situés au 1297 ouest, boulevard Charest, Québec;

M. Jean-Roch Vachon qui devient vice-président, exploitation de division. A ce titre, M. Vachon est responsable de l'administration générale de 42 magasins Steinberg de même que des services de génie industriel et de l'entretien des magasins de toute la division.

Ces nominations, tout en constituant un témoignage de reconnaissance envers des personnes qui, au cours des dernières années, ont apporté une contribution des plus précieuses à l'expansion de la division du Québec, sont le résultat du programme de perfectionnement des cadres, institué il y a quelques années.

Au Québec

Le MEER suscite la création de plus de 70,000 emplois grâce à son programme d'aide directe à l'industrie

Suite de la page 13

développement agricole (ARDA).

Au 31 mars 1977, le programme de la LSDR en Ontario s'était traduit par l'acceptation d'un nombre net de 277 offres de subventions devant amener la création de 10,602 nouveaux emplois. Au 31 mars 1977, le total des engagements du MEER aux termes de la LSDR s'établissait à $66,562,108. Les investissements de capitaux devraient, pour leur part, se chiffrer à $377,771,944.

L'entente ARDA IV a été en vigueur du 7 août 1975 au 31 mars 1977. Cependant, les travaux approuvés avant cette date peuvent se poursuivre jusqu'au 31 décembre 1978. Au cours de l'exercice financier, le MEER a déboursé $7,607,000 en vertu de l'entente ARDA, et à la fin de celui-ci, on envisageait la possibilité de prolonger le programme de deux ans.

Les dépenses aux termes des programmes du MEER en Ontario depuis 1969 se chiffrent à environ $160,316,000; en 1976-1977, elles ont été de $25,395,000.

Région de l'Ouest

Les dépenses du MEER dans la région de l'Ouest ont légèrement augmenté au cours de l'exercice financier 1976-1977, passant à $108,600,000, comparativement à $101,500,000 l'an dernier. Les provinces du Manitoba ($36,838,000), de la Saskatchewan ($43,553,000), de l'Alberta ($16,325,000) et de la Colombie-Britannique ($8,783,000) constituent pour le ministère la région de l'Ouest.

Environ $33,000,000 ont été consacré aux ententes auxiliaires conclues aux termes des ECD, plus de $16,500,000 aux subventions à l'industrie (LSDR) et le reste à d'autres programmes, notamment aux activités entreprises aux termes de la *Loi sur l'aménagement rural et le développement agricole* (ARDA) et la *Loi sur le rétablissement agricole des Prairies* (ARAP).

Le MEER a signé au cours de l'exercice financier cinq ententes auxiliaires et des modifications importantes, ce qui porte à 19 le total pour la région de l'Ouest. Les nouvelles ententes auxiliaires ont trait à l'exploitation houillère et au développement des transports en Colombie-Britannique, au développement des terres septentrionales du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, et aux transports dans le nord de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

Les activités du ministère s'étendent à trois vastes secteurs de programmes dans la région de l'Ouest, soit les terres septentrionales, les régions rurales et le développement industriel.

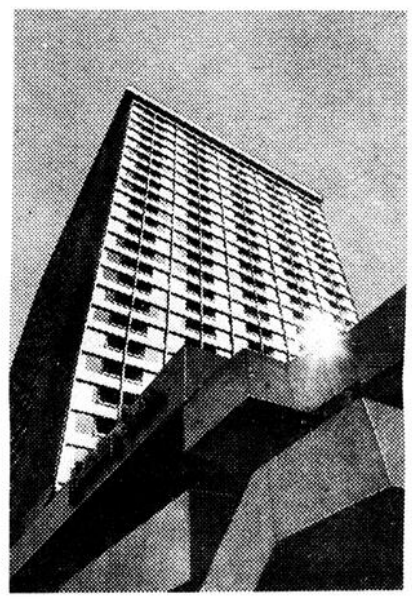
Ce numéro du Journal des Affaires a été tiré à

38,618

exemplaires

Nous recevons beaucoup de gens d'affaires. Donc nous leur réservons des étages entiers où ils peuvent travailler tranquilles, dans des chambres modernes et spacieuses, loin des congressistes et des vacanciers tapageurs.

À Toronto, au Holiday Inn du centre-ville, certains étages sont réservés aux gens d'affaires. Exclusivement.



Le 'Holiday Inn Toronto-Downtown' est le plus grand Holiday Inn au monde. Il est situé au coeur du centre commercial de Toronto.

Chez nous, c'est autre chose! Par exemple, nous réservons des étages entiers aux gens d'affaires. Et c'est très apprécié.

Il y a aussi les raffinements: la chambre, plus grande, avec lit double extra-long. Un pupitre, une table et deux fauteuils pour faciliter votre travail. Sans oublier le balcon, et le journal du matin gratuit à la porte.

Après le travail, les loisirs. La bonne cuisine du restaurant pivotant. Le bar-salon accueillant. La discothèque. Les piscines intérieure et extérieure. Et durant tout votre séjour, le stationnement intérieur gratuit.

Alors la prochaine fois que vous venez à Toronto, venez donc chez nous. Nous prendrons bien soin de vous.

Nous sommes à côté de l'Hôtel de ville, à deux pas d'Osgoode Hall, à cinq minutes du secteur financier, des gratte-ciel et des grands magasins.

Le pied-à-terre des gens d'affaires.

Holiday Inn®
TORONTO-DOWNTOWN

89 rue Chestnut, Toronto, Ontario M5G 1R1 (416) 367-0707

Afin d'utiliser notre service de réservations Holidex® gratuit qui vous garantit le tarif de chambre dans n'importe quel Holiday Inn, appelez le Holiday Inn ou le bureau de réservations le plus près de chez vous.

Compte tenu de la conjoncture internationale:

La Stelco publie des résultats satisfaisants

Alors que cette année encore la sidérurgie mondiale a connu de grosses difficultés à écouler ses produits, avec la concurrence vive que cela implique, la sidérurgie canadienne a maintenu au cours de l'année un niveau d'exploitation beaucoup plus satisfaisant.

Ce bilan positif ressort du rapport annuel de la Stelco, que son président du conseil, M. J.P. Gordon a récemment rendu public.

Pour M. Gordon cette situation favorable résulte de l'essor de l'industrie automobile dont "l'efficacité et la compétitivité ont permis à l'industrie sidérurgique de résister à la pénétration du marché canadien par les producteurs d'outre-mer, ainsi que la faible dépendance des expéditions canadiennes sur les marchés d'exportation.

Mais il n'est quand même pas question de se laisser gagner par l'euphorie. L'industrie sidérurgique canadienne n'est pas à l'abri des caprices de l'économie mondiale. En effet, rappel M. Gordon, une compagnie a déclaré faillite en 1977, alors que deux autres ont enregistré des déficits d'exploitation. De plus, "les profits de la Stelco en 1977 n'ont pas atteint la marge que la compagnie estime nécessaire à la bonne marche de l'entreprise et au rendement satisfaisant de l'investissement".

Le revenu net consolidé de la Stelco pour le dernier exercice s'élève à $90.2 millions, soit une légère baisse par rapport aux $90.6 millions de 1976. "Ce chiffre est une fois de plus loin du record de $110.9 millions établi en 1974", de rappeler M. J.D. Allan — président de la compagnie —. Les gains distribués aux détenteurs d'actions convertibles sont tombés de $3.67 par action en 1976 à $3.36 après la déduction du revenu net de $7.3 millions de dividendes prescrits sur les actions privilégiées émises en mai 1977. Les rapports du revenu net aux ventes nettes, à l'investissement total moyen et à l'avoir total moyen des actionnaires ont baissé respectivement à 6.2%, 5.2% et 9.3% contre 6.7%, 6.0% et 11% en 1976.

En plus de l'escalade des coûts de l'emploi, de l'énergie, des matières premières, de presque tous les biens et services, et de l'impossibilité de majorer valablement les prix des produits, M. Allan cite trois facteurs qui ont eu une influence néfaste sur le revenu de la compagnie.

- Les intérêts des emprunts indispensables au financement du fonds de roulement.

- Les conflits de travail dans les mines de charbon et de minerai de fer aux États-Unis qui ont provoqué une poussée des coûts de l'exploitation minière.

- La dépréciation du dollar canadien, qui tout en stimulant les exportations, n'a pas réussi à contrebalancer totalement la hausse des coûts d'importations de matières premières et de fournitures.

Les économistes ne prévoient qu'une amélioration très légère du marché pour 1978. Les plus récentes prévisions indiquent une augmentation approximative de 5.5% de la consommation mondiale d'acier. Après 1978, M. Peter Gordon prévoit une reprise dans le secteur de la construction, et précise: "Nous devrons consacrer tous nos efforts à l'exploitation de gisements de charbon, d'huile lourde, de sables bitumineux, de pétrole et de gaz dans les régions limitrophes, et à construire des centrales nucléaires. L'exploitation future de ces sources d'énergie nécessitera donc une production accrue d'acier au Canada. Nous nous proposons d'être prêts à répondre à cette demande, et poursuivons les travaux de construction du complexe au lac Érié. Cependant, nous savons que nous aurons à affronter une vive concurrence de la part des producteurs d'outre-mer, dont beaucoup appartiennent à des gouvernements étrangers ou reçoivent d'eux des subventions importantes."

Cette annonce ne doit pas être considérée comme une offre au public des titres mentionnés ci-dessous. Une telle offre sera faite par voie de prospectus seulement dans les provinces où une commission de valeurs mobilières, ou autre organisme similaire, aura accepté le dépôt dudit prospectus.

Nouvelle émission

$75,000,000

Immeubles Niagara du Canada Limitée

Billets garantis 9½% série H

Garantis sans condition quant au capital et aux intérêts par IAC Limitée.

A être datés du 12 avril 1978 **Échéant le 2 mai 1983**

Prix: 100

Des copies du prospectus peuvent être obtenues des soussignés et de tout autre courtier pouvant légalement offrir ces titres dans cette province.

Greenshields Incorporée		**Wood Gundy Limitée**
A.E. Ames & Cie Limitée	**Dominion Securities Limitée**	**Nesbitt Thomson Valeurs Limitée**
Pitfield Mackay Ross Limitée	**Burns Fry Limitée**	**Richardson Securities of Canada**
McLeod Young Weir Limitée	**Merrill Lynch, Royal Securities Limitée**	**Lévesque, Beaubien Inc.**
Midland Doherty Limitée	**Walwyn Stodgell Cochran Murray Limitée**	**Geoffrion, Robert & Gélinas Ltée.**
Morgan Stanley Canada Ltée	**Pemberton Securities Limited**	**Houston Willoughby Limited**
Odlum Brown & T.B. Read Ltd.	**Mead & Cie Limitée**	**Casgrain & Compagnie Limitée**
René T. Leclerc Incorporée	**Gendron, Norris, Osler**	**Bell, Gouinlock & Compagnie, Limitée**
F. H. Deacon, Hodgson Inc.	**Equitable Securities Limited**	**Moss, Lawson & Co. Limited**
Tassé & Associés Limitée	**Molson, Rousseau & Cie Limitée**	**Yorkton Securities Inc.**
Scotia Bond Company Limited		**Maison Placements Canada Inc.**

Domtar...

Suite de la page 19

du Plan quinquennal du ministère des Richesse naturelles du Québec en vue de promouvoir l'exploration minière dans le Nord-Ouest québécois...

Les raffineries canadiennes *ont produit 60,879,000 barils de produits pétroliers raffinés en décembre, soit une augmentation de 4,5% par rapport à une production de 58,253,000 barils en décembre 1976. Les ventes nettes de tous les produits pétroliers raffinés au cours de ce mois ont totalisé 58,784,000 barils et accusent ainsi une baise de 5.2% en les comparant aux 62,014,000 barils vendus en décembre 1976...*

L'association des mines d'amiante du Québec

M. M.J. Messel

M. M.J. Messel, président de la compagnie Lake Asbestos de Black Lake, Québec, a été élu président de l'Association des mines d'amiante du Québec pour un deuxième mandat consécutif lors de l'assemblée annuelle de l'Association.

Les autres membres de la direction de l'Association sont le vice-président, M. Marcel Dorais, président des Mines Bell de Thetford-Mines, le trésorier, M. A.W. King, contrôleur des Mines Carey-Canadienne d'East Broughton, Québec, et le secrétaire et vice-président exécutif, M. Paul A. Filteau.

Les autres administrateurs sont M. M. Prus, président et directeur général des Mines Carey-Canadienne d'East Broughton et M. J.M.R. Hutcheson, président du conseil d'administration de la compagnie Canadian Johns-Manville, et directeur général de la division et la fibre d'amiante à Asbestos, Québec.

Les marchés financiers

INDUSTRIELLES MAJEURES

A et B

Divid.	val.	Vol.	haut	bas	clôt.	diff.	1978 haut	1978 bas
Abitibi		26585	$12 3/8	12 1/8	12 3/8	+ 1/8	12 3/8	10 1/4
Agra a		400	$5 5/8	5 5/8	5 5/8		5 5/8	5 5/8
Alta Gas T		11165	$14 7/8	14 5/8	14 5/8	— 1/8	16	14 1/2
Aican		12171	$28 3/8	27 5/8	28		28 3/4	24 1/8
Algoma St		2194	$18 1/8	17 3/4	17 7/8	— 1/8	18 3/8	14 1/8
Alg a		200	$25 1/2	25 1/2	25 1/2	— 1/4	26 1/4	25 1/2
Almin 2p		300	$38	38	38		38 1/8	38
Aquitaine		4604	$15 1/2	15 1/4	15 1/4	— 1/4	17 3/8	15
Asbestos		976	$36	35 1/4	36	—2	41	35 1/4
Ashland		20200	$16 3/4	16 1/2	16 1/2	— 7/8	17 3/4	16 1/8
Astral		600	130	120	120	+5	130	115
Atco a		550	$13 5/8	13 5/8	13 5/8	+1	13 5/8	12
Banister		100	$10 1/4	10 1/4	10 1/4	— 1/8	11 5/8	9 7/8
Bank Mtl		36646	$19 1/4	18 1/2	18 3/4	— 1/8	19 1/4	17 3/8
Bank NS		3724	$19 5/8	19 1/4	19 3/8	— 1/8	20 1/4	18 1/2
Banq CN		35653	$15 1/4	14 7/8	14 7/8	— 1/4	15 1/4	14 1/2
Bq Epargne		3129	$17 1/2	17 1/2	17 1/2		19	17 1/2
BEM r		40040	71	60	71	+1	92	60
Banque Pro		16054	$13 7/8	13 5/8	13 3/4		13 7/8	12 7/8
Bell Canad		14624	$54 1/2	53 3/4	54	— 1/4	55 3/8	52
Bell C pr		1445	$29 3/4	29 1/2	29 5/8	— 1/8	30 1/8	29 3/8
Bell E pr		900	$29	29	29	— 1/4	30	28 3/4
Bell F pr		3700	$22 1/2	22 3/8	22 3/8	— 1/8	23	21 3/4
BM RT u		13995	$15 3/8	14 7/8	15 3/8	+ 1/2	15 3/8	14 5/8
BM RT w		2354	227	220	260	+45	227	214
Bomb Mlw		1159	$5 1/2	5	5 1/2	+ 1/4	6 1/4	5
BP Can		3160	$15	14 7/8	14 7/8	+ 3/8	17 3/8	14 1/4
Brcan a		50060	$16 3/4	15 3/8	16 3/4	+1 1/4	16 3/4	14 1/8
BCFP		300	$24	24	24		24	20 1/4
BC Phone		1210	$15	14 3/4	14 7/8		15 1/8	14 3/8

C et D

Divid.	val.	Vol.	haut	bas	clôt.	diff.	1978 haut	1978 bas
CAE A		247	$12 1/4	12 1/4	12 1/4	+ 1/8	12 1/4	11 1/2
Cadi Fvw		1800	$12	11 5/8	12	+ 7/8	12	9 1/2
Cal P a		1699	$37	37	37	+ 1/2	37 1/4	34 3/8
Cal P71-2		50	$100 1/4	100 1/4	100 1/4	+1 1/4	100 1/4	99
CCemL a		2963	$9 7/8	9 5/8	9 5/8	— 1/8	9 7/8	9
CCemL c		375	$15 3/4	15 1/2	15 3/4	+ 1/2	16 1/2	15 1/8
Can Devlp		302	$105	105	105		106 5/8	103 3/4
C Pack c		1100	$20 1/4	20	20 1/4	+ 1/2	20 1/4	18 3/4
Can Perm		645	$17 3/4	17 3/4	17 3/4	— 1/4	18 3/4	17 1/4
CSouth		375	$36	36	36	—1	41 1/4	36
CTrst a		530	$26 5/8	26 1/2	26 5/8	+ 3/8	29	26 1/8
CTrst c		100	$21 1/8	21 1/8	21 1/8	— 1/8	22 1/2	21
Cdn Cabl a		200	$13 3/4	13 3/4	13 3/4	+ 5/8	13 3/4	13
C Hydro		400	$9 5/8	9 5/8	9 5/8	+ 1/4	10 3/4	9 1/4
C Imp Bank		16145	$27	26 1/2	26 1/2	— 3/8	27	23 3/8
CIL		325	$19 1/8	19	19 1/8	— 1/8	20 3/4	18 3/8
C Marconi		2300	$5 3/8	5	5 1/4	+ 3/8	5 3/8	460
CP Inv		875	$19 1/2	19	19		19 1/2	17
CPI pr		400	$16 1/8	16 1/8	16 1/8		16 1/4	15 1/2
C Rlty u		200	$7 3/4	7 3/4	7 3/4	+ 1/8	7 7/8	7 1/2
Cdn Tire A		6065	$23	22 5/8	22 3/4		26	20
C Util		800	$15	14 7/8	14 7/8	+ 1/8	15 3/8	14 5/8
C Util f		600	$27 7/8	27 7/8	27 7/8	— 1/8	28 1/4	27
Canron		1250	$23 7/8	23 5/8	23 3/4	+ 1/4	23 7/8	22 1/4
CPLtd		16582	$17 1/2	17 1/8	17 1/4		17 1/2	16 3/4
Carena B		5p0	$10 3/4	10 3/4	10 3/4	— 1/4	11	9 1/2
Carl Ok		24085	375	370	370	—5	375	305
Celanese		2010	335	325	325	—10	335	265
Cent East a		11400	$14	13 1/2	13 1/2	+ 1/4	14	11 1/2
Charter Ind		800	85	85	85		100	85
Chieftain		200	$18 3/4	18 3/4	18 3/4	—1 3/8	21 5/8	18 3/8
Chrysler		2900	$13 1/2	12 1/2	12 1/2	—1 1/8	14 3/4	12 1/8
CHUM B		7000	$10	10	10	+ 1/2	10	9
Cockfield		400	305	305	305	+5	320	300
Cominco		6915	$24 1/2	23 7/8	24 1/2	+ 1/2	29	23 1/8
C Holiday I		5000	$5 1/8	5 1/8	5 1/8		5 1/2	5
Con Bath		698	$26	25 3/8	25 7/8	— 1/8	26	21 1/4
C Bath 68 w		1700	$6 1/4	6 1/8	6 1/4		6 1/4	400
C Text		1010	230	230	230		250	185
Con Gas		6461	$17 1/8	16 7/8	17		17 1/2	16
Cr Zell A		900	$19 1/8	19 1/8	19 1/8	— 3/8	19 1/2	19 1/8
Crush Int		3200	$12 3/8	12 1/8	12 3/8	+ 3/8	12 3/8	9 7/8
Dalmy c		2800	$6	6	6	+1 1/4	6	400
Denison		2001	$65	65	65	+3	65	51 3/4
Dome Pete		8800	$64	62 1/4	63 1/4	+ 1/4	64	53
D Bridge		100	$25 1/8	25 1/8	25 1/8	— 1/8	25 1/2	21 5/8
Dofasco a		3775	$24 3/8	24	24 1/4	— 1/8	24 3/8	22
Domlim pr		180	$19	19	18 1/2		19	18 1/2
Domco		1050	390	390	390	+40	390	300
Dom Store		13900	$16	15 1/4	16	+ 5/8	16 1/2	14 3/4
D Tex a		2350	a9 3/4	9 5/8	9 5/8		9 3/4	8 1/8
Domtar		16220	$16	15 5/8	15 5/8	+ 1/8	16	14
Donohue		350	$9 1/2	9 3/8	9 1/2	+ 1/4	9 1/2	8 1/4
Donohue Pr		250	$17 1/2	17	17 1/2	+ 1/2	17 1/2	16
Du Pont		6901	$125/8	12 3/8	12 1/2	— 1/4	13	12 1/8
Dylex		1100	$9 1/2	9 1/4	9 1/2	— 1/8	10	7 1/2

E et K

Divid.	val.	Vol.	haut	bas	clôt.	diff.	1978 haut	1978 bas
Fal Nck		6467	$17 3/4	17 1/2	17 5/8	+ 5/8	20	16 5/8
FCA Inter		38690	240	232	238	+6	240	190
Foodex		900	$6	6	6	— 1/2	6 1/2	490
Fraser a		115	$27	27	27	+1 1/2	27	24 5/8
Gaz Metr		1566	$5 7/8	5 1/4	5 7/8	+ 3/8	5 7/8	490
Genstar L		8731	$26 3/8	26	26 1/4	+ 1/4	27 3/4	25 1/2
GL Paper		3600	$25 1/2	25 3/8	25 3/8	+1	25 1/2	21 3/8
Guar Trst		295	$8	8	8		8	8
Gulf Can		10564	$27 1/4	27	27 1/4	+ 1/4	30 1/4	26 1/8
Hawker A		800	$6 3/8	6 1/4	6 1/4	+ 1/8	6 3/8	5 3/4
Holl a		255	$30 1/4	30 1/4	30 1/4	+ 3/8	31	29 1/8
Home A		2537	$40	38 3/4	39	— 1/2	44 3/4	36 1/2
Home B		600	$37	37	37	— 1/2	39 1/4	35
Huds Bay a		500	$16	15 1/2	15 1/2		16 7/8	15 1/8
H Bay Co		15153	$19 1/8	18 3/4	18 7/8	+ 1/4	19 1/8	16 1/8
HB Oil Gas		2880	$43	42 7/8	43	+ 1/4	47	41 1/2
Husky Oil		1400	$30 1/2	29 1/2	29 1/2	— 3/4	30 1/2	24 7/8
IAC		2175	$17 3/4	17 1/2	17 1/2	— 3/8	18 1/8	17
Imp O a		19755	$19 3/4	19 1/4	19 3/8	— 1/4	21 1/2	18 3/8
Imasco A		15975	$31 1/4	30 3/4	30 3/4	— 1/2	31 1/4	27 7/8
Inco a		27552	$17 1/4	16 3/4	16 7/8	— 1/8	19 1/8	15 1/8
Inco pr c		1000	$24 1/4	24 1/4	24 1/4	+ 1/8	24 1/4	24 1/8
IU Int		10250	$13	12 5/8	13	+ 1/4	13 1/8	12
IPL a		2435	$14	13 3/4	13 3/4	— 1/4	14 3/8	13 3/8
Inv Grp A		3650	$12	12	12	— 1/8	12 1/4	8 5/8
Ivaco a		200	$7 3/4	7 3/4	7 3/4	— 1/8	7 7/8	6 1/2
Jnock a		200	$12 1/2	12 1/2	12 1/2		12 5/8	11 3/4
Jnock b		200	$12 1/2	12 1/2	12 1/2	— 1/8	13	11 3/4
Kaiser Re		1000	$14 3/8	14	14 3/8	+ 3/8	14 3/8	13 1/8
Koffler a		400	$8 1/8	8 1/8	8 1/8	— 1/4	8 3/8	7 3/4

L et N

Divid.	val.	Vol.	haut	bas	clôt.	diff.	1978 haut	1978 bas
Labatt a		250	$21 1/8	21	21 1/8	+ 1/2	21 1/8	18 1/2
Lacana		100	415	415	4 1/8	+ 1/4	415	360
Laidlaw a		35000	$12 3/8	12 3/8	12 3/8	+2 1/2	12 3/8	9 7/8
Lau Fin		150	$8	8	8	— 1/8	8 1/4	7
Lau F 125		100	$17	17	17		17	17
Lau F 200		200	$26 1/2	26 1/2	26 1/2		27 1/2	26 1/2
La Veren		1100	$8 7/8	8 5/8	8 7/8	— 1/8	9	8
Lob Co A		200	375	375	375	—5	385	325
Loeb M		225	465	465	465	—10	475	465
MB Ltd		4435	$17 3/4	17 3/8	17 1/2	— 1/4	18	15 1/2
Maritime		3510	$22 1/4	22 1/8	22 1/4	+ 1/4	22 3/4	21
Mrtm b		590	$10 1/8	10 1/8	10 1/8	+ 1/8	10 7/8	10
Mrtm c		1824	$10 3/4	10 3/4	10 3/4		11 3/8	10 1/2
Mass Fer		14211	$10 3/8	10	10 1/8	— 1/8	16	9 1/2
Mas F a		1450	$19 3/4	18 3/4	19 5/8	+1 1/2	27 3/8	17 3/4
Mas F b		4650	$19 1/2	18 1/4	19	+ 3/4	27 1/4	17 5/8
Mercantl		17200	$12 1/2	11 7/8	12 1/2	+ 5/8	12 1/2	11 1/8
Micc Inv		1800	$9	9	9		9	7 5/8
Mitch A		200	$16	15 3/8	16	+1 3/4	16	13 1/2
Mitch B		100	$10 3/4	10 3/4	10 3/4	+ 3/4	10 3/4	10
Moffat a		1100	$12	11 5/8	12	+1 1/4	12	11 1/2
Molson A		1300	$17 1/2	17 1/4	17 1/2	+ 1/2	17 1/2	15
Monenco A		300	$9 1/2	9 1/4	9 1/4	+ 1/4	9 1/2	8 1/4
Moore		7130	$34 1/4	33 5/8	33 7/8	— 3/8	34 1/4	28 5/8
Multi Ac		900	400	375	400		400	335
Nat Drug		100	$9 1/2	9 1/2	9 1/2	+2	9 1/2	9 1/2
Nat Trust		580	$16	16	16	+ 1/8	16	14 7/8
NB Tel		280	$20 3/8	20 1/4	20 1/4	— 1/2	20 3/4	19 1/2
Nfl cl a		1610	$16 1/4	16	16		16 1/2	15 1/2
Nfld pr f		1700	$11	11	11		12	11
Nfld tel		1300	$8 1/2	8 1/2	8 1/2		8 3/4	8 1/4
Nfl T b		875	$22 3/8	22 3/8	22 3/8	— 1/2	22 7/8	22
Noran a		15368	$23 3/4	23 1/2	23 1/2	— 1/8	24 3/4	20 5/8
Norcen		20878	$16 1/8	15 5/8	15 7/8	+ 1/4	19 1/8	14 3/4
Norc B		100	$21	21	21	+ 1/2	21	20 1/2
Nor Tel		10237	$27 1/4	27	27	— 1/2	27 1/2	25
Nor T w		2210	$8 1/8	7 7/8	8	+ 1/8	8 1/2	6 3/4
N S Svg		3250	$16 1/2	16 1/2	16 1/2	+ 1/4	17	15

O et S

Divid.	val.	Vol.	haut	bas	clôt.	diff.	1978 haut	1978 bas
Oshawa A		7600	$5 1/8	5	5	+	5 1/8	450
Pac Pete		16754	$39 1/8	38 5/8	38 3/4	— 1/4	43 5/8	35 5/8
Pancan		600	$35	35	35	+ 1/4	35	31 1/2
Peopl St		1000	395	395	395	—5	425	395
Petrofina		102	$20 1/2	20 1/2	20 1/2		22 3/4	20 1/2
Placer		500	$21 3/8	21 1/4	21 1/4	— 1/4	23	19 1/2
Polysar a		6460	$27 1/8	27 1/8	26 7/8		27 1/8	26 7/8
Pop S		2000	$6 3/8	6	6	— 1/4	6 7/8	5 3/4
Pow C a		3774	$11 1/2	11	11 1/2	+ 3/8	11 1/2	9 7/8
Pow C c		175	$31 1/2	31 1/2	31 1/2		31 1/2	31 1/4
Pow C d		2187	$11 3/4	11 3/4	11 3/4		11 3/4	11
Prefac a		900	95	95	95	+15	95	75
Pnor G		250	$8	8	8	+ 1/4	8	7 3/8

bourse de montréal

Divid.	val.	Vol.	haut	bas	clôt.	diff.	1978 haut	1978 bas
Price Com		1888	$13 1/8	12 7/8	12 7/8	— 1/8	13 1/8	10 1/4
Provigo		485	$16 1/2	16 1/8	16 1/4	+ 1/8	16 1/2	13 1/2
Quebecor		12200	$9 1/2	9	9 1/2	+ 3/8	9 3/8	8
Que Tel		200	$22	21 7/8	22	+ 1/4	22	20 1/2
Redpa a		455	$16 1/2	16 1/2	16 1/2		16 7/8	16 1/2
Reed P a		700	$6 7/8	6 7/8	6 7/8	+ 1/8	6 7/8	6
Redd Sten		1796	$9 1/4	9 1/4	9 1/4	+ 1/2	9 1/4	8 3/4
Reitman A		1500	$15 3/4	15 5/8	15 3/4	+ 1/4	15 3/4	13 7/8
Rio Algom		600	$26 1/2	26 1/4	26 1/2	— 1/4	27 5/8	25
Rio 580 pr		100	$76	76	76	+ 5/8	76	75 3/8
Rolland		1900	$6 3/4	6 1/4	6 1/2	+ 1/2	6 3/4	450
Rolland B		600	475	450	450	+25	475	325
Ronald Fd		2100	$14	13 1/2	14		14	13 1/2
Rothman		695	$19 5/8	19 5/8	19 5/8	+ 1/2	19 5/8	17 1/4
Rothm B p		1075	$17 1/4	17 1/4	17 1/4	— 1/8	17 3/8	16
Royal Bank		10654	$28 7/8	28 1/4	28 3/8	— 3/8	28 7/8	25 3/8
Ry Trt a		7100	$17 3/8	17 1/8	17 3/8	+ 1/8	17 1/2	15 5/8
St L Cem A		575	$15 1/4	14 5/8	14 5/8	— 3/8	15 1/4	14 1/2
Scot Lasal		5600	305	290	300	+15	315	250
Scot Paper		400	$26	25 1/2	26	+1	26	c25
Scotts		100	$8 3/4	8 3/4	8 3/4	— 1/4	9	8 1/2
Seagram c		6409	$26 1/8	25 1/2	26	+ 1/4	26 1/8	22 1/2
Selki a		100	$12 1/2	12 1/2	12 1/2	+ 1/2	12 1/2	11 3/4
Shell Can		4073	$15 1/2	15 1/8	15 3/8	+ 1/4	17 3/4	14 1/2
Sher Wm		500	$16 1/8	16 1/8	16 1/8	— 5/8	18 1/4	16
Simpsons		159917	490	475	480	—5	490	440
Simpsons S		1200	$7	6 7/8	7		7	6 5/8
Sony		500	$8 1/4	8 1/4	8 1/4	+ 1/2	8 3/8	7 3/4
Stham a		2090	$21 3/4	21 1/2	21 1/2	+ 1/4	22 1/2	19 7/8
Stelco a		23173	$23 1/2	23	23 1/8	— 3/8	24 3/4	22 1/4
Steinbg A		300	$16 7/8	16 7/8	16 7/8	+ 1/8	17 3/8	16
Stinbg pr		120	$62 1/4	62 1/4	62 1/4	+ 1/4	62 1/4	62 1/4

T et Z

Divid.	val.	Vol.	haut	bas	clôt.	diff.	1978 haut	1978 bas
Tele C		100	$8	8	8		8 1/2	7 3/4
Tele Met b		12125	$9	8 7/8	8 7/8	— 1/8	9 1/4	8 1/2
Texaco		3037	$41	40 3/4	40 3/4	+ 3/4	41	34
Texasgulf		325	$19	18 3/4	19	— 1/8	21 3/8	16 7/8
Thom A		108800	$12 1/2	12 1/4	12 3/8	— 1/8	12 1/2	11 1/2
Tor Dm Bk		12870	$18	17 5/8	17 7/8	+ 1/4	18	16 1/2
Torstar b		4400	$14 7/8	13 1/2	14 3/4	+1	14 7/8	13
Tot Pet A		8590	$10 7/8	10 5/8	10 3/4	+ 1/4	13 1/8	10 1/4
Tot p w		800	380	380	380	—65	5 1/4	380
Trd a		600	$17 3/4	17 1/4	17 3/4	+ 1/4	18 1/4	17 1/4
Tr Can PL		16056	$15	14 7/8	14 7/8	— 1/8	15 1/8	14 3/8
Tr C C pr		1100	$49 1/4	48 3/4	48 3/4	+ 1/4	49 1/4	48 1/2
Trans C Pl		730	$38 1/4	38 1/4	38 1/4	+1 1/4	38 1/4	35 3/4
Treco		200	490	490	490	+5	5	400
Trimac wt		200	$10 7/8	10 7/8	10 7/8	— 1/4	11 1/8	10 7/8
Trust Gen Ca		375	$19 1/2	19 1/4	19 1/2	+ 1/8	20	18 1/2
Ultrmar		100	480	480	480	+10	490	450
Unigesco a		8300	225	210	220	+10	225	175
Unigesco b		18916	195	175	180	+5	195	125
Union G a		830	$10 1/2	10 3/8	10 3/8		10 1/2	9 7/8
UNC corp		350	$9 7/8	9 3/4	9 3/4		10 3/8	9 3/4
Velcro		1005	$10 1/2	10 3/8	10 1/2	+ 1/8	10 5/8	9 3/8
Wjax a		1618	$9 3/4	9 1/2	9 3/4	+ 1/4	10 1/2	9 1/2
Walk a		16620	$32 1/4	32 1/8	32 1/4	+ 5/8	32 1/4	28 5/8
Westcst		25381	$32 3/4	32 1/2	32 3/4	+ 1/4	34 1/4	31 1/2
Wcoat wt		2600	$6 7/8	6 5/8	6 7/8	+ 1/2	6 7/8	6 1/8
Weston		305	$16 1/4	16 1/4	16 1/4	+ 1/8	16 1/4	13 3/8
Woodward		1700	$18	18	18	+1	19	16 5/8
Zellers		6870	$7 1/2	7 3/8	7 3/8	— 1/8	7 5/8	6 3/8

Juniors Industrielles

Magnetic		4000	83	82	83	+1	122	82
Mid Ind		5000	50	46	50	—2	52	45
MRice c		140	$17 7/8	17 7/8	17 7/8	+ 1/8	17 7/8	17 3/8
Old Can Inv		470	100	100	100		100	91
OldC Inv a		564	125	125	125		125	125
Sobeys A		500	$6 3/4	6 3/4	6 3/4	+ 3/4	6 3/4	6 3/4
Val Mr A		550	50	50	50	+5	50	41

Mines et Pétroles

Abcourt		4000	27	25	27	+7	27	16
Abitib Asb		4528	62	60	62	+3	75	53
Abit Cop		2000	2 1/2	2 1/2	2 1/2	+1	3	1 1/2
Agnico		200	$5 1/4	5 1/4	5 1/4	— 1/4	6 3/8	5 1/4
Aldona		3817	58	58	58	—2	84	52
Americ		3000	20	18	20	+3	20	14
Basic Res		3015	$7	6 1/2	6 7/8	— 1/8	7 5/8	6
Baker Tlc		5500	15	12 1/2	15	+1	15	12
Bateman		2000	2	2	2		4	2
Bluewtr		7500	$9 1/4	7 7/8	8	—1 7/8	10 1/8	5 5/8
Cadillac Ex		500	61	61	61	—1	70	54
Cassiar		2500	$8 7/8	8 7/8	8 7/8	— 1/8	9 1/4	8 3/4
Cons Imp		21000	16	14	14		23	14
Conuco		7125	470	420	425	—45	490	355
Dome Mns		300	$73 3/4	73 3/4	73 3/4	—1 3/4	77 1/2	71
Dumgmi		3700	145	130	145		160	110
Dumont		10000	7	6	7	+1	7	5
Dyn Mn		14350	119	112	119	+4	137	97
East Mal		2000	345	335	335	—10	395	330
Falcon Cop		200	415	415	415	+15	480	380
Goldex		2700	32	32	32	— 1/2	50	30
Gr Coast		3000	20	18	18	—2	26	18
Kiena		8500	170	150	150	—20	210	150
Ladubor		1000	35	35	35		35	30
Lynx CEx		2000	35	30	35	—2	50	30
Midepsa		500	16	16	16	—2	19	15 1/2
Mt Laur U		5000	15	15	15	—1	17	13
Mt Jamie		79200	43 1/2	37	42	+1 1/2	43 1/2	21 1/2
M Pleas		25500	20 1/2	19 1/2	20	+1 1/2	20 1/2	12
Muscoch		14800	19	15	19	+3	21	15
N Insco		13000	33	31	31	—1	37	29
N Ungava		2000	10	10	10	+1	12	8
Newrich		2000	8	8	8	+1	8	5 1/2
Nocana		18200	150	140	145	—5	180	115
NA Asb		3000	8	6	8	+3	8	5
NA Rare		6500	11	10	10		12	9
Phoenix		600	435	410	410		500	400
Prov Ex		3226	2	1	2	—3	2	1
Que Expl		31500	29	28	28 1/2	—4 1/2	39 1/2	24
Queenstn		3000	45	44	44		60	40
Sil Stack		17300	117	110	117	+2	170	101
Stafrd		6000	35	32	35	+7	52	28
Talismn		6000	9	8	8		18 1/2	7
Untd Canso		300	$11 3/4	11 3/4	11 3/4	+ 7/8	11 3/4	10 1/8

bourse de toronto

val.	Vol.	1978 haut	bas	clôt.	diff.	1978 haut	bas
A.G.F.M	1227	195	185	190	+ 10	200	171
Abv Gln w	2450	125	110	125	+ 15	125	100
Abitibi	46518	$12⅜	12⅛	12¼		12⅜	10⅛
Abitibi 7½p	100	$47½	47½	47½	+ ½	48	47
Abitbi 10	785	$54⅜	54	54		54½	52¾
Acklands	300	$11½	11	11½	+ ½	11½	11
Action Trd	34390	118	95	101	— 18	155	95
Adanac M	2000	35	34	35		100	30
Advocate	100	251	251	251	— 30	345	251
Afton Min	1400	$6	6	6	+ ⅛	6⅞	5¾
Agnico E	12425	$5⅜	5	5⅜	+ ⅛	6¾	5
Agra Ind A	6100	$5⅜	5½	5½	— ⅛	5⅞	5¼
Ahed M	1550	131	130	131	+1	140	120
Akaitcho	3950	90	90	90	—5	135	90
Albany	33400	57	53	55		75	53
Alt Energy	38045	$16¾	15⅜	16⅜	+ ⅞	18¼	15½
Alta Gas A	73826	$15	14⅜	14⅜	— ¼	16⅜	14½
Alta G C p	z50	$68	68	68		68	67
Alta G D p	z2	$155	155	155		157	157
Alta G E p	250	$25½	25½	25½	+ ⅛	26¾	25¼
Alta G F	1230	$28½	28⅛	28⅛		28⅜	27¼
Alta G 9.76	1705	$28⅛	28	28	— ⅛	29	27⅜
Alta G 7.60	11600	$25¾	25⅜	25½		25¾	25¼
Alta Nat	100	$40	40	40		41	39
Alcan	46673	$28⅜	27⅝	27⅞	— ⅛	28¾	24⅛
Alcan pr	100	$32	32	32	+3	32	29
Algo Cent	450	$16	16	16	— ⅛	16½	15⅜
Algoma St	50534	$18⅛	17⅜	18		18⅜	14⅛
Algoma St p	6425	$25¾	25½	25⅜		26¾	25¼
Algon Merc	300	$6	6	6	— ¾	7½	6
Algon pr	200	425	425	425	+ 10	5⅜	400
All-Can B	12250	400	365	380	+ 10	400	340
Allarco Dv	3275	$20½	20	20	— ¼	20½	17⅜
Alliance B	6837	360	360	360	— 10	375	345
Alminex	4150	$11⅛	11	11⅛	+ ⅛	11⅜	10¾
Alumin 4 pr	923	$16¼	16	16¼	+ ¼	16¼	16
Almin 4½ p	420	$38	38	38		38¾	38
Alum 3rd p	2600	$27¾	27½	27¾	+ ¼	27¾	25¾
Am Bonza	78275	$37½	35⅛	35½	—1¾	43	32⅞
Am Larder	z100	17	17	17		26	17
Am Eagle	72541	315	292	310	+ 15	410	262
Am Leduc	58066	28½	26	28½	+1	44	22½
Andres W	5375	$15⅛	14⅜	14¾	— ½	16⅛	9¾
Ang CT 4½	126	$27	27	27		28	27
Ang CT 265	400	$31½	31	31½	+1	33	30½
Ang CT 315	z50	$37¾	37¾	37¾		38¾	37½
Ang U Dev	9500	69	55	69	+ 13	69	52
Aquitaine	8159	$15½	15¼	15⅜	— ⅛	17⅜	14¾
Arbor C	800	75	75	75		75	75
Argosy	z110	10	10	10		19½	10
Argus	z10	$32⅜	32⅜	32⅜		33	30¼
Args 260 p	150	$34	34	34		35½	33¾
Argus B pr	120	$33	33	33	+1	34	30
Argus C pr	1080	$13½	12¾	13⅜	+1⅜	13⅜	11½
Asamera	85730	$12⅝	11⅞	12½		13½	9½
Asbestos	2274	$36¾	35¼	36	— ¾	41	35¼
Ashland C	1750	$16¾	16⅜	16⅜	— ⅜	18	16
Asoc Porc	5083	85	81	81	—9	108	81
Atco A	30840	$13¾	12½	13	+ ½	14½	11⅛
Atl C Cop	z71	26	26	26		34	30
Auric Res	12732	33	32½	33		43	30
Ato Hard A	200	$13	13	13		13	12⅜
BC Sugar A	1780	$28¾	28½	28½		30½	27⅛
BP Can	38923	$15¼	14⅞	14⅞	+ ⅛	17½	14¼
Banister C	5000	$10⅜	10¼	10¼	— ¼	11⅞	9¾
Bank BC	2320	$30⅛	29½	29½	— ½	30⅛	27
Bank Mtl	92924	$19¼	18½	18¾	— ⅛	19¼	17¼
Bank N S	21670	$19¾	19¼	19¼		20⅜	18½
Bankeno	10850	225	210	210	—5	325	195
B Cdn Nat	7982	$15¼	14⅞	15		15¼	14½
Bar E A	400	$35½	35½	35½	+2½	35½	33
Barex	11900	8	6	8	+1	15	4
Barv Expl	4550	70	70	70		76	56
Baton B	710	$11¼	10¾	10¾	— ¼	11¼	9¾
Bay Mills	150	$12	12	12	+1	12¼	10
Becker B p	z25	$5	5	5		5⅜	480
Bell Canad	46520	$54½	53¾	54	— ⅜	55⅜	52
Bell A pr	z110	$54	53½	53½		54	52⅜
Bell C pr	3000	$29¾	29½	29½	— ¼	30⅛	29
Bell D pr	1090	$55½	54¾	54¾		55½	53¼
Bell 2.28	5855	$29⅛	29	29⅛	— ⅛	30	28⅝
Bell 1.80	8015	$22¾	22¼	22½	— ¼	23	21⅞
Beth Cop A	1300	$13½	12⅛	12⅛	—1⅛	14	12⅛
Biltmore I	200	350	350	350		395	350
Biltmo A p	400	320	320	320		400	320
Bl Hawk	19500	10½	9½	10	—2	20	9½
Black P A	4200	$8	7½	7¾	+ ¼	8	6⅛
Blakwod A	2050	325	320	320	+ 20	325	280
Block Bros	2358	$7	6½	6¾	— ¼	8	6½
Bomac A	100	$6¾	6¾	6¾	+ ⅜	6¾	6
Bombdier	400	$5½	5⅜	5½	+ ¼	6⅜	5
Border C	2200	260	255	255	— 10	275	221
Bovis Cor	36200	59	57	58	+2	65	56
Bow Valy	99000	$26¾	25	26⅜	+ ⅜	26¾	20⅛
Bow Vly pr	550	$13⅛	13	13⅛		13⅜	13
Bow-m pr	175	$35½	35½	35½		35½	35
Bralor Res	5869	$5⅜	5¼	5⅜	+ ⅜	6⅜	5⅛
Bramalea	2870	$8¼	8⅛	8¼		8¼	7½
Brameda	11839	124	120	121	—3	139	110
Brascan A	99065	$16¾	15⅜	16¾	+1¼	16¾	14⅛
Brscn 11½	1150	$26⅜	26⅜	26⅜	+ ¼	27⅜	26¼
Brenda M	7025	$10	9⅝	9⅞	+ ¼	12½	8½
Bridger	1200	$12½	12½	12½		12⅝	10¾
Bright A	1050	$10¾	10½	10¾	— ⅛	11	7
Brinco	2367	360	360	360	—5	400	355
Br Am Bnk	z125	$29¼	29	29		29½	23
BCFP	6700	$24½	23½	24		24½	20¼
BC Pack B	100	$36	36	36		36	31¼
BC Phone	38614	$15	14¾	14⅞	— ⅛	15¼	14¼
BCPh 4½ p	110	$53⅜	53⅜	53⅜	+ ⅜	56	53
BCPh 4¾ p	110	$56¼	56¼	56¼	— ¾	58	56¼
BCPh 1956	z24	$57	57	57		58	56¾
BCPh 4.84	400	$15	15	15		16⅛	14¾
BCPh 5.15	250	$61	60	60	—2	63	60
BCPh 5¾ p	z35	$68	68	68		71	65
BCPh 6.80	500	$21¾	21½	21¾	+ ½	22	20
BCP 7.04 p	2255	$22½	22	22½	+ ½	23⅞	21½
BCP 10.16 p	650	$29	28¼	29	+1	29⅝	28
BCP 2.32 p	2400	$31¼	30⅝	30⅝	— ⅜	32	30
Broul Reef	14500	26	23	26	+2	29½	23
Brunswk	5000	300	292	292	—8	370	271
Budd Auto	2150	$9	8¾	8¾	— ¼	10⅜	7¼
Budd A w	1545	180	180	180		245	165
Burns Fds	9100	$10½	10⅜	10⅜	+ ⅛	10¾	9⅜
Bushnell	1400	$7¾	7½	7½		7¾	7

C

CC Yachts	200	300	290	300	+5	345	280
CAE A	1525	$12¼	12	12¼	+ ⅛	12½	11¼
Cad Frv	103766	$12	11½	11⅞	+ ¼	12	9½
Cad Frv A	120	$19	19	19	+ ⅛	20½	18⅞
Cal Pow A	12901	$37	36¾	36¾		37½	34
Cal P 4½ p	z9	$59¼	59¼	59¼		59¼	59¼
Cal P 7½ p	2625	$100¼	100¼	100¼		100¼	98½
Cal P 10 p	120	$110⅜	110	110⅜	+ ⅜	112½	108
Cal P 9.80	95	$109	109	109	+ ½	110	107½
Cal P 9.75	100	$109½	109	109		111	106
Cal P 2.36	700	$28⅞	28⅜	28⅜	— ¾	30	27
Calmor IB	600	67	67	67	—3	70	60
Calvert	181200	52	47	47	—4	54	34
Cam Mine	60200	43	37	37	—5	43	34½
Camflo	25396	$14	13½	13¾	— ¼	17¼	13⅛
C Chib A	3600	360	345	345	— 10	430	340
Camp RL	3985	$36	33½	36	+ ½	42	33½
Campau B	500	$8⅛	8	8		10½	7½
Can Cem A	2841	$9¾	9⅜	9¾	+ ⅛	10	9
Can Cem C p	559	$15½	15½	15½		16	15
CDC pr B	6031	$105¼	105	105⅛	— ⅛	107½	103¾
Can Malt A	2375	$29	28⅜	29	+ ⅜	29	25½
C Nor West	28500	$10¾	10	10½	+ ⅜	14¼	9½
C Pakrs C	3800	$20¼	20	20⅛	+ ¼	20¼	18½
Can Perm	7085	$18	17¾	17¾	— ⅜	18⅞	17⅛
CPerm 6¾	1700	$26¾	26	26¼	+ ¼	27¼	25½
CPerm 8	11063	$25¾	25⅜	25¾		26¼	25⅛
CS Pete	37800	485	460	460	— 25	5⅞	420
Can Trust A	28898	$27	26⅜	26⅜	+ ¼	29⅛	26⅛
C Trust 7¼	1585	$21⅜	21⅛	21⅜	+ ¼	22⅜	20¼
C Tung	16701	$11½	10½	11½	+ ⅞	11½	9
Cdn Arrow	2000	18	18	18	—2	25	17
CCablesy A	28245	$14⅛	13⅜	13¾	+ ⅜	14⅛	12
C Cable w	8660	55	45	55	+ 10	60	45
Cdn Cel	4100	$6¾	6⅜	6¾	+ ¼	7	5¼
CC Man A	11650	$34	32⅜	34	+1	34⅞	27
C Curtis	4500	60	58	58	+1	75	50
C Found pr	z31	$6⅜	6⅜	6⅜		7¼	6¼
CGE	800	$23	23	23		25⅜	22
CG Invest	2232	$18	17½	17¾		18½	17¼
C Hidrogas	44400	410	380	395	+ 10	410	310
C Homestd	16300	$9⅜	8¾	9	— ⅜	10¾	7¾
C Hydro	18021	$9¾	9¼	9⅜	+ ⅛	10⅜	9¼
C Hydro pr	200	$14½	14½	14½	+ ½	14½	13⅜
CI Bk Com	72310	$27	26⅜	26½	— ¼	27	23½
CIL	1350	$19¼	19	19	— ⅛	20¾	18¼
CIL pr	z10	$40½	39⅞	39⅞		44½	44

val.	Vol.	1978 haut	bas	clôt.	diff.	1978 haut	bas
Cl Powr A	2415	204	180	185	+ 10	204	122
C Lencour	3000	7	7	7	—1½	12	6
CLI Pete	7036	56	52	52		85	50
C Manoir A	2320	$5⅜	5¼	5¼		5⅜	465
C Marconi	15205	$5⅜	5	5¼	+ ¼	5⅜	445
C Merrill	1000	$13	12⅝	12⅝	— ½	15¼	12⅝
Cdn Nat Res	5500	410	365	365	— 35	450	360
C Ocdental	3615	$16⅛	15¾	16	+ ⅛	18⅜	15¾
C Ocdntl p	2200	$29¼	29	29¼	+ ¼	29½	27½
CP Inve	8549	$19½	18¾	18¾	— ⅜	19⅜	17
CP Inve pr	z27	$16½	16	16		16½	15½
CP Ltd	79371	$17½	17⅛	17¼	— ⅛	17½	16⅜
CPL A p	1554	$10	9⅞	10		10⅛	9¾
CPL 4 p	1993	$8¾	8¼	8¾	+1¼	8¾	7½
C Reserve	21650	$8⅞	8⅜	8⅞	+ ¼	8⅞	6
Cdn Sup O	10510	$56	55¼	56	+ ¾	59½	51
Cdn Tire	2285	$22⅜	22	22	— ⅜	24⅛	20
Cdn Tire A	35912	$23	22½	22¾	+ ⅛	26	20
C Uilties	56802	$15	14¾	14¾	+ ⅛	15½	14¼
C Util 5 pr	z25	$59⅜	59⅜	59⅜		61	60
C Util 10¼ p	1805	$28¾	28⅜	28⅜	+ ⅛	29½	28¼
C Util 9.24	320	$28¼	28	28¼	+ ⅛	28½	26¾
C Util 7.30	2200	$25	25	25	+ ¼	25	24⅛
C Util w	1232	$5⅜	5½	5⅜		6¼	5⅜
CWN G 4 pr	150	$9¾	9¾	9¾	— ⅛	10¼	9½
Canbra	300	400	400	400	+ 10	400	380
Candel Oil	160	$15½	15½	15½	+ ¼	17⅜	14½
Canray Res	28100	126	110	125	+ 10	197	80
Canron	2750	$23¾	23⅜	23¾	+ ¼	23¾	22
Cara	4900	$12¼	12	12¼	+ ½	12¼	9⅞
Carl OK	81685	375	365	375	+5	375	305
Carl A p	1115	$25½	25⅛	25½	+ ¼	25½	23¾
Carl B p	850	$31	30⅛	31	+ ¼	31	29
Carma A	650	$11⅜	11	11⅜	+ ⅜	11⅜	8⅜
Carma 8.6	200	$19¼	19¼	19¼	— ⅛	20	19
Carrier JD	2478	250	210	250	+ 50	250	175
Cassiar	11000	$9	8¾	8¾		9⅜	8⅜
Cassidy L	2050	460	400	460	+ 50	460	390
Casidy A p	150	$6⅞	6⅞	6⅞		6⅞	6¾
Celanese	7410	330	310	310	— 15	335	265
Celan 175 p	700	$18	17¾	17¾		18½	17¼
Ctl Est A	256	$13½	13½	13½		14	11¼
Ctl Fund A	100	$5¾	5¾	5¾		5¾	5¼
Cent Pat	2800	123	115	123	+8	123	96
Charter OI	3000	455	400	400	— 55	5	325
Chib Kay	10000	11	10	10		14	10
Chib M	500	25	25	25	—2	36	18
Chieftan D	10554	$20¼	18⅜	18⅞	—1¼	21⅞	18
Chieftain p	580	$80	79	80	— ½	84	70¼
Chimo	14600	125	118	122	—1	125	98
Chrysler	24045	$13⅜	12⅜	12⅝	—1⅛	15	12
CHUM B	4060	$10	9¾	9¾	— ¼	10⅞	9
Cty Sav 10¾	600	$12¼	12	12¼	+ ¼	12½	11½
Cty Sv 8.32	1350	$10	10	10		10⅛	9
Coch Will	20400	58	54	55	—3	95	54
Coin Lake	8000	10	9	10	— ½	16	9
Coles Book	3935	$16½	16⅛	16¼		16½	14
Comb Ins	z13	$19	19	19		19	17¼
Comb Met	76500	22½	19½	20	—2	24	15
Cominco	40854	$24⅜	23⅞	24½	+ ½	29⅜	23
Cominco A	1250	$27	26¾	27	+ ¼	27½	25¾
Com Cap	3150	$5¼	5	5		5¼	480
ComCap T p	725	$11⅞	11¾	11⅞	+ ⅛	11⅞	11½
C Holiday I	1660	$5¼	5	5¼	+ ⅛	5¾	465
CHins A p	150	$24¼	24¼	24¼	+ ½	24½	23¼
Compr Ap	650	$13	12¾	13		13	12½
Comtech	300	255	255	255		320	225
Coniagas	2000	65	60	65	—2	72	57
Con Bath A	5084	$26	25	25⅞	— ⅛	26	21⅛
Con Bath p	900	$18	18	18		18¼	17¼
C Bath 68 w	11100	$6⅜	6⅛	6¼	+ ⅛	6⅜	350
Con Bldg	18950	385	370	375	— 10	390	340
Con Fardy	8593	290	271	285	+5	293	245
C Durham	17000	90	84	85	—2	111	84
C Marben	2000	68	65	65		75	60
C Morisn	88800	160	137	159	+ 21	169	125
Cons Prof	25864	24½	21	23	—1½	31	20
C Rambler	2100	110	103	103	—2	125	96
C Rexspar	4100	78	75	75	—9	86	70
Con Textle	1630	215	215	215	— 20	250	185
Con Distrb	77880	$7¼	6⅝	7¼	+ ½	7¼	5⅛
Cons Gas	27684	$17⅛	16⅞	17	+ ⅛	17½	16
Con Gas A	100	$73¾	73¾	73¾	+1¾	80	72
Con Gas B	z130	$73¾	73¾	73¾		75⅛	71
Con Gas D	875	$24¾	24⅜	24¾	+ ⅜	26	23⅞
Con Glass	3739	$16	15½	15½	— ½	16¼	13
Control F	295	295	295	295		300	255
Conwest	4000	480	450	450	— 30	5¼	390
Cooper C	13050	$6¼	5½	6¼	+1	6¼	440
Cop Fields	2500	247	244	244		265	220
Corby vt	533	$22¼	22	22		22¼	21
Corby B	300	$21½	21	21½	+ ⅜	21½	20
Cornat Ind	39343	$6¼	5¼	5⅜	+ ⅜	6¼	480
Coseka R	38261	$6⅞	6¼	6⅜	— ⅜	8¼	5¾
Costain R	8000	$9¾	9½	9¾	+ ⅛	9¾	7⅜
Courvan	1250	8	8	8		12	8
Craigmt	7275	325	315	320		365	305
Crain R L	2750	$9¾	9	9	— ¾	10	8⅞
Crestbrk	18700	410	375	405	+ 35	410	340
Crwn Life	969	$45	43¾	45	+1	45	40
Crwn Trst	1000	$24	24	24	+ ½	24	22⅝
Crown 8¾	500	$21½	21	21½	+ ¼	21¾	20¾
C Zelrba A	400	$19⅛	19⅛	19⅛	— ⅛	20	19
Crush Intl	9825	$12⅜	12	12⅜	+ ⅜	12⅜	9⅜
Cuvier M	30400	44	41	44	+ ½	70	41
Cygnus A	202	$6½	5½	6½	— ¼	6¾	5½
Cygnus B	100	$5½	5½	5½	— ¼	5¾	5½
Cyprus	12990	$7⅜	6¾	7¼	+ ½	9¼	6⅜

D à G

DRG Ltd A	750	380	365	365	— 15	450	340
Dale-R	700	$12	12	12		14	11½
Dale-R pr	100	$7¼	7¼	7¼		7⅞	7¼
Dalmy A	1600	$6	5¼	6	+ ¾	6	490
Dalmy C	700	$5¾	5⅛	5¾	+ ¾	5¾	385
Daon Dev	4261	$7⅜	7¼	7¼	— ⅜	8¼	6⅞
Daon A	825	$7¼	7⅛	7¼	+ ⅛	7½	7
D Aragon	14000	22½	20	21	—1½	29½	19
D Eldona	24700	82	78	80	—3	114	76
Delhi Pac	4250	11	11	11	+1	13	10
Denison	32100	$66½	62½	65	+2¾	66½	51⅛
Dicknsn	16120	$5⅞	5¼	5⅜		6¾	5¼
Digtech	4725	200	200	200	+5	225	175
Discovry	1818	52	52	52	+1	75	51
Dist Tr A	1100	$7	7	7		7	6¼
Doman I	9175	$5	490	5	+5	5½	470
Dome Mine	4470	$74¼	71	74¼	— ¾	78¾	70½
Dome Pete	44352	$64	61¾	63½	+ ¾	64⅛	52½
D Bridge	14144	$25⅜	24⅞	25	— ⅛	25½	21½
D Citrs A	400	$7	7	7		7⅜	7
DExplor	183000	22	20½	22	+1	38	20½
Dofasco A	20472	$24⅜	24	24⅜	+ ¼	24⅜	22
Dofasco p	370	$62¼	62¼	62¼	— ⅛	65	62
Dom Store	4980	$16	15⅛	16	+ ¾	16½	14¾
D Textie A	4109	$9¾	9½	9⅜	— ⅛	9¾	8⅛
D Textie B	1500	$9½	9½	9½		9½	9½
Domtar	48780	$15⅞	15½	15⅜	+ ⅛	15⅞	14
Domtar pr	2100	$12¼	12	12		12¾	11½
Dr Mc C A	600	$14½	14½	14½	+ ½	15	13⅛
Dunde Pal	1000	40	40	40		53	38
Dunraie	2622	7	7	7	—1	8	6
Du Pont	4460	$12⅜	12¼	12½		13	12
Dustbane	105	$7¾	7¾	7¾		8	7¼
Dylex Ltd	750	$10¼	10⅛	10¼		10¼	8
Dylex L A	26900	$9⅜	9¼	9⅜		10	7½
Dynamar	44555	150	141	147		202	135
E-L Fin	2200	$10⅜	10	10¼	+ ¼	11½	9⅜
E-L Fin p	392	$11	11	11		12½	11
E-L Fin w	9649	110	92	100	+5	200	85
East Mal	8453	340	335	335	— 10	395	325
East Sul A	2650	125	121	124	—1	135	99
Estn Prov	415	405	400	400	—5	405	300
Ego Mines	103700	239	216	239	+4	273	208
Electro K	3100	26	25	26	—4	35	25
Electro A	1360	225	220	225		270	205
Electro p	100	$37	37	37		37	37
Emco	7280	$6¾	6⅜	6¾	+ ½	6¾	5½
Emco w	2100	135	135	135	— 15	150	110
EquiTrust	243	460	460	460	— 15	5	460
Extndcar	1511	$10½	10⅛	10½	+ ½	10½	9⅛
Extndcar w	5150	465	415	465	+ 50	465	360
Falcon C	5073	430	410	420	—5	490	380
Flbrg Nik A	6599	$17⅞	17⅛	17⅛	— ⅜	21	16⅜
Fed Ind A	1450	$5⅜	5½	5½	— ⅛	7⅛	490
Fed Pion	100	$27½	27½	27½	+1	27½	22¾
Fidelity Tr	3725	390	380	380		390	305
Fidelty Tr p	600	$20	19¼	20	+ ¾	20	18⅞
Finning T	700	$21½	21½	21½		22½	18¾
F Mar	1000	35	35	35	+1	37	30
Fittings A	100	$31	31	31		32	31
Foodcrp Lt	100	$9¼	9¼	9¼	+ ⅜	9¼	7
Foodex S	5800	$6⅛	5⅞	6⅛	+ ¼	6½	435
Ford Cnda	890	$75	73¼	73⅞	— ⅜	80¾	69¼
F Sea A pr	610	$8¼	8¼	8¼	+ ⅛	8½	7⅞
Francana	2100	$7½	7¼	7½		8⅜	6¾
Fraser A	300	$27½	27½	27½	+ ¾	27½	24⅜
Fruehauf	1200	$8	7¾	7¾	— ¼	8	7½
G&H Steel	900	230	229	230	+2	252	215
G M Res	4967	390	370	375	— 15	490	340
GSW Cl A	2200	$8¼	5¼	5¼	—3¼	9	5¼
GSW Cl B	2225	$8	5	5	—3	8⅜	5
Gaz Metr	2870	$5¾	5½	5¾	+ ⅜	5¾	470
Gaz 5.40 p	100	$56½	56½	56½	+1½	56½	55
Gaz 5½ p	z100	$57	56	56		57	55⅛
Gen Baker	500	$6½	6¼	6½		6¾	5¾
G Distrb A	100	$6⅞	6⅞	6⅞	+ ⅜	6⅞	5⅜
G Distrb w	8600	130	125	130	+ 10	135	101
GMC	4530	$68¼	67⅜	68¼	+ ¼	68½	63⅜
Genstar L	10902	$26⅜	25⅞	26¼	+ ⅛	28	25⅜
Gnstar L w	3700	$9½	9⅜	9½		10⅞	8½
Gerin 1st p	300	$8⅜	8⅜	8⅜		8¾	8½
Gesco Dis	1350	298	298	298	+ 18	315	270
Giant Yk	3695	$13	11½	12⅞	+ ⅜	14⅜	10½
Gibraltar	7400	380	365	380		490	340
Glendale	10700	100	95	100	+7	115	85
Goldund M	30500	31	29	31	+1	43	27
Goodyear	450	$14½	14¼	14¼		15	13⅜
Goodyear p	z55	$33	33	33		34½	33
Graft G	1275	$27	26¾

P à S

Pac Coper	22100	204	190	190	— 10	218	180
Pac Nth G	300	325	310	310	— 15	350	285
Pac Nth 6¾	z40	$18	18	18		18⅜	17⅛
Pac Pete	24625	$39¼	38½	38⅜	— ¼	43⅞	35½
Page Pet	5500	$5⅞	5½	5¾	— ⅛	6¾	5
Paloma P	322	475	475	475		6¼	475
Pamour A	28060	$5½	5⅛	5¼	— ⅛	6⅜	5
Pan Centr	5666	35	35	35		48	33
PanCan P	11149	$35¼	34¾	35¼	+ ½	35¼	30¾
Pango Gld	7200	61	55	61	+1	64	33
Patino N V	226	$17	17	17	+ ½	17	15
Paulin A	200	330	325	330	+ 10	350	320
Pe Ben O	2600	325	310	325	+ 10	375	300
Peerless	1000	405	405	405	+ 55	405	300
Pembina	39050	$6⅛	5⅞	6		7	5¼
Penningtn	2400	$10¾	10⅜	10½	+ ¼	10¾	9¼
P Dept S	9651	410	390	400	+ 10	470	390
P Jewl A	800	$8¾	8⅜	8¾		8¾	7⅜
Petrofina	2133	$20½	20¼	20⅜		22¾	20¼
Petrol	4950	385	370	370	—5	460	345
Peyto Oils	40098	$8⅞	7¾	8½	— ⅜	12½	6¾
Phillips Cb	2800	$9⅛	8⅞	9		9⅜	8⅞
Pine Point	3217	$20⅜	19	20	+1	25¾	18
Pitts B	100	$6¼	6¼	6¼	— ⅛	6½	6¼
Pitts C	4920	$6½	6⅛	6¼		7	6
Place G	50100	87	82	84		115	80
Placer	11276	$21⅜	19¾	20	—1¼	23⅛	19¼
Plysr 840	1050	$27	26⅞	27		27⅜	26⅜
Pominex	10500	57	55	55	+2	82	49
Ponder	4500	140	135	135	+5	140	125
Pop Shops	15926	$6¼	6⅛	6¼		7⅜	5⅜
Pow Corp A	15814	$11¾	11	11⅜	+ ½	11¾	9¾
Pow C 4¾	300	$31½	31	31	— ½	31¾	31
Pow C 5	z65	$11½	11½	11½		11¾	11
Prado Exp	4300	120	115	115	—1	135	90
Prairie Oil	2300	$15¾	15	15	— ⅞	20⅜	15
Precamb	29550	225	196	210	— 12	310	160
Precamb rt	160400	14	9	14		14	9
Pre Cable	4765	$9¼	9	9¼		10¼	8⅜
Preston	8358	$17¼	16⅛	17⅛	+ ⅞	17¼	14½
Price Co	109690	$13¼	12⅞	12⅞	— ¼	13¼	10¼
Prov B Can	1260	$13⅞	13⅜	13⅜	— ⅛	13⅞	12¾
Qasar Pet	2950	$12⅛	11½	11⅞	— ¼	15¼	10½
Que Man	z200	26	26	26		35	28
Que Sturg	48650	135	120	128	— 12	160	115
Ram	12592	$13⅛	12¼	12⅝	— ½	15¾	11
Ranger	6290	$29¼	28½	28¾	— ¼	30	25¾
Rank Org	4700	$5¼	5⅛	5⅛	— ⅛	5½	495
Ravrock	2600	119	112	112	—3	146	110
Readers D	100	$11¾	11¾	11¾	+ ½	13¼	11¼
Realty C w	z300	23	23	23		48	28
Redpath A	1000	$16⅞	16½	16⅞	+ ½	17⅝	16⅛
Redstone	19000	37	30	30	—6	46	30
Reed Pap A	11668	$7	6¾	6⅞	+ ⅛	7	6
Rd Stenhs A	16997	$9½	9	9¼	+ ⅛	9¾	8⅝
Reichhold	11899	$9⅜	9	9¼	+ ⅛	10	6
Reich 7¼ p	14400	$12½	12	12⅜	+ ¼	13	9½
Reich wt	825	$5⅞	5½	5½		6⅞	265
Reitman	300	$15½	15½	15½	+ ¼	15½	13½
Reitman A	4940	$15¾	15½	15½		15⅞	13⅝
Rembrant	200	425	425	425	+ 25	425	350
Res Servic	16575	220	195	195	— 25	224	152
Revelstk	5158	$7⅛	6½	6½	— ⅜	7⅞	6½
Revnu Prp	8270	79	77	79	+1	93	75
Rileys D	360	105	105	105		120	105
Rio Algom	9995	$27½	26½	27⅜	+ ⅞	28	24¾
Rio 580 pr	z55	$75½	75½	75½		75½	75⅜
Riv Yarn	600	115	115	115		125	110
R Little	400	172	170	172		200	165
R Little A	1000	175	170	170	—5	200	170
Rolland	9720	$6¾	6¼	6¼		6¾	450
Roman	28167	$27⅜	25½	25⅞	—1⅛	27⅜	20½
Ronald Fd	250	$14	14	14	+ ½	14	13¼
Ronyx Cor	12000	123	118	118	—2	145	111
Rothman	750	$19¾	19⅝	19¾		20	17
Rothm A p	z92	$83	81½	83		84	81¾
Rothm 2p	1800	$17⅜	17	17¼	+ ⅛	17⅜	15¾
Royal Bnk	41522	$28⅞	28¼	28¼	— ½	28⅞	25¼
Royal Tr A	5125	$17⅜	17⅛	17⅜		17½	15½
Ryl T & M	739	$12¼	12⅛	12¼	— ½	12¾	11½
Russel H	11057	$9	8¾	9		9½	8½
Russel 9¾	1150	$21⅜	21⅛	21⅛	— ⅜	21⅜	20½
St Fabien	4000	5	5	5	+1	7½	4
StL Cem A	5800	$15⅜	14⅜	14⅜	— ⅜	16¼	14⅝
StL Corp p	z105	$67	66¼	67		67	65½
Sandwell A	150	$10½	10½	10½	+ ⅛	10¾	9¾
Sceptre	24439	$8¼	8⅛	8⅛	— ⅛	10¼	7⅛
Schneid	100	$11	11	11	+1	11	9¾
Schneid p B	800	$10½	10	10	— ½	11	8¾
Scintrex	2600	100	90	90	+2	105	88
Scot Lasal	2300	300	285	300	+ 20	315	240
Scot Paper	1440	$25¼	25¼	25¼	+ ¼	26	24
Scot York	114275	450	410	435		450	300
Scotts A	1300	$9	8¾	8⅞	— ⅛	9½	8½
Seagram	38998	$26¼	25¼	26	+ ¼	26¼	22½
Seaway pr	400	475	475	475		5⅛	410
Selkirk A	6100	$13¼	12¼	13¼	+1⅛	13¼	11½
Shaw Pipe	300	$8	8	8		8¾	6¾
Shell Can	46600	$15½	15⅛	15½	+ ⅜	17⅞	14½
Sherritt A	17953	455	445	450		5½	430
Sherritt B	1000	450	450	450	—5	455	450
Siebens	96005	$34½	32½	33⅜	+ ⅛	34½	22
Sifton Pro	110	$12	12	12		12	11¼
Silvmg	2000	25	25	25	—1	32	23½
Silverwd A	1025	$8	7¾	7¾	— ¼	8	7⅜
Silverwd B	400	$9	9	9		9	8⅛
Simco Eri	7200	$6	5½	6	+ ½	6	5⅛
Simpsons	54029	490	475	480	— 10	490	435
Simpson S	6028	$7	6¾	6⅞	— ⅛	7¼	6½
Sklar M	6620	98	91	91	—8	104	75
Sklar W	z135	4	2	4		13	4
Skye Res	26650	$8¼	7⅞	8¼	+ ⅜	11	7¼
Skyline H	11000	245	240	242	—3	249	225
Slater Stl	518	$8	8	8		8⅛	7
Slat Steel p	z25	$14	14	14		14¼	14
Slater 6 pr	200	$13⅝	13⅜	13⅜	+ ⅛	13¾	13½
Sobey Stor	100	$6⅜	6⅜	6⅜	— ¼	7	6⅜
Sogepet	6300	155	155	155		160	132
Sonor I A p	300	465	445	465	+ 35	465	430
Sony Corp	900	$8¼	8	8	+ ¼	8⅜	7⅜
Southm A	7116	$21⅞	21½	21½	— ¼	23	19¾
Spar Aero	4000	$5⅜	5⅛	5¼		5⅜	470
Spar Aero p	2700	$14½	14	14½	+ ⅜	14½	13⅞
Spooner	22105	45	41	41	—2	70	38
St Brodcst	10930	$12½	11½	12⅛	+ ⅞	12½	9¾
Stand I A	1000	$10½	10½	10½		10⅝	10
Stelco A	71127	$23½c	23	23¼	— ¼	24¾	22¼
Steep R	11900	250	230	250	+ 20	270	230
Steinbg A	z13	$16⅜	16⅜	16⅜		17¼	16
Steintron	100	460	460	460	— 40	5¼	460
Sterystm	500	185	185	185	—5	200	185
Ster Trust	200	$10½	10¼	10¼		10½	9⅞
Stuart Hse	1400	325	325	325	+ 25	325	205
Stuart Oil	100	$11	11	11	+ ¼	11⅝	10¾
Sud Cont	2000	21	19	19	—2	25	19
Sulivan A	4178	126	120	121	—7	132	96
Sunbrst E	5000	9	9	9	+2	12	6
Superior A	500	265	265	265	+5	265	225
Superior E	3400	53	53	53	—1	54	40
Surpass C	1055	385	385	385	— 15	400	300

T à Z

Talcorp A	168	$8⅜	8⅜	8⅜		8⅜	8¼
Tara	400	$12¼	11¾	12¼	+ ½	14½	11¾
Teck Cor A	6248	$5⅝	5¼	5⅜	— ⅛	6¾	5¼
Teck Cor B	3900	$5¼	5	5¼		6	475
Tele Cap A	600	$8¼	8	8	+ ½	8½	7½
Teledyne	2600	$7	6¾	6¾	— ⅛	7½	6½
Tex Can	10121	$41	40	40¾	+ ⅞	41	34
Texaco pr	z130	$82	80½	82		82½	46
Texasgulf	5795	$19⅜	18¾	18⅞	— ⅛	21½	16⅜
Texasgulf p	100	$42⅞	42⅞	42⅞	+ ⅞	43½	40½
Thom L	11050	26	23	23	—4	35	23
Thom Ind	340					22¼	13¾
Thom N A	39010	$12½	12⅛	12⅛	— ¼	12½	11⅜
Thom N pr	1347	$43¼	43¼	43¼		43⅞	42¾
Tombill	7012	45	41½	42		46½	41
Tone Craft	400	$6¼	6	6¼		6¼	5⅜
Toromont	2221	270	265	270	+ 10	290	255
Tor Dm Bk	34505	$18	17⅝	17¾	+ ⅛	18	16½
Torstar B	55963	$15	13½	14¾	+1⅜	15	12¾
Total Pet	14525	$10⅞	10½	10¾	+ ⅜	13⅛	10¼
Total P A p	100	$21⅜	21⅜	21⅜	+1⅛	25⅞	20½
Totl Pet w	3900	395	380	380	+5	5⅜	370
Traders A	19510	$17⅞	17¼	17⅞	+ ⅜	18⅜	17⅛
Trader A p	125	$24	24	24	+1¼	24½	22¾
Trader B o	200	$27	27	27	+ ½	27	26
Trade 1p⅛ p	1500	$12	11½	11⅞	+ ¼	12	11½
Trade 7½ p	814	$46	45¾	45¾	— ¼	46½	43¼
Trader 69 w	1200	$5¾	5⅜	5¾	+ ⅜	6¾	5⅜
Tr Can Res	179829	252	230	240	—9	355	212
Trns Mt A	8735	$9⅜	8⅞	9¼	+ ¼	10⅛	8⅜
Transair	1176	155	150	150	— 10	165	150
TrCan PL	87555	$15⅛	14¾	14⅞		15⅛	14⅜
TrCan A pr	z12	$80½	80	80		83	83
TrCan B pr	2474	$39	38	39	+ ⅞	39	35
TrCan C pr	500	$50	49¼	49¼	+ ¼	50	47¾
TrCan D p	580	$55⅛	55	55	— ⅛	56½	54⅝
Travlway	150	$6	6	6	— ⅜	6⅜	5⅜
Treco Inc	700	460	460	460		5⅛	400
Trimac A	13070	$18	17½	17¾	— ¼	18¼	15
Trimac 9.12	1300	$25⅞	25⅜	25¾	— ⅜	26⅜	25
Trimac wt	5875	$11⅜	10⅜	10⅜	— ¾	11½	8⅝
Trinity Res	31268	310	295	305	—5	360	260
Trizec Crp	z50	$10⅜	10⅜	10⅜		10⅞	10¼
Trizec w	1000	5	5	5		8	5
Tundra	2000	11	11	11	+1	14	8
Turbo R	27550	$5⅜	5	5⅜	+ ⅜	6	460
Ulster Pet	62465	98	89	95	—2	170	82
Ultramar	253	470	470	470	— 10	490	410
Unican S	500	160	160	160	+5	200	130
Unicorp F	3000	105	100	100	— 10	115	100
Un Ac 1p	z25	$48¼	48¼	48¼		45	45
UnAcc C1p	z40	$48	48	48		49¼	43¼
Un Carbid	1575	$17½	17¼	17¼	— ⅛	17⅜	16⅜
UGas A	31919	$10¾	10⅜	10¾	+ ⅜	10¾	9⅞
UGas 5½	z15	$37	37	37		39	36½
UGas 8¾	z50	$23½	23½	23½		24¾	23¼
Union Oil	7150	$14¾	14½	14½	— ¼	17¼	13⅞
U Cdn Shar	1034	$14¼	14¼	14¼	+ ¼	14¼	11¾
U Canso	87938	$12	11½	11¾	+ ⅛	12¼	9½
Un Corp	300	$10	9¾	10	+ ¼	10⅜	9½
U Keno	6454	$9	8⅜	8¾	— ⅜	9⅜	8
Un Reef P	16130	25	23	25	+2	30	20
U Siscoe	13835	$7½	7	7⅜	+ ⅜	8⅛	7
Un Tire A	z200	95	95	95		100	90
Un Wburn	450	$10⅞	10½	10⅞	— ⅛	11¾	10⅛
Un Wstn OG	5000	40	40	40	—2	58	40
Univr Gas	10950	$8	7½	7½	— ¼	9⅜	6¼
U Sections	200	$5¼	5	5¼	+ ¼	5⅞	5
Upp Can	78850	280	259	280	+ 20	340	248
VS Serv A	500	$6⅛	6⅛	6⅛	— ⅜	6¾	5
Van Der	1200	365	360	365	+5	375	320
Versatile	12500	$13¼	12½	12¾	+1	13¼	9⅞
Versatil A	54655	$13¼	12¼	12⅞	+1⅜	13¼	9½
Vespar	1333	25	25	25		41	25
Vestgron	200	$9	8⅞	8⅞		10¼	8⅞
Vic G A	5817	$30¾	30½	30½	— ½	33½	30⅜
Villcentre	500	430	430	430	+ 10	450	420
Voyager P	27860	$15	14⅜	14⅜	— ¼	15	11⅜
Vulcan Ind	960	$10⅛	10	10⅛	— ⅛	10⅞	8⅜
Wafrbord	950	$5⅛	5	5⅛	+ 22	5⅛	450
Wainoco O	700	$15¼	14⅞	14⅞	+ ⅜	17	13¾
Wajax A	7150	$9¾	9¼	9¾	+ ⅜	10½	9⅛
Walk GW A	33105	$32¾	32	32¾	+ ⅞	32¾	28½
Wardair	11640	485	435	470	—5	6¾	315
Warn Can	300	$6½	6½	6½	— ¼	6¾	6¼
Warington	12980	205	170	190	+ 20	205	115
Weldwod	18535	$12⅜	11⅜	12½	+1	12⅜	10¼
Wstburne	32443	$22⅜	21⅛	21⅜	—1	23⅜	18
Wcoast Pt	10297	$12	11¾	11⅞		12⅞	10¼
W Pet A p	z80	$23⅜	23⅛	23⅛		25¼	20¾
Wcoast T	12430	$32¾	32⅜	32¾	+ ⅛	34⅜	31
Wcost 8½ p	450	$54⅜	54½	54½	—1	55½	54
Wcoast w	21750	$7	6½	7	+ ⅜	7⅜	5⅜
Westeel	930	$14¾	14⅜	14¾		14¾	13
W Bcas A	153	$10	10	10		10	9¼
West Mine	4625	335	315	315	— 10	435	315
W supplS	100	$14½	14½	14½	+ ½	15¼	14
Westfair	141	$23¼	23¼	23¼	— ¾	27	23¼
Westfield	6500	95	85	85	— 15	120	80
Westmill	2000	75	75	75		120	70
Weston	27295	$16⅜	16⅛	16¼	+ ⅛	16⅜	13⅛
Wstn 4½p	251	$53	53	53		54	50
Wstn 6pr	z80	$70	69	70		71½	68
White P A	675	$17¼	17	17	—1	19¾	17
Whithorse	14652	240	225	235	+ 10	250	155
Whonok A	13149	$10⅜	9¼	10⅜	+1	10⅜	8½
Wilco	9500	13	12½	13		13	10½
Willroy	26256	240	235	235	—5	269	233
Win-Eld	3000	8	8	8	+1	10	6
Windfall	6500	7	6	7		10	6
Wix Corp	2700	475	450	475		475	350
Woodreef	54500	63	59	62	+4	75	50
Woodwd A	7275	$18¼	17¾	18⅛	+ ⅜	18¼	16½
Worldwide	1200	$5¼	5	5¼	+ ¼	5¾	460
Wr Harg	510	89	89	89	— 19	108	80
Y&R Prop	1550	$13¼	12¾	13¼	+ ½	13¼	10¾
Yk Bear	10410	485	475	475	— 20	495	420
York Cons	17012	78	67	75	—3	122	67
Y Lambton	1451	40	40	40	—5	45	37
Yukon C	4600	233	220	220	— 13	236	200
Zellers	25980	$7⅜	7⅜	7⅜	— ⅛	7⅜	6⅜

Trust Uni

BBC R un	14943	$16¼	15⅞	16⅛	+ ¼	16¼	15⅛
BBC R wt	6030	360	340	350	+ 15	360	300
BM-Rt un	95982	$15⅜	14¾	15⅜	+ ½	15⅜	14½
BM-RT wt	85659	236	210	236	+ 21	240	207
C Perm un	6041	$8⅞	8¾	8⅞		9	8⅜
C Realty u	6140	$7⅞	7⅞	7¾		7⅞	7½
TD Realty	12442	$25⅜	25½	25⅜	+ ⅛	25⅜	24½

Valeurs	Vente	Haut	Bas	Fermeture	Changement net
ACF In	7 763	31⅛	30¼	30⅞	+ ⅝
ASA Ltd	.. 1032	22¼	20⅝	21⅛	— ½
Abbt Lb	14 2123	55⅜	53⅝	55⅜	+ 1¼
Acme Cl	9 181	13¾	13⅛	13¾	+ ¼
Addrsg	.. x2120	u18⅜	16¾	18	+ ⅝
Airco	9 4026	u44¼	39½	43	+ 3½
Alcan	5 1837	24⅞	23¾	24⅞	+ 1⅛
Alleg Cp	5 97	14⅞	14½	14⅞	+ ⅜
Allg Lud	7 x196	18⅛	17¾	17⅞	.....
Allg Pw	8 939	19	18⅜	19	+ ⅝
Allen Gp	6 67	16	15⅜	15¾	.....
Alld Ch	8 589	38½	37	38½	+ 1⅜
Allis Ch	5 1337	26¼	24½	26⅛	+ 1⅛
Alcoa	7 1959	41¾	39⅝	41¾	+ 2¼
A Hess	6 1427	25⅜	24¾	25¼	+ ¼
AAir Filt	8 75	18¾	18⅛	18½	.....
AmAir	4 5870	10¼	9¼	10¼	+1
AmAir wt	.. 651	3¾	3¼	3⅝	+ ¼
A Brnd	8 315	45⅞	45	45¼	— ⅜
ABC	6 2942	38⅜	37½	38	.....
Am Can	6 1210	35¾	35	35¼	.....
A Cyan	9 2811	24⅞	23¾	24½	+ ½
Am EIP	10 1882	23½	22⅞	23½	+ ½
Am Exp	10 2580	33⅝	32	33⅜	+ ½
A Home	15 3610	28⅝	27⅝	28½	+ ¾
Am Hos	12 2471	24	23	24	+1
Am Mot	38 936	4⅜	4	4⅛	— ¼
A Stand	6 1091	35⅞	34¼	35½	+1
Am TT	9 8861	61¾	60⅝	61¾	+ ⅝
Ampex	12 2553	u13⅛	12⅛	13	+ ½
Apache	13 w15	24¾	24¼	24⅝	+ ⅛
Armco St	7 661	27⅝	26⅝	27⅜	+ ½
Armst Ck	10 1137	16⅜	15½	16⅛	— ⅛
Arm R	3 86	20½	20⅛	20½	+ ⅛
Asarco	.. 2494	17¾	16⅜	17⅝	+ ¾
Ashld O	6 434	29⅜	28⅛	29⅜	+ ⅞
Atl Rich	8 4138	47	45⅛	47	+ 1⅜
Atlas C	34 524	14	12	13¾	+ 1¾
Avco Cp	3 3524	u22¼	20⅛	21⅞	+ 1⅝
Avon	14 2607	47⅛	45½	46½	+ 1¼
Babck W	12 930	59¾	57⅞	59⅜	+ ¾
Baxt Tr	16 2155	36⅜	35	36¼	+ ¾
Beckmn	13 485	32¼	31⅛	31¼	+ ¼
Beech 9	2179	u33¼	30¼	33¼	+ 2½
Bel How	9 326	19⅝	18⅞	19¼	— ⅛
Bendix	6 686	35¼	33⅜	33⅞	—1⅛
Benfl Cp	6 700	21	19⅝	20⅞	+1
Beth Stl	.. 2547	21⅛	20½	20⅝	.....
Black D	13 2423	16⅜	15⅝	16⅜	+1
Bliss L	7 215	18⅜	17¼	18⅜	+ 1¼
Blck HR	12 152	22¼	21⅝	22¼	+ ⅝
Boeing	8 5416	u34⅞	32⅝	34⅞	+ 1⅜
Bois Cas	6 1386	25⅞	24¾	25⅜	+ ⅝
Borden	7 870	29	28⅝	28⅞	.....
Borg W	5 1004	26⅜	25¾	26¼	.....
Bran Int	6 4848	u11½	10¾	11½	+ ⅝
Brist M	11 1570	31¼	30	31¼	+ 1½
Brown	10 23	8½	8¼	8½	+ ¼
Brwn F	11 x6918	u12	11⅛	11⅞	+ ¾
Brunswk	8 1904	15⅛	14	14⅞	+ ⅝
Bucy Er	7 2561	18¾	17¾	18⅛	— ⅛
Budd Co	5 866	32¾	32½	32¾	+ ⅜
Bulova	.. 32	5⅝	5⅜	5⅝	+ ¼
Burl Ind	7 662	19¾	19⅛	19⅜	— ½
Burl Nor	7 470	37½	36⅛	37½	+ 1⅛
Burndy	8 613	16¼	16	16	+ ⅛
Burrghs	12 2021	62⅞	59⅝	61⅝	— ⅞
CBS	7 2038	47⅝	45½	46⅜	— ⅞
CIT Fin	8 246	32⅜	31½	31⅞	+ ⅜
CPC Int	8 787	45¾	44½	45½	+1
Cam Sp	10 372	33½	32⅝	33⅜	+ ⅜
Cdn Pac	5 256	15⅜	15⅛	15⅜	+ ¼
Carr Cp	7 4826	16⅝	15⅞	16⅜	+ ⅛
Cart W	16 374	8⅝	7½	8⅜	+ ¾
Catrp Tr	9 4557	49⅛	d46¾	47½	—1
Celanese	8 406	37⅞	36⅝	37⅞	+ 1⅜
Cessna	8 1603	34	31⅝	33⅝	+ 1⅞
Chmp In	7 x1349	18⅞	17⅞	18⅞	+ 1⅛
Chase M	8 1285	29¼	28¾	29¼	+ ⅜
Chessie	8 755	33	32	32⅜	+ ⅛
Choc FN	.. 258	5⅞	5½	5½	— ⅜
ChrisCft	14 1000	9⅛	8½	9⅛	.....
Chryslr	6 3856	12¼	11⅛	12⅛	+ ⅝
Cities Sv	6 651	47⅜	46⅛	47⅜	+ ⅞
Clev E	7 623	20⅞	20⅝	20⅞	+ ¼
Clorox	8 696	12¾	12¼	12½	+ ⅛
Cluet P	5 494	10¾	10⅛	10⅝	+ ⅛
Coca Col	15 2669	39	37⅜	38⅞	+ 1⅜
Coleco	5 302	4⅛	3⅞	3⅞	— ¼
Colg Pal	10 2828	20¼	19¾	20¼	+ ½
Col Aik	6 745	11⅛	10⅞	11	+ ⅛
Col Gas	8 216	28⅞	28¼	28¼	— ⅜
Cmb En	8 x751	33¼	32⅛	33¼	+ ¾
Com Ed	8 x2816	27¼	26⅞	27	+ ⅛
Comsat	11 1130	35¾	34¾	35⅜	— ⅜
Cmpugrp	10 684	44¼	42½	43¾	+ ¼
Comp Sc	10 1117	9⅜	9⅛	9¼	.....
Congolm	7 x416	21⅞	20¾	21½	— ¼
Con Ed	5 2077	23⅜	22⅝	22¾	— ¼
Con Fds	8 1090	23¾	23	23½	— ¼
Con NGs	7 367	39½	38⅜	38⅝	— ½
Cont Cp	5 1415	50¾	49¼	50⅜	+ 1¼
Cont Gp	7 1568	30⅛	29	29⅛	— ¾
Cont Oil	8 4984	28⅞	27¼	28¾	+ 1½
Con Dat	7 x1809	25⅞	24¾	25¾	+ ⅞
Coop In	9 694	46	43	44¼	+ 1½
Coop Lb	18 x4382	25½	21½	24½	+ ⅜
Crane	4 462	28½	27⅛	28¼	+ 1⅛
Crn Ck	8 1255	u26½	25½	26	— ⅛
Cr Zell	7 551	31⅝	30¼	31⅝	+ 1⅛
Culligan	10 321	14¾	14	14¾	+ ½
Curt Wr	10 245	19½	18

Lukens	6	82	30⅛	28⅝	30	+1¼	Ohio Ed	9	1287	18⅞	18⅛	18⅝	+ ⅜	St RegP	8	3604	26¾	d25½	26¼	— ½	Texaco	8	5628	27	25¾	27	+1
Macy RH	6	502	36½	35¾	36¼	+ ⅜	Olin Cp	5	1890	15⅝	14¼	15¼	— ⅛	SFe In	6	6017	24¾	d22¾	23⅝	— ¾	Tex Glf	14	846	17¼	16⅝	17	+ ¼
Marat M	5	293	19⅜	18½	18¾	— ½	Out Mar	11	441	19⅞	19	19¼	— ⅜	Scher Pl	9	3683	28½	27⅞	28⅜	+ ¾	Textron	7	851	26⅜	24¾	26⅜	+1⅛
Maratn O	7	676	44	42½	43⅞	+1½	Owen Cn	8	350	60¾	59	60¾	+ ¾	Schlmb	14	x5560	66¾	65	66¾	+1¼	Thiokol	7	1036	26¾	25⅛	26½	+1¼
Mrsh Mc	14	771	57	53¾	57	+2½	Owen III	7	1248	20½	d19⅝	20¼	+ ⅛	Scott P	8	1340	13⅜	12¾	13¼	+ ⅜	Tiger In	8	3607	u18⅝	16⅞	18⅛	+ ½
Mart Ma	6	784	24½	24	24½	+ ½	Pac GE	8	x2301	24¼	23⅞	24	+ ⅛	Sea CstL	4	515	31⅞	30⅛	30⅜	+ ⅛	Time In	9	542	38⅜	35¾	38	+2¼
Masco	9	674	17⅞	17⅛	17½	+ ⅜	Pac Ltg	7	255	20¼	19⅞	19⅞	— ¼	Seab WA	4	3731	u 9¾	7⅝	8⅞	+1⅛	Timkn	7	266	44¾	43	44½	+1⅞
Mass F	..	4697	9⅝	9	9¼	+ ⅛	Pan A	5	1572	5	4⅞	5	+ ⅛	Sears	9	9137	25	23⅞	24⅜	— ⅜	TonkaCp	35	107	9	8½	8⅝	— ½
Mas Cp	..	76	17⅝	17¼	17⅝	+ ⅜	Pan EP	7	1002	43¾	42½	42½	+ ¼	Seatrain	37	508	10⅛	9⅝	9⅞	— ¼	TWA	4	6530	u14¾	12½	14¾	+2⅛
Mattel	7	1342	8¼	7⅜	8	+ ⅛	Penney	8	2600	35⅞	34¾	35¾	+ ⅜	Shell Oil	6	837	32½	30¾	31⅛	—1	TWA pf 2	..	95	21	20⅝	20⅞	+ ⅛
McDnld	14	4879	47⅛	45¼	47	+1⅛	Penzoil	9	1221	29¾	28¾	29⅜	.....	ShrW	..	598	25¼	23¼	24¾	+1¼	Transm	6	1916	14	13½	14	+ ⅜
McDn D	8	2214	25¾	24⅛	25½	+ ⅝	Peop Gs	8	x874	35¾	34	35½	+1½	Signal C	6	1196	32½	30	32⅛	+2⅛	Trnscon	9	150	10	9½	9½	— ⅜
McG Ed	7	1042	25⅜	24¾	25⅜	+ ⅜	Pepsico	12	6629	26	25½	25⅞	+ ¼	Simmn	13	120	13⅞	13⅜	x33¼	+ ¼	Tranwy I	6	132	22	21½	22	+ ⅛
McGr H	9	628	18⅝	17¾	18⅜	+ ¼	Pfizer	11	2927	27⅞	26	27⅞	+1¾	Singer	5	1756	19¼	18¾	18⅞	+ ¼	Tri Con	..	x656	18½	18¼	18½	+ ⅜
McIntyr	7	z5670	21¾	20¼	20¾	— ⅞	Phelp D	28	1584	20⅞	19⅛	20½	+1⅛	Skil Cp	7	39	13⅛	12½	12½	— ¼	UAL Inc	6	4547	21⅞	20¼	21¾	+1⅛
McLean	7	48	19	18½	18⅞	.....	Phil El	10	1840	19	18⅝	18¾	.....	Smith A	4	210	15¼	14½	15¼	+ ⅞	UOP	9	1047	20⅛	19⅞	20⅛	+ ⅛
Merck	13	3120	53¾	50⅞	51⅞	—1¼	Phil Mr	10	2504	59⅜	57⅛	58¼	+ ⅛	Smith KL	18	6522	u55	52⅞	55	+1¼	UV Ind	5	601	20¼	19¼	20	+ ½
Merr Lyn	12	1812	15⅜	14⅜	15⅜	+ ¾	Phil Pet	9	4578	30¼	29	30¼	+ ¾	Sony Cp	12	29908	7⅞	7	7⅜	— ¼	Unil NV	6	219	55½	55	55½	.....
MGM	12	208	27⅞	27	27⅝	— ¼	Pitney B	7	389	19¼	18¾	18⅞	.....	So CalE	7	2091	26¾	26⅜	26⅝	+ ⅛	Un Carb	7	3196	40⅜	38⅞	40⅛	+ ⅜
Metrom	9	1987	u42½	41½	42½	+ ¾	Pittstn	1	2546	24	22½	23	+ ¼	South Co	8	2268	17	15¾	16¾	.....	UnO Cal	6	1082	50⅜	49¾	50	+ ⅜
Midl Rs	7	x138	31¾	30	31¾	+2¼	Polaroid	9	1746	25½	24⅛	25⅜	+ ⅜	Sou Pac	8	567	33½	32¾	33⅛	+ ⅜	Un Pac	10	1323	44⅝	42⅜	44½	+1¾
Min MM	13	2691	46	44⅝	45⅝	+ ⅜	Pondrsa	9	1387	16½	15¾	16⅛	— ⅛	Sou Ry	7	515	46¾	d45	46¾	+1⅝	Un Brnd	14	229	7⅛	6¾	7⅛	.....
MPac C	5	831	43¾	41¾	43¾	+2	Port GE	18	x1022	20	19	19⅛	— ⅜	Southld	10	863	24⅞	24¼	24⅜	+ ⅜	UFin Cal	4	563	16⅛	15¼	15⅞	+ ⅛
Mobil	7	1795	62⅞	60¾	62¾	+1⅜	Proct G	13	1410	77¼	75¼	77¼	+1¾	Spery R	7	1318	35⅞	34½	35⅜	— ⅛	Unuclr	10	x2938	41¾	37⅜	41½	+4⅛
Mobil H	..	216	2¾	2½	2½	— ¼	PSv EG	8	1989	22¾	22	22¾	+ ¾	Squibb	10	1628	23⅞	23¼	23¾	+ ½	US Gyps	7	646	22¾	21½	22⅝	+ ⅜
Mhwk D	14	1975	u 8⅜	7½	8⅜	+ ¾	Pullmn	8	942	25½	24½	25½	+ ⅛	St Brand	10	985	23⅝	22⅞	23⅜	+ ⅝	US Steel	16	3192	26⅝	26	26⅜	+ ¼
Monsant	6	4268	48	45⅞	47⅝	+2⅛	RCA	8	4722	25⅜	24½	24¾	+ ¼	StOil Cl	7	2393	39⅜	38¼	39	+ ¾	Un Tech	6	2837	36¾	35¾	36	— ⅜
Moore M	7	200	29½	28⅜	29½	+ ⅞	Rals Pur	10	2682	14⅛	13⅞	13⅞	— ¼	StOil In	7	4504	48⅝	46¾	48½	+2	Venice	..	43	2¼	d 2⅛	2⅛	— ⅛
Motrola	11	1145	38½	36⅜	38¼	+2¼	Raym Int	5	325	22½	21½	22	+ ¾	Std OilO	14	3445	59¾	d58	59⅜	+ ¼	Vornado	..	779	9	8¼	9	— ⅛
NCR	8	x3935	43⅝	41⅛	43⅜	+2⅛	Raythn	10	3563	u36½	34⅛	36⅜	+2¼	Sterl Dr	9	1853	13⅝	12⅞	13½	+ ½	Wrn Com	6	2508	33⅜	31	33⅜	+1⅞
Nabisco	10	380	48½	47⅝	47⅞	+ ⅜	Reich Ch	9	59	15¼	14⅞	15	.....	Stw War	7	62	31¼	31	31¼	+ ¼	Warn L	12	2025	27⅞	27⅛	27⅝	+ ¾
Nat Can	10	315	14⅞	13⅞	14⅝	+ ⅜	Reln El	10	330	31	29⅜	31	+1⅞	Stud Wor	5	1135	u52⅛	49	51¼	+1⅜	WAir L	7	1311	8	7¼	8	+ ¾
Nat Dis	7	444	22¼	21⅝	22¼	+ ½	Reln Gp	5	1938	u31¼	27¾	31	+3⅛	Sun Oil	5	1069	39⅛	37¼	39⅛	+2⅛	W Union	7	x659	16¼	d15¾	16¼	+ ⅜
Nat Gyp	7	378	15⅜	15	15⅛	— ¼	Rep Stl	9	527	23½	22⅛	22⅞	— ¼	Sunbm	7	279	19½	18½	19⅛	+ ⅝	Westg El	6	4225	17¼	16⅞	17⅛	.....
Nt Semi	16	4100	18⅛	15¾	17⅞	+1½	Revere	8	501	13⅞	11¾	13⅞	+1⅜	Suns M	45	251	13	12¼	12¼	— ⅜	Weyhsr	10	3690	24⅜	22½	24⅛	+ ½
NSvc Ind	6	150	13¼	12¾	13¼	+ ½	Revlon	13	1631	41½	39¾	40½	.....	Supr Oil	17	375	265½	256	265½	+9½	Wheel F	11	283	31	30	30⅝	+ ⅝
Natl Stl	9	585	29½	29	29½	+ ⅛	Rexnrd	6	738	16¼	15⅞	16¼	+ ⅜	TRE Cp	9	147	13⅜	13	13⅛	— ¼	Wheel Pt	..	107	9⅛	8⅞	9⅛	.....
NatTea	6	81	4¼	4	4⅛	— ¼	Reyn M	6	1403	28⅞	27½	28⅞	+1½	TRW In	7	2599	35⅛	33⅛	34⅞	+1¾	Whit Cn	5	1054	21⅜	20⅞	21⅜	+ ⅜
Natom	4	597	37½	36	37⅛	+1	Rich Mrl	10	997	23¾	22¾	23¾	+1	Taft Brd	7	338	33⅞	32⅜	33½	+ ¼	White M s	6	529	7⅜	7	7⅜	+ ⅛
Newmnt	26	1229	16⅝	15¾	16	— ¼	Rite Aid	10	534	18½	17½	18¼	+ ¾	Tandy	7	1405	34½	32⅜	34⅜	+1	Winbago	23	436	3½	3¼	3⅜	+ ⅛
Nia MP	9	1759	15⅛	14½	15	+ ⅛	Rockwl	7	702	31⅜	30½	31¼	+ ⅞	Tandycft	8	234	u14⅞	14⅛	14⅞	+ ⅛	Wometc	10	734	15	13¾	14¾	+1⅛
Norflk W	8	1184	27	26⅛	26⅝	+ ⅝	Ronson	..	112	3⅝	3	3⅝	+ ⅝	Technicr	4	1534	11¼	9⅝	10¼	— ⅝	Wolwth	6	868	19	18½	18⅝	— ⅛
Nor Tel	8	439	24¼	24	24¼	+ ⅛	Rosario	14	306	22	20⅛	20¼	— ¾	Techcolr	6	x288	9⅛	8⅛	9⅛	+1	Xerox Cp	9	3387	43⅞	42½	43⅜	+ ⅛
Norgte	..	71	4⅛	3⅞	4	— ⅛	RC Cola	8	546	19⅛	18⅜	18⅞	— ⅛	Tektrnx	12	x715	35¾	34¾	35½	+ ¾	Zenith R	..	1244	14⅛	12¾	14	+1⅛
N.WST Air	6	x2632	24¼	22¼	24¼	+1¼	Royl D	5	1825	59⅛	58⅜	59⅛	+ ⅛	Teldyn	5	1991	75¼	72½	73¾	+ ⅞	Zurn Ind	8	x154	15¼	14¾	15⅛	+ ⅝
Nor Sim	8	2058	18⅛	17⅝	17¾	— ¼	SCM Cp	4	844	16¾	d15¼	15½	—1⅛	Telex	9	1715	u 3⅞	3⅜	3⅞	+ ½							
Occ Pet	8	5179	23¾	22½	22⅞	+ ⅜	Safeway	10	1190	38⅜	36⅜	38⅜	+2¼	Tenneco	7	1248	30⅜	29⅝	30⅛	— ⅛							

Valeurs	Vente	Haut	Bas	Fermeture	Changement net
Ressources et développement					
Agassiz	14050	115	114	114	+4
Alice Lk	4000	7½	7½	7½	
Andex	5500	15	14	14	
Anglo Bo	4600	204	200	204	—1
Arcdia	5000	8½	8	8	
Avino	17000	28	26	26	—4
Azure	8500	81	78	81	—3
Barier R	10500	55	54	54	—3
Bath N	1000	38	38	38	
Bimorl	3800	103	100	100	—1
Benson	5000	24½	24	24	
B Giant	4000	30	30	30	
Bow Rvr	4000	18	18	18	— ½
C T Exp	2500	95	92	93	+8
BX Dev	34700	505	460	485	+ 30
Caldnia	500	71	71	71	—1
Camro	2500	40	39	39	—1
C Barr	1500	190	185	190	—5
Canalta	12500	38	37	37	—2
Carolin	3000	290	285	290	+5
Castle	200	160	160	160	
Celico R	2600	290	280	290	+10
Chanda	z20	52	52	52	
Charltn	27000	61	60	60	+1
Cheyen	7500	305	300	305	+5
Chrmx	5000	20	20	20	
Claymr	6000	55	55	55	
Colby	32800	142	130	135	
Clman B	300	275	275	275	
Clmn pr	3000	31½	31½	31½	— ½
Clonial	2200	115	115	115	—5
Colt Res	25400	19	17	17	—3
Cmapix	1000	165	165	165	—10
Con Am	9500	60	60	60	—1
C Bound	9000	29	28	28	— ½
C Five St	1200	180	180	180	—10
Cns Klco	140700	48	41	47	+5
C Slv Rg	2000	30½	30½	30½	—5½
Con Trn	6000	22	22	22	
C Silver	1000	42½	42	42	
Cream S	2500	14	14	14	
Cube Re	6500	65	60	60	—5
Dankoe	300	240	230	240	
Davnpt	3080	36	36	36	+1
Delta	52800	170	153	165	+10
Dora Ex	5000	26	26	26	+1
Dual res	26500	94	83	94	+11
Focus R	2960	625	620	620	— 5
Frehld	8500	78	70	78	+8
Galvstn	1500	73	71	71	—3
Gentry	1500	41	40	40	
Giant Ex	1000	8½	8½	8½	+ ½
Global	2000	48	48	48	
Goldle A	5620	425	425	425	
Goldblt	2500	85	83	83	—2
G Gate	15000	58	50	55	—3
Gdn Gnt	6500	19	18	19	+1
Gldn Std	5000	12	12	12	+1
Gld Rvr	2000	18	18	18	
G Hercul	2000	44	38	44	+1
G N Pete	5000	31	31	31	
Grndst	2300	48	48	48	
Hallmk	4000	48	48	48	—1
Hecate	5000	101	95	95	
Hihawk	2167	17	17	17	—2
Hilnd Cr	2200	60	57	57	
Holofi	15900	56	55	55	
Host	1000	105	105	105	—5
Imp Met	500	32	32	32	—1
Intrcp	200	112	112	112	
Intgold	10466	60	60	60	
Int Balfr	2600	370	365	365	—5
Itl Bmc	30000	30	30	30	
Intl Pyr	1000	28	28	28	
IShasta	2000	80	80	80	
Iskut	1000	7	7	7	+1
Joy Ind	1000	22	22	22	
Kamad	5000	30	30	30	
Knobby	1000	39	39	39	—3
La Teko	24166	79	71	71	—4
Laura	1000	5½	5½	5½	
LMC R	4700	9	9	9	
Logtng	1700	113	112	113	+1
Lori E	5000	10	10	10	
LP Ind	7500	18	17	17	—1
M M Prc	5000	20	20	20	—2
Major	1200	315	315	315	
Mark V	3800	175	165	175	
Mvrck	3000	19	19	19	
Meston	6000	49	47	48	+2
Mid Mtn	1500	34	34	34	
Mirmit	2000	69	69	69	
Mt Grnd	7000	105	105	105	
Mos Crk	500	83	83	83	
Mt Sick	5000	15	14	15	
Saxton	600	18	18	18	
Secrtrt	11500	23	22	22	—1
Seneca	2350	130	125	125	—5
Sicintin	1000	11	11	11	— ½
Slvrdo	1000	25	25	25	
S Chief	2500	61	60	61	—4
S Christl	3500	33	33	33	
Skat Res	300	145	145	145	
Slocan	12000	50	47	47	—1
Sonc Ry	z6	18	18	18	
Stampd	1989	330	320	320	—20
Susie Gd	21500	170	150	155	—10
Syn trc	1500	80	70	70	
Tcoma	3500	90	86	86	—2
Terra	1100	370	365	370	+5
Thor Ex	5500	280	265	280	
Torngn	8500	76	75	76	
Tricor	2000	22½	22½	22½	+ ½
Trsmo	4200	20	20	20	
Tyee	18500	62	59	62	+4
UCbrge	3500	22	21	21	

bourse de vancouver

Valeurs	Vente	Haut	Bas	Fermeture	Changement net
Mtn Stat	12300	290	280	290	+5
Mndee	517	95	95	95	
Musto E	86700	180	157	180	+18
N Cinch	19755	165	150	164	+4
Nwcst	7011	17	17	17	
Nw Min	4500	47	46	46	
N Privtr	15500	10	9½	9½	
Ni Cal	10150	$16	15½	16	+ ⅝
No 6 Mot	2000	37	37	37	
Norco	6000	110	100	100	
Norex	7000	43	43	43	
Nthair	9300	250	240	245	—1
N Hart re	2600	18	17	18	
Nu Engy	3600	300	295	300	
Oxbow	400	102	102	102	+1
Pac Cas	4000	27	26	26	
Pac Cyp	22100	75	72	72	—1
Pcifc Rs	500	24½	24½	24½	
Pthfndr	15500	24½	22½	24½	
Pegsus	6900	145	140	144	+2
Perry R	2000	125	125	125	+3
Plains P	4000	44	42	44	+2
Prism	3000	70	68	68	—2
QC Exp	6800	52	50	50	—4
Qtsino	34000	50	40	45	—1
Ramco	20500	48	45	47	+2
Ramm	1000	28	28	28	
Redfrd	6500	99	95	97	—2
Rhodes	11334	59	58	58	
Rimrck	6000	96	90	90	—6
Rio Plat	7500	32	26	32	
Rosmc	500	17½	17½	17½	
Sabina	500	51	51	51	
Sna Res	2000	47	46½	47	—3
S Jcinto	28500	41	39	40	—1
UFC	5500	16	16	16	—1
U Hrne	1500	300	300	300	
U Gold	4000	17	17	17	
U Wstld	3500	111	110	111	+1
Vntrl	7500	61	53	61	+9
Vntor R	7500	110	101	107	—8
Vestor	2000	42	42	42	
Wlcm N	2000	125	125	125	+4
Wharf	13000	42	38	40	—2
Ykn Rev	1000	30	30	30	
Warrants and Rights					
Agass rt	5712	34	31	32	+2
Focus rt	1400	22	20	20	—2
Golbt W	3500	23	20½	20½	—2½
P Cyp w	40500	14	12	13	—1
Silv Wts	3000	41	40	40	—1
Syn wta	1000	17½	17½	17½	
INDUSTRIELLES					
Athbsc	700	170	165	170	
BBC Un	300	$16	16	16	
Bm Rt U	1800	$14⅞	14¾	14⅞	
Balco	800	$6	5⅝	6	+ ⅜
BCFP p	300	$40	40	40	
Cdn Jvln	460	110	110	110	
Daon Dv	200	$7¼	7¼	7¼	
GN Land	1500	60	60	60	
I Hydro	z200	47	47	47	
Kaiser	600	$14	14	14	+ ¼
Keg Res	500	120	120	120	
Keycrp	131	360	360	360	
M B	100	$17¾	17¾	17¾	— ⅛
Potter	1041	375	375	375	
Renn In	z28	55	55	55	
Sony	1000	$7¾	7¾	7¾	
Zellers	800	$7⅝	7½	7⅝	

Valeurs	Vente	Haut	Bas	Fermeture	Changement net
VANCOUVERCURBEXCHANGE					
Aaron	3000	135	135	135	
Abella	6500	40	40	40	
Acacia	8000	30	30	30	
Action	2500	11½	11½	11½	+1½
Alina Int	3000	12	12	12	
Allwest	2000	62	62	62	+2
Amber	14500	66	63	65	—2
Amca	14500	59	56	57	—2
Ashcrft	44000	36	35	35	—1
Avinch	1000	60	60	60	—2
Berkly	z100	22	22	22	
Betina	9200	62	60	61	+1
Brent	700	130	130	130	
Brican	3000	35	35	35	
BrPac	6000	16	15	15	—2
Bur Gld	2000	18	18	18	
Cannon	6500	20	19	19	—1
Carder	1500	71	70	70	
Chanel	70800	155	136	140	—16
Cleaver	1500	17	15	15	
Cobre	3500	17	16	16	
Cinola	7000	83	80	83	
Con Min	2500	24	24	24	
Crescn	17500	27	25	26½	+1½
Cusac	2500	38	37	38	+1
Cyclon	900	100	95	100	—2
Dallas	1500	125	125	125	
Decker	5000	71	70	71	+1
Diana	2000	19	19	19	
Dorita	12460	54	50	53	+3
Dungan	500	55	55	55	—5
Edina	500	32	32	32	
Envoy	111250	36	33	34	
Gall Pet	z200	23	23	23	
Gavex	2500	27	27	27	
Gillian	8500	31	27	29½	— ½
Gold An	6000	55	53	53	—3
Gold cup	7500	50	45	45	—9
Grangr	3000	14	14	14	
Grt Ctrl	500	40	40	40	
Grnwd	1000	200	200	200	
Grove E	6000	23	23	23	—3
Hercon	2000	14	14	14	
Hitec	1000	16	16	16	+1
Hub	1000	18	18	18	
Icoast R	6933	120	120	120	
I Wellin r	1000	81	81	81	+1
Island M	9000	12½	12	12	
Kndahr	9500	59	56	57	
Keith	18500	48	43	43½	—1½
Kendal	10500	14	13	13	
Klndke	500	20	20	20	+1
Lanter	2000	30	30	30	
Leman	4000	82	80	80	—4
Lion Mn	13500	50	48	49	+2
MCP R	4000	81	81	81	
Mace Te	500	157	157	157	
Meridn	1000	21	21	21	
Mns Dor	2500	38	33	33	—9
Mngrm	500	32	32	32	
Mtneer	9000	46	42	42	
NCA Mrl	7000	48	47	47	—4
Nahatl	15000	11	10	10	—2
N Aston	14500	130	120	130	+10
N Frontr	36700	365	345	360	—5
Norwin	16860	45	43	44	—2
Olym	10000	9½	7	7	—2
Oreil	7500	28	28	28	
Pan Arc	13625	400	385	395	+5
Panthr	3000	17	17	17	
Paulsn	10000	13	13	13	
Petrox P	4500	50	48	48	—2
Philco R	11775	61	56	61	+11
Phnx El	5000	24	24	24	+4

CARTES D'AFFAIRES

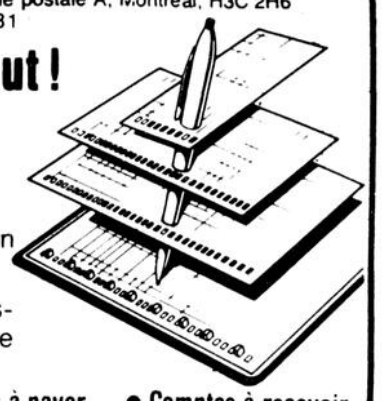
SYSTÈME PROVINCIAL (MONTRÉAL) LTÉE
C.P. 953, succursale postale A, Montréal, H3C 2H6
Tél: (514) 677-2981

La planche de salut !

Le système S.P.M. vous sauvera temps, argent, désagréments.

Faites votre comptabilité en trois fois moins de temps.

Éliminez les erreurs de transcriptions grâce au système "Une écriture" de S.P.M.



• Système de paye • Comptes à payer • Comptes à recevoir

Bélanger Chabot + Associés
Conseillers en Administration

1825, La Tour de la Bourse
Case postale 30, Place Victoria
Montréal, Québec H4Z 1A2
Téléphone: (514) 878-3927

350 est, boulevard Charest,
Québec, Québec G1K 3H5
(418) 647-3151

Membre de l'Association Canadienne des Conseillers en Administration

TOUCHE ROSS & CIE
Comptables agréés

MAJOR & MARTIN INC.
CONSEILLERS INDUSTRIELS
Experts conseils: Finance - Économie - Gestion
Mtl-tél: (514) 937-9411 Qué-tél: (418) 683-3344

samson. bélair & associés
Comptables agréés
MONTREAL — QUEBEC — RIMOUSKI — SHERBROOKE — TROIS-RIVIERES
OTTAWA — SEPT-ILES — COATICOOK — MATANE

Les spécialistes en P.M.E.
BÉDARD & ASSOCIÉS
9525 rue Christophe-Colomb, suite 3
Montréal, Qué. H2M 2E3
Tel: (514) 381-6239

fonds mutuels

Membres				Non-membres			
AGF Group		ynInv Income	4.28	Assoc Inv	5.77	xManhatn	2.34
Amer Grwth	4.73	ynMortgage	10.17	yBeaubran	3.88	Maritime Eq	2.45
Cdn Gs Egy	17.59	**Guardian Group**		**CSA Mgmt Gr**		Marlborough	5.90
Cdn Sec Gth	5.68	Enterprise	.92	Goldfund	4.60	Natrusco	12.80
Cdn Trusteed	4.64	GIS Comp	11.26	Goldtrust	2.68	**NW Group**	
Corp Invest	5.70	GIS Income	3.16	**Canagex Gr**		Canadian	4.58
Corp Inv Stk	5.60	Grwth Fnd	10.63	yBond	9.57	Equity	7.61
Gwth Equity	8.32	North Amer	4.22	Fund	9.80	xOne Wm St	12.75
Japan	11.85	Mutual Acu	5.65	Internatnl	7.26	xOppenhmr	5.47
nMoney Mkt	10.00	Mutual Inc	4.76	yMortgage	10.26	**Pemberton Gr**	
Special	4.21	Sec Income	9.57	xChase	5.91	nPacific Div	5.59
All Canadian Grp		World Equity	5.85	ynComCp Mg	10.15	nPacific Inc	2.77
Compound	6.26	**Investors Group**		**Desjardins Gr**		nPacific Res	3.17
Dividend	6.73	yDividend	6.55	Canadian	7.22	nPacific Ret	4.88
Northrn Egy	4.09	yGrowth	10.28	yHypotheq	4.43	nPacific US	4.77
Revenue Gth	3.86	yInternatnl	5.91	yInternatnl	7.60	**PHN Group**	
4000	4.32	yJapan	11.11	yObligatns	5.24	yBond	10.85
Bolton Tremblay		yMortgage	5.00	Quebec	3.70	yCanadian	8.44
nEquity	5.63	yMutual	5.13	PEP	2.63	Fund	16.93
nyIncome	10.11	yProvidt Stk	4.91	nySpec	5.68	yPooled	28.79
nInternatnl	6.79	yRetiremnt	5.53	**Dixon Krog Gr**		nyRRSP	12.82
Calvin Bullock Gr		**Planned Invest Gr**		Dixon, Krog	6.84	**PMF Managmnt**	
Acrofund	1.39	Canada Cum	6.57	Heritage	2.13	nPension Mu	6.14
Banner Fund	5.00	yPld Resourc	4.55	Vanguard	7.12	nXanadu Fnd	3.82
CIF	4.29	yTaurus	6.48	**Dreyfus Group**		**Principal Gr**	
CambridgeGroup		**Pret et Revenu Gr**		yInc	10.95	Collective	6.83
Intl Energy	2.73	American	9.47	yInternatnl	13.69	Growth	4.90
Intl Growth	4.64	Canadien	6.45	yDomin Comp	7.45	Venture	4.04
Intl Income	3.51	yFonds H	5.03	ynExecut Can	6.39	nPutnam	9.97
Nat Res Gth	4.15	Retraite	6.98	ynExecut Intl	1.63	**Sterling Group**	
Univest	5.50	**Prudential Gr**		xFid Trend	19.65	Equity	5.80
Growth	6.85	Growth	5.53	nFst Cdn Mtg	10.45	yMortgage	5.14
Ciag Inv Group		Income	5.32	Fiscon Fund	5.51	xTech	6.85
ynCo-opera	10.01	**Savings Invest Gr**		nHarvard	6.45	Temple Gth	15.87
ynLdmk GF	10.34	American	9.47	**Industrial Gr**		**Trans Canada Gr**	
Confed Group		Canadian	6.45	Indust Amer	2.45	A	5.01
Dolphin Eqty	4.66	yH Fund	5.03	Indust Div	5.24	C	10.28
yDolphin Inc	5.15	Retiremnt	6.98	Indust Eq	7.29	Special	4.05
Cundill Value	4.83	**Scotiafund Gr**		Indust Gth	5.08	**United Group**	
Eaton-Bay Group		Scotiafund Gr	..	Indust Incm	10.71	yAccumula	3.63
Commwth	16.62	Scotiafund	.89	Indust Pens	26.60	yAccumula R	4.19
Growth	10.08	Scotiafd Mtg	1.03	**Keystone Gr**		yAmerican	1.61
Income	4.63	**UnitedBondShare**		Cus K-2	4.83	yCont Mortg	5.19
Internatnl	10.06	yRoyFund	6.20	Cus S-1	16.09	yHorizon	2.60
Leverage	4.96	yRoyFnd Inc	5.13	Cus S-4	4.04	ySecurity	4.72
Venture	4.83	**Universal Group**		Polaris	3.17	yVenture	2.86
Viking	4.97	Equity	9.72	xLex Rsrch	13.63	yV	
Guaranty Trust Gr		Income	5.14				
ynInv Equity	7.14	Resource	5.00				

L'indépendance, comment faire?

Suite de la page 5

provinciale en qualifiant ce commerce d'après sa nature privée et contractuelle. Même une loi fédérale d'assurance-chômage fut déclarée invalide au motif que le contrat de travail était une affaire privée et donc de droit civil (**A.G. Canada vs A.C. Ontario,** *1935 A.C. 355*).

Ces arrêts n'ont guère lié la Cour Suprême. Il fut rapidement évident que l'approche contractualiste menait à l'abandon des compétences fédérales en toute matière commerciale. Même l'arrêt **Citizen Insurance** *du Conseil Privé reconnaissait explicitement la compétence du Parlement sur le commerce interprovincial. C'est alors que se conçut une approche contractualiste à déterminante territoriale: les lois de commerce, contractualistes par essence, se classent, suivant cette jurisprudence, selon leur incidence territoriale: une loi fédérale disposant de la mise en marché du blé d'exportation fut invalidée parce qu'elle touchait des "ouvrages locaux", élévateurs à grains* (**Eastern Terminal Elevator,** *1925, A.C. 434) une loi de Colombie-Britannique fut déclarée invalide parce qu'elle traitait de mise en marché de fruits et légumes destinés à 90% au marché interprovincial* (**Lawson c. Interior Tree Fruit,** *1931 R.C.S. 357); une loi fédérale fut invalidée au motif qu'elle réglementait la mise en marché de produits naturels à l'intérieur d'une province* (**A.G. British Columbia c. A.G. Canada,** *1937, A.C. 377*).

Cette conception contractualiste n'attribue de compétence certaine à aucune des juridictions, tout en maintenant un corridor très étroit aux pouvoirs du parlement.

La jurisprudence qui se dégage de la façon la plus certaine utilise toutefois l'approche empirique et n'attribue de compétence certaine qu'au Parlement fédéral: en dissociant nettement l'aspect **commerce** *de l'aspect* **contrat,** *et en attribuant la plénitude de la compétence au fédéral en matière de* **commerce,** *la Cour Suprême statuait sur les pouvoirs du Parlement de réglementar toutes les étapes de la* **mise en marché.** *On argumentait ainsi que l'échange des biens devrait être considéré prioritairement au contrat d'échange. Dans* **Ontario Farm Product Marketing Hct,** *(1957) R.C.S. 198, dans l'affaire* **Caloil** *(1971) R.C.S. 542, dans l'arrêt* **Murphy c. C.P.R.,** *(1958) R.C.S. 626, l'on retrouve un cheminement qui, depuis certaines considérations sur la territorialité aboutissent finalement à décider que le fédéral peut réglementer toute matière commerciale dans l'intérêt national (affaire Caloil).*

Dès lors que n'existe plus de compétence absolue en matière de commerce, un Parlement n'a plus de pouvoir que pour sa propre régie. Les quelques arrêts précités et plusieurs autres dont nous entreprendrons maintenant l'étude ont vidé de leurs pouvoirs législatifs en matière de commerce les législatures provinciales et ont permis au Parlement fédéral d'occuper tout le champ commercial par une abondante législation dont le principal effet fut d'effacer les frontières provinciales en liant à cette fin, obligatoirement, les gouvernements provinciaux.

J. LEVASSEUR INC.

IMMEUBLES - REAL ESTATE

381-4449

VENTE • ÉCHANGE • LOCATION DE PROPRIÉTÉS

Local à louer, Place Levasseur, 820 p.c. Montréal-Nord, coin Lacordaire & Henri-Bourassa. Pour commerce de fournitures électriques et accessoires de décoration. Clientèle établie. Tout autre offre de commerce sera considérée.
Jean-Louis Bélanger F.R.I.

Pierrefonds: 3,781,000 p.c. (351,481.2' mètres carrés ou 35ha.
Jean-Louis Bélanger F.R.I.

Rivière des Prairies: Terrains pour bungalows, duplexes, triplexes, maisons appartements 3 étages, 2,000,000' p.c. 18.6ha.
Jean-Louis Bélanger F.R.I.
Paul Gagné 321-4692

Ste-Julienne: Bungalows: 5½ aluminium. Terrain: 16700 p.c. endroit paisible. Prix: $18700.
Noël Thibault 322-9005

Lac Rochon Cte Labelle: Domaine boisé avec chalet meublé et remise. Plus de 220,-000 p.c. prix: $23,500.
Noël Thibault 322-9005

Montréal-Nord: Place McKay triplex moderne 3 - 5½, 1 - 3½ sous-sol, revenu annuel $9120. Loyer du rez de chaussée valué à $250. par mois. Prix $85000.
Noël Thibault 322-9005

Consultez notre tableau de propriétés À Vendre à la Place Levasseur, coin Lacordaire & Henri-Bourassa, Montréal-Nord.

carrières & professions

Concours de recrutement

Concours ouvert aux hommes et aux femmes.

Commission de la fonction publique du Québec

ANALYSTE FINANCIER

CONCOURS H1026J/SC

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL
postes à Montréal et Québec

FONCTIONS — A titre d'agent de développement industriel, analyser les demandes d'assistance financière présentées par les industries; évaluer si ces demandes rencontrent les critères d'admissibilité au programme concerné; recommander l'octroi d'aides financières et administrer les dossiers des aides accordées.

EXIGENCES — Diplôme universitaire de premier cycle en administration, en sciences économiques ou en sciences appliquées; 3 années d'expérience en financement industriel, en gestion d'entreprises, en analyse financière ou dans un autre domaine connexe. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire. Inclure une photocopie de l'original de ses attestations d'études.

TRAITEMENT de $18,679 à $25,488
Date limite pour l'inscription: 31 mars 1978

ANALYSTE EN TARIFICATION ÉLECTRIQUE

CONCOURS H1053CM/SC

MINISTERE DES RICHESSES NATURELLES
Poste à Québec

FONCTIONS — A titre d'agent de recherche et de planification socio-économique, effectuer des études sur la tarification de l'électricité en vue de faire des recommandations sur le niveau des prix de l'électricité ainsi que sur la structure des tarifs des distributeurs du Québec; analyser les différentes méthodes tarifaires de gestion de la consommation de l'électricité; participer à des études de rentabilité de moyens de gestion de la consommation d'électricité.

EXIGENCES — Diplôme universitaire de premier cycle en économique ou dans une autre discipline appropriée et 3 années d'expérience pertinente reliée à la tarification de services publics OU diplôme universitaire de deuxième cycle en économique ou dans une autre discipline appropriée et 2 années d'expérience pertinente reliée à la tarification de services publics. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire. Inclure une photocopie de l'original de ses attestations d'études.

TRAITEMENT de $18,679 à $25,488
Date limite pour l'inscription: 31 mars 1978

REPRÉSENTANT RÉGIONAL PROTECTION DU CONSOMMATEUR

CONCOURS H1113CE/SC

OFFICE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR
poste à Jonquière — poste à Sept-Iles

FONCTIONS — A titre d'attaché d'administration, recevoir et traiter les plaintes reçues en regard des infractions à la Loi de la protection du consommateur et aux règlements; informer et éduquer le public consommateur sur toute matière ayant trait à la protection du consommateur.

EXIGENCES — Diplôme universitaire de premier cycle en administration ou en toute autre discipline appropriée; 3 années d'expérience pertinente aux fonctions. Une expérience exceptionnelle et une compétence reconnue dans le domaine concerné peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire. Inclure une photocopie de l'original de ses attestations d'études.

TRAITEMENT — De $17,568 à $23,373
Date limite pour l'inscription: 31 mars 1978

Si le nombre de candidatures soumises par des citoyens canadiens est suffisant pour combler le poste vacant, la Commission limitera sa sélection à ces personnes.

S'inscrire auprès de la COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUEBEC, 1050 rue Conroy, Québec, G1R 4Z8 à l'aide du questionnaire OFFRE DE SERVICE qu'on peut se procurer dans les centres de main-d'oeuvre, dans les caisses populaires ou à l'un des bureaux de la Commission. Il est nécessaire d'indiquer le numéro et le titre du concours.

La commission vous invite à prendre connaissance de ses autres concours en communiquant avec l'un de ses bureaux régionaux.

Publication...

Suite de la page 8

L'Association du Camionnage du Québec Inc., *en collaboration avec la Faculté des Sciences de l'Administration de l'Université Laval, a tenu dernièrement un cinquième séminaire sur les transports routiers. Ce séminaire qui regroupait des représentants de différentes institutions financières, des compagnies de transport routier, avait pour but d'étudier les particularités de financement de cet important secteur économique. Un rapport et des recommandations précises seront publiés sous peu...*

Société centrale d'hypothèques et de logement — Central Mortgage and Housing Corporation

Les postes de la SCHL sont offerts également aux hommes et aux femmes

ANALYSTE DU MARCHÉ HYPOTHÉCAIRE

LE POSTE:
Le titulaire est chargé de se tenir au courant de l'évolution du marché hypothécaire et des instruments qui s'y rapportent, et d'établir et entretenir de bons rapports avec les participants de ce marché. De concert avec le gérant du marketing hypothécaire, il / elle établit une stratégie et met en oeuvre des plans dans un milieu professionnel.

CONDITIONS DE CANDIDATURE
Le candidat idéal doit avoir un diplôme universitaire, de préférence dans le domaine des finances avec plusieurs années d'expérience dans le domaine des valeurs mobilières. Il / elle doit avoir l'aptitude à exprimer et à élaborer des idées de facon créative et bien articulée. Il / elle doit également avoir l'aptitude à surveiller et à analyser les conditions et les marchés financiers, grâce à sa connaissance approfondie du marché financier au Canada et des politiques monétaires et du rôle et du fonctionnement des institutions qui y prennent part. Une connaissance manifeste de l'analyse statistique est essentielle.

EXIGENCES LINGUISTIQUES
Le poste exige une bonne connaissance des deux langues officielles au travail. Toute personne unilingue peut aussi faire une demande. Elle doit cependant indiquer qu'elle est consentante à suivre un cours de formation linguistique aux frais de l'Etat, d'une durée allant jusqu'à 12 mois et d'une nature ainsi qu'aux endroits prescrits par le Bureau des langues officielles de la Société.

Le poste s'adresse à ceux dont le traitement actuel est d'environ $20,000 par année. Le curriculum vitae détaillé doit parvenir au plus tard le 7 avril 1978 au:

Groupe de dotation
Société centrale d'hypothèques et de logement
Chemin Montréal
Ottawa, Ontario K1A 0P7

Gare au dumping

Suite de la page 1

conserver leurs positions à l'exportation."

M. Heneault indique que l'exécution de ces commandes serait étalée sur trois ans et permettrait à la sidérurgie canadienne de créer, au cours de cette même période, environ 2 000 emplois.

Le gazoduc, long de plus de 4 300 kilomètres, devrait entrer en service au début de 1983 pour livrer 2,6 milliards de pieds cubes / jour de gaz. Il va de soi, sauf imprévus.

Du côté canadien, le projet de loi relatif au gazoduc sera probablement ratifié dans les jours qui viennent. Cependant restent encore en suspens les questions relatives au financement. Les 10 milliards de dollars nécessaires doivent être réunis exclusivement par le secteur privé. Or les dépassements de devis, fort possibles lorsqu'il s'agit d'un projet de cette ampleur, ajoutés à l'absence de garanties fédérales US, risquent de compliquer quelque peu les démarches en ce sens. Mais rien qui soit de nature à compromettre la réalisation du projet, affirment les experts.

Pas d'initiatives nouvelles mais peut-être une réduction d'impôts

Suite de la page 1

été possible de maintenir le personnel de la fonction publique au niveau de 1977-78 et de dégager des crédits de plus de $200 millions qui auraient autrement été nécessaires à la seule poursuite des activités existantes", dit le texte explicatif.

Le deuxième objectif de ce budget réside dans la réorientation des dépenses de l'Etat vers des services directs à la population. A ce titre, 80% des nouvelles mesures annoncées consistent en des subventions ou des dépenses d'immobilisation qui ne nécessitent pas d'accroissement de charges bureaucratiques. Le ministère des Affaires sociales bénéficie de la plus grosse augmentation, avec $500 millions de plus que l'an dernier.

L'exercice 1977-78 s'est terminé avec $395 millions de crédits périmés, et M. Parizeau estime qu'il en sera de même pour cette année budgétaire.

Il reste à savoir maintenant si ces prévisions de dépenses empreintes d'austérité auront comme pendant, lors de la présentation du Budget, une diminution des impôts. Il semble que cette hypothèse devienne de plus en plus plausible, bien que le ministre n'ai pas fait de déclaration précise à ce sujet. Mais celui-ci a quand même indiqué que l'essentiel des augmentations de salaires enregistrées par les citoyens au cours des trois dernières années s'était retrouvé, sous forme de taxe, dans les coffres de l'État, ce qui lui apparaît comme inacceptable.

On se souvient que le Parti québécois a longtemps réclamé une diminution des impôts sous forme d'indexation. A moins que cette réduction ne soit appliquée qu'à certaines catégories de contribuables. "Question hypothétique, mais qui ne le sera plus au soir du 18 avril", de dire M. Parizeau.

Votre meilleur investissement en 1978

ABONNEZ-VOUS DÈS AUJOURD'HUI

Le journal des AFFAIRES

635 est, rue Henri-Bourassa, Montréal H2C 1E3, P.Q.

Veuillez m'inscrire au nombre de vos abonnés

1 an - $14.00 ☐
2 ans - $21.00 ☐
3 ans - $28.00 ☐
5 ans - $40.00 ☐

Nouvel abonné ☐
Renouvellement ☐

Paiement inclus: $ ..... Facturez-moi: $ .....
Nom de l'entreprise .....
Aux soins de .....
Adresse .....
Localité ..... Zone .....
Genre d'entreprise .....
Votre fonction .....

Une approche éclectique s'impose pour l'ajustement de la balance des paiements

Suite de la page 21

de compte, annihilés par des taux de change surévalués. Aucun des cas précédents n'illustre avec exactitude ce qu'il est possible d'obtenir par l'application simultanée de mesures de stérilisation raisonnables et de taux de change réalistes.

De la nécessité d'un jugement qualificatif. Les enseignements valables tirés des théories monétaires et des modèles de balance des paiements seront mis en relief, et non perdus ou rejetés, si on précise à l'aide d'observations, dictées par le bon sens, certains éléments du processus économique dont un modèle économétrique pourrait difficilement tenir compte de façon adéquate sans risquer de devenir inutilisable dans la pratique.

Des autorités qui mettent au point puis appliquent des mesures visant à agir avant tout sur l'activité économique réelle, ou sur les prix intérieurs, ou encore sur la balance des paiements, ne sont réalistes que si elles sont prêtes à faire face à une réaction — qui ne sera pas nécessairement celle qu'elles recherchent — dans l'un de ces secteurs, ou dans les trois à la fois. Leurs outils sont trop émoussés, et leurs voies d'impact sur l'économie trop diffuses pour qu'elles puissent localiser. En outre, la répartition des effets entre les principaux objectifs des mesures en question est généralement fonction de plusieurs facteurs: la nature des mesures et leur dosage, certes, mais également de la situation préexistante et actuelle, et latrame des anticipations dans laquelle les mesures s'insèrent.

Toutefois, ces facteurs de variation n'empêchent généralement pas de parvenir à un résultat précis. Le plus souvent, d'un savant mélange d'expérience, d'objectivité et d'analyse quantitative naîtra une solution ou une gamme de solutions.

Dans les travaux du Fonds, comme dans ceux des banques centrales, il est impératif de retenir également d'autres critères, relatifs à l'acceptabilité politico-sociale. Un programme techniquement sain peut déboucher sur une pitoyable échec si ceux que l'on charge de son application sont dépouillés de leur responsabilité avant que la mise en oeuvre du programme soit solidement assurée, ou s'ils se heurtent à une résistance opiniâtre d'une fraction importante de la communauté. C'est dire que dans son aproche des problèmes de balance des paiements d'un pays, le Fonds n'agit jamais de façon purement mécanique.

Conclusions

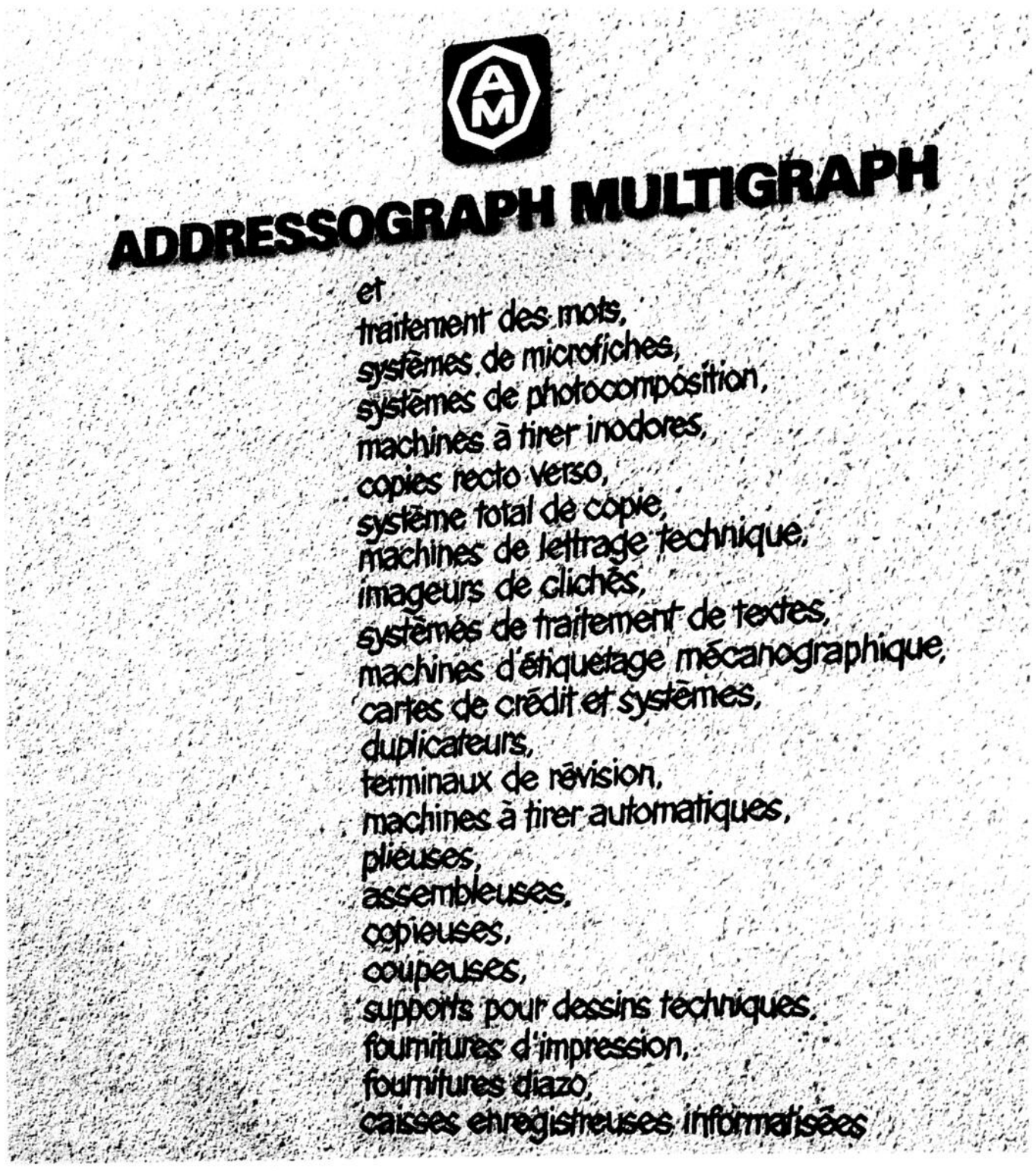
Des taux de change qui puissent être maintenus: tel est essentiellement ce que prescrit le Fonds lorsqu'il s'agit de corriger un déséquilibre des paiements extérieurs. Les autres ingrédients majeurs de la recette (dans le cas de pays déficitaires) sont en général des politiques de gestion de la demande visant à réacheminer les ressources réelles vers le secteur extérieur et à créer des conditions de crédit propres à engendrer les entrées (ou à éviter des sorties) de capitaux nécessaires pour faire face aux besoins de la balance des paiements. Certes, le Fonds n'a pas, pour ce qui est des pays excédentaires, l'occasion d'agir directement, mais, en principe, des considérations théoriques à peu près analogues s'appliquent à leur cas (et sont parfois invoquées lors des consultations annuelles ou dans diverses analyses effectuées par les services de l'organisation). A ces pays, le Fonds recommande avant tout de retenir en matière de taux de change une politique appropriée aux circonstances et pour la gestion de la demande une stratégie permettant à la fois de réacheminer des ressources réelles vers les secteurs internes et de susciter des conditions de crédit propres à favoriser les sorties (ou à empêcher les entrées) de capitaux. L'attention porte donc sur les principaux éléments que présentent les tenants de chacune des trois écoles historiques en matière d'analyse de la balance des paiements — la composante taux de change, dans le cas de l'approche des élasticité, la réorientation des allocations de ressources réelles, pour répondre aux critères de l'approche de l'absorption et la modulation des politiques monétaires en fonction des conditions de crédit, pour faciliter la réalisation à la fois des déplacements de ressources souhaités et des objectifs de balance des paiements.

Il ne fait aucun doute que la très grande importance attachée au troisième élément (les politiques de crédit et les politiques budgétaires auxquelles elles sont associées) assigne au Fonds un rôle prééminent en matière d'interprétation générale de l'approche monétaire de la balance des paiements. Par ailleurs, l'attention que le Fonds accorde aux autres éléments, et en particulier aux modifications du revenu réel et de l'absorpiton des ressources, témoigne de sa conviction qu'une approche électrique est, en dernier ressort, le meilleur instrument pour l'élaboration de politiques efficaces d'ajustement de la balance des paiements.

Ce numéro du Journal des Affaires a été tiré à 38,618 exemplaires

Il y a 48 ans, notre nom se suffisait à lui même...

Ce n'est plus le cas aujourd'hui!



ADDRESSOGRAPH MULTIGRAPH
DU CANADA LIMITÉE
5850, CÔTE DE LIESSE RD., MONTRÉAL, QUÉBEC H4T 1B6

Vancouver / Victoria / Calgary / Edmonton / Lethbridge / Regina / Saskatoon / Winnipeg / Thunder Bay / Windsor / Sudbury / London / Hamilton / Toronto / Ottawa / Montréal / Québec / Moncton / Halifax / St. John's

Trudeau semble avoir marqué des points

Suite de la page 1

point transparente qu'on pourrait qualifier le 45 ième parallèle de "rideau de verre". "Vous n'imaginez pas a souligné Pierre Elliott Trudeau, en français, que le Canada ait des tendances suicidaires si prononcées qu'il se résolve un jour au démembrement d'une confédération qui en a vue d'autres... S'attachant à exorciser le démon séparatiste dont les pompes et les oeuvres sont propres à semer l'émoi dans les temples de la finance, M. Trudeau préfère parler de "tensions créatrices" issues de diversités linguistiques et culturelles autant que de "disparités régionales qui offensent notre sens de la justice et nous frustent spirituellement parlant". Autant de facteurs qui, selon le Premier ministre canadien pourraient militer en faveur d'une refédinition du contrat confédéral. Né uébécois, M. Trudeau se porte garant que ses compatriotes, placés devant l'alternative référendaire, opteront pour le "bon choix"...

Revenant au présent immédiat, Pierre Elliott Trudeau entre ensuite dans le vif du sujet de sa visite à New York: le bulletin de santé de l'économie canadienne. Il fait alors état des efforts thérapeutiques de son gouvernement pour contenir dans des limites tolérables les courbes de température de l'inflation et du chômage, dont il dit que, dans l'état actuel de crise que traversent les économies occidentales, il ne saurait être question de dissocier les manifestations et encore moins, comme on la cru longtemps, de favoriser l'un ou l'autre de ces maux. Tout comme on ne saurait échapper aux épidémies de grippe maintenant planétaires, le Canada a été gagné par la contagion. La croissance du Canada en a souffert. Depuis deux ans, surtout. Mais ce pays n'avait il pas connu auparavant des poussées salariales plus fortes que celles observées outre-frontière ? Il a été mis bon ordre à cela, dit le Premier ministre et la dépréciation du dollar canadien arrive à point pour restaurer notre compétitivité sur les marchés extérieurs, même si, par contre-coup, elle se fait lourdement sentir au plan des importations — de denrées comestibles surtout — dont nous sommes largement tributaires en hiver.

L'évocation de la crise économique perturbant le monde occidental, devait amener M. Trudeau à faire partager à son auditoire le fruit de ses réflexions sur le problème des approvisionnements en ressources énergétiques. Et sur la conservation de celles que le Canada a pu recevoir en partage. A ce titre, le premier ministre canadien s'est félicité de la construction commune du gazoduc de l'ouest qui sera plus qu'un symbole supplémentaire des liens qui unissent les deux états nord-américains. Selon lui, les deux partenaires doivent du reste unir leurs efforts pour que les pénuries d'ores et déjà prévisibles dans un futur proche soient rendues plus supportables grâce à l'antidote d'énergies de remplacement.

Avant d'aborder le thème des relations commerciales multilatérales, M. Trudeau effleure ensuite celui de la stagflation dont il estime qu'elle sera d'autant mieux combattue que les gouvernements s'impliqueront dans un processus de désengagement en tant qu'agents générateurs d'inflation. Pour ce qui est des échanges, non seulement les économies occidentales doivent-elles rechercher à harmoniser leurs complémentarités, mais cette nouvelle assiette doit également tenir compte des besoins et des aspirations des pays du Tiers-Monde. "Le chemin est du reste clairement jalonné, conclut Pierre Elliott Trudeau, nous ne devrons pas nous laisser déc urager par le temps que nous devrons mettre pour le parcourir, il faudra plutôt considérer cette démarche comme une promenade de... santé". A tous les sens du terme.

Une nouvelle technique de vente:

Les produits sans marque

Prenant sans doute exemple sur l'importante chaîne française de magasins d'alimentation, Carrefour SA, les firmes Loblaws et Dominion Stores Ltd ont décidé d'offrir à leurs clients des articles "anonymes", c'est-à-dire des produits ne portant que leur nom générique, sans marque et à prix réduit.

La chaine Loblaws a ainsi banalisé 16 articles qui sont dès maintenant disponibles dans 135 épiceries de l'Ontario. Ce sont du thé, du café, des confitures, du jus de tomate, des pommes, du shampooing pour bébé et des lessives.

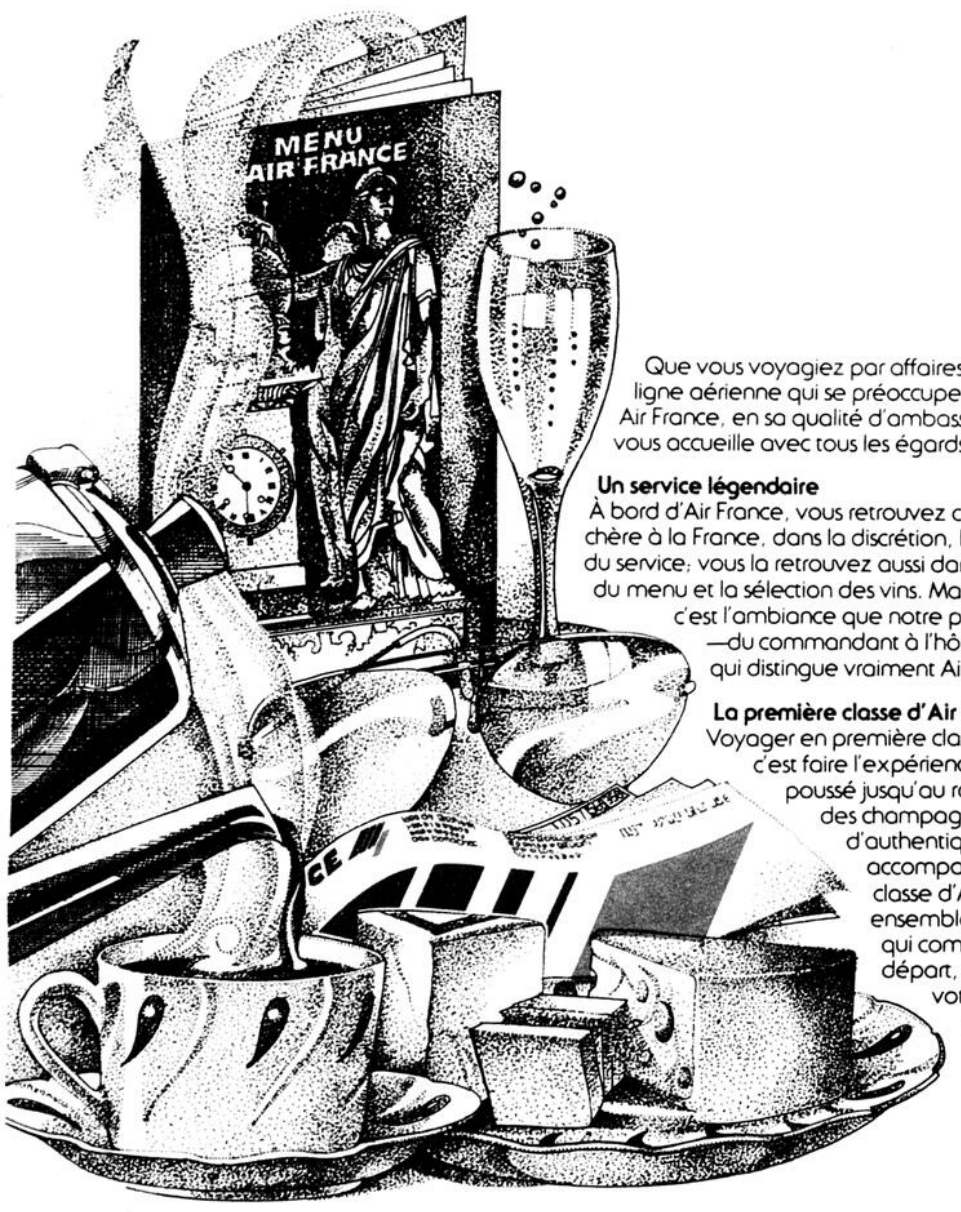
La chaine Dominion commence elle aussi à vendre des produits alimentaires sans marque tels que tomates, ketchup, spaghetti en conserve, huile végétale, thé en sachet.

Ces deux firmes espèrent vendre leurs produits de 10 à 40% moins chers que les prix courants, étant donné que les emballages sophistiqués et les campagnes de publicité différenciés deviennent inutiles.

Si la marque commerciale du produit (ainsi que les slogans publicitaires) ne figurera plus sur l'emballage, par contre les précisions demandées par les gouvernements seront mentionnées.

D'autre part il semblerait que la chaine québécoise de supermarchés, Steinberg, soit également en train d'étudier cette pratique de vente. Mais apparemment aucune décision n'a encore été prise.

Air France vous reçoit



Que vous voyagiez par affaires ou par plaisir, vous aimez choisir la ligne aérienne qui se préoccupe de vous offrir le meilleur service. Air France, en sa qualité d'ambassadeur de l'hospitalité française, vous accueille avec tous les égards.

Un service légendaire
À bord d'Air France, vous retrouvez cette tradition d'hospitalité, si chère à la France, dans la discrétion, l'empressement et la distinction du service; vous la retrouvez aussi dans la composition alléchante du menu et la sélection des vins. Mais encore plus que cela, c'est l'ambiance que notre personnel de bord —du commandant à l'hôtesse—sait créer autour de vous, qui distingue vraiment Air France de toute autre ligne aérienne.

La première classe d'Air France
Voyager en première classe à bord d'Air France, c'est faire l'expérience du service poussé jusqu'au raffinement, c'est savourer des champagnes réputés et déguster d'authentiques spécialités de la cuisine française accompagnées de grands crus. La première classe d'Air France, c'est aussi un ensemble de services et d'attentions qui commencent avant même votre départ, qui se prolongent bien après votre arrivée et qui restent gravés pour toujours dans votre mémoire.

Paris, ville lumière et porte du monde
Air France vous dépose à Paris, ville lumière qui vous accueille avec ses grands hôtels, ses divertissements, ses arts et sa culture. Et de Paris, Air France vous offre le monde, avec ses 150 escales, dont 55 destinations en Europe.

Pour tout renseignement n'hésitez pas à communiquer dès maintenant avec votre agent de voyages.

AIR FRANCE
Le monde plus proche